

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**Petite enfance et Place de
l'enfant dans la Ville**

Présents :

Tasme AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NÔSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absents / Excusés :

Sébastien COTE, Flora LABOURIER, François VASQUEZ

**Conventions Pluriannuelles d'Objectifs et de Moyens (CPOM) entre la Ville de
Montpellier et les associations gestionnaires de structures Petite Enfance -
Approbation - Autorisation de signature**

Madame Tasme AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier a souhaité faire de la Petite Enfance une politique publique prioritaire afin de réaliser le projet de ville à hauteur d'enfant et de développer et soutenir une offre d'accueil diversifiée pour les jeunes enfants montpelliérains. Cette ambition passe par la mise en œuvre d'une politique d'accueil du jeune enfant qui doit pouvoir répondre aux impératifs de conciliation entre vie familiale et vie professionnelle et tendre vers le principe d'universalité en assurant à chaque famille l'opportunité de pouvoir trouver une offre d'accueil adaptée pour leur(s) enfant(s) et à lutter contre les inégalités sociales et la pauvreté des enfants.

Acteur majeur, au côté du service public municipal, de cette politique ambitieuse, le secteur associatif et mutualiste à but non lucratif constitue depuis longtemps une composante essentielle de l'accueil de la petite enfance sur le territoire montpelliérain. Soucieuse de préserver et de dynamiser cette offre associative, la Ville entend renforcer son partenariat avec les acteurs associatifs et créer avec eux un Service Montpelliérain de la petite enfance autour de valeurs et de principes d'actions librement partagés. Cette inflexion importante repose sur la reconnaissance des missions d'intérêt général portées par le tissu associatif, la réponse à des besoins spécifiques et le soutien aux initiatives innovantes en faveur des familles montpelliéraines.

Ainsi, par délibération du 11 décembre 2023 portant création du Service Montpelliérain de la Petite Enfance, le Conseil municipal a autorisé le principe et le déploiement d'un partenariat renforcé avec les gestionnaires associatifs de structures petite enfance s'appuyant sur de nouvelles Conventions Pluriannuelles d'Objectifs et de Moyens (CPOM).

Concrètement, ce nouveau conventionnement se substitue aux précédentes conventions passées avec les crèches associatives et dont le soutien financier de la collectivité portait uniquement sur l'activité (1€10 par heure facturée). Cette contractualisation pluriannuelle et adaptée à chaque association permet ainsi de combiner le financement à l'activité déjà existant et un financement complémentaire permettant d'accompagner les projets associatifs qu'elles ont librement définis dans le champ de la petite enfance en cohérence avec les objectifs généraux de la Convention Territoriale Globale signée par la Ville de Montpellier et la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de l'Hérault. Elle vise ainsi à soutenir les acteurs à but non lucratif engagés dans la mise en œuvre de Services Sociaux d'Intérêt Général et investis dans des enjeux spécifiques (inclusion, mixité sociale, lutte contre les inégalités, soutien aux familles monoparentales isolées, renforcement de la prévention et du soutien à la parentalité, développement de l'offre d'accueil...). La Ville entend ainsi contribuer à la qualité, au maintien et au développement de l'offre associative.

De la signature de chaque CPOM découlera un dialogue de gestion annuel entre la Ville et l'association afin de prendre en compte la situation générale et la mise en œuvre des projets mais également de déterminer le montant annuel du financement complémentaire.

La présente délibération vise à autoriser la signature de CPOM avec les dix associations gestionnaires des établissements d'accueil du jeune enfant suivantes :

- Association Accroche Cœur ;
- Association La Bambinerie ;
- Association Les Moussaillons ;
- Mutualité Française Grand Sud ;
- Association Le Mas des Moulins ;
- Association Une Souris Verte ;
- Association Bamboubulle ;
- Association La Ribambelle ;
- Association Présence Verte Services ;
- Association La Gerbe.

Au-delà du financement proposé pour l'année 2024 et pour assurer une certaine visibilité aux associations sur le court et moyen terme, les montants des subventions allouées sont inscrits, à titre indicatif, dans des budgets prévisionnels annexés aux CPOM, sur une période de trois ans. Les subventions seront versées aux associations selon les modalités prévues dans les CPOM, sous réserve du vote du Budget Primitif et des crédits afférents.

Pour 2024, les financements prévus pour chacune des 10 associations listées ci-dessus sont énoncés ci-après :

➤ Association Accroche Coeur

EAJE	Nombre de places	Subvention (1€10/h. facturée)	Subvention forfaitaire	
			Enjeux spécifiques développés	Montant 2024
Accroche Coeur	16	X	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration du Guichet unique sur la base des paliers 1 et 2 dès 2024 ; - Soutien à la parentalité : organisation de temps d'échange avec les parents autour de questionnements divers et de sorties communes ; - Enjeux qualité autour de l'alimentation des enfants, de la formation des professionnels, du développement durable, de la mise en place de questionnaires de satisfaction ; - Handicap et inclusion : accompagnement individuel, aménagement de temps de travail concertés... ; - Eveil artistique et culturel : mise en place d'activité et de sorties culturelles régulières. 	11 200 €

➤ Association La Bambinerie

EAJE	Nombre de places	Subvention (1€10/h. facturée)	Subvention forfaitaire	
			Enjeux spécifiques développés	Montant 2024
La Bambinerie	17	X	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration du Guichet unique sur la base des paliers 1 et 2 dès 2024 ; - Soutien à la parentalité avec un accompagnement possible des parents par une psychologue et/ou une psychomotricienne, développement d'ateliers parents/enfants, actions d'informations et de prévention ; - Eveil artistique et culturel autour notamment de la mise en place de partenariats (médiathèque, « lire et faire lire » ...) mais aussi avec la mise en place d'un projet « nature » ; - Enjeux qualité autour de l'alimentation, la lutte contre le gaspillage et la lutte contre les risques psycho-sociaux. 	11 900 €

➤ Association Les Moussaillons

EAJE	Nombre de places	Subvention (1€10/h. facturée)	Subvention forfaitaire	
			Enjeux spécifiques développés	Montant 2024
Les Moussaillons	16	X	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration du Guichet unique sur la base des paliers 1 et 2 dès 2024 ; - Soutien à la parentalité avec l'organisation de cafés des parents, la mise à disposition d'outils d'aide à la parentalité et d'informations sur prévention santé mais également par un accompagnement individuel si nécessaire ; - Qualité d'accueil : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Taux d'encadrement supérieurs à la réglementation ; ▪ Travail autour de l'accueil inclusif ; ▪ Formation des personnels ; ▪ Création d'un journal mensuel à destination des parents ; ▪ Mise en place d'un jardin pédagogique. 	8 320 €

➤ Association Mutualité Française Grand Sud

EAJE	Nombre de places	Subvention (1€10/h. facturée)	Subvention forfaitaire	
			Enjeux spécifiques développés	Montant 2024
Les Petites Mayas	34	X	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration du Guichet unique sur la base des paliers 1 et 2 dès 2024 ; - Soutien à la parentalité et promotion de la santé : organisation de rencontres et d'actions de prévention (danger des écrans, alimentation santé buccodentaire...) ; - Qualité d'accueil avec le lancement de la démarche de labélisation « <i>écolo crèche</i> » ; - Enjeux spécifiques liés à l'intergénérationnel : mis en place d'activités et d'animations communes avec les résidents de l'Ehpad mais également avec le centre « Cajou » ; - Eveil artistique et culturel avec l'organisation d'expositions peintures enfants/parents, d'ateliers « <i>artistes en herbes</i> » ... 	19 720 €

➤ Association Mas des Moulins

EAJE	Nombre de places	Subvention (1€10/h. facturée)	Subvention forfaitaire	
			Enjeux spécifiques développés	Montant 2024
Babycar	10	X	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration du Guichet unique sur la base des paliers 1 et 2 dès 2024 ; - Soutien à la parentalité et promotion de la santé : accompagnement individualisé des familles, travail d'orientation pour les demandes spécifiques, organisation de cafés des parents et de « <i>goûter chanté</i> » ; - Enjeux spécifiques : la micro crèche est une structure itinérante qui répond à un besoin spécifique des familles des quartiers Cévennes et Petit Bard en offrant la possibilité aux mères qui suivent des cours d'alphabétisation de faire garder leur(s) enfant(s) sur le même lieu. Il facilite donc les parcours d'insertion et d'intégration pour ces mères en leur permettant de s'engager dans des démarches rendues impossibles sans ce relais de garde adapté ; - Eveil artistique et culturel avec l'organisation d'ateliers autour de l'éveil musical et de la découverte des livres. 	13 000 €

➤ Association Une souris verte

EAJE	Nombre de places	Subvention (1€10/h. facturée)	Subvention forfaitaire	
			Enjeux spécifiques développés	Montant 2024
Une souris verte	20	X	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration du Guichet unique sur la base des paliers 1 et 2 dès 2024 ; - Soutien à la parentalité avec la mise en place de campagnes de prévention et la reprise des cafés des parents ; - Eveil artistique et culturel d'un partenariat avec la médiathèque et d'une réflexion en cours sur un projet autour de la musique ; - Enjeux qualité autour de l'alimentation, la formation et le développement de l'apprentissage et de l'alternance au sein de la crèche. 	13 500 €

➤ Association Bamboubulle

EAJE	Nombre de places	Subvention (1€10/h. facturée)	Subvention forfaitaire	
			Enjeux spécifiques développés	Montant 2024
Bamboubulle	20	X	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration du Guichet unique sur la base des paliers 1 et 2 dès 2024 ; - Soutien à la parentalité : participation au réseau « parentalité » du secteur avec l'élaboration d'un « carnet des familles » et d'actions autour de la parentalité et réflexion en cours sur la mise en place de cafés des parents et d'actions de prévention santé, organisation 2 fois par mois d'ateliers avec les enfants et les parents autour des contes ; - Eveil artistique et culturel : interventions régulières d'une conteuse, sorties à l'écolothèque et au musée ; - Enjeux qualité autour de l'alimentation, la formation et la mise en place d'un tutorat individuel pour les professionnels. 	12 000 €

➤ Association La Ribambelle

EAJE	Nombre de places	Subvention (1€10/h. facturée)	Subvention forfaitaire	
			Enjeux spécifiques développés	Montant 2024
La Ribambelle	20	X	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration du Guichet unique sur la base des paliers 1 et 2 dès 2024 ; - Soutien à la parentalité par un accompagnement individuel (écoute, échange et orientations si besoin) ; - Eveil artistique et culturel : ateliers autour de la découverte des livres et mise en place d'une bibliothèque partagée, participation aux ateliers organisés par la MPT de quartier, sorties à la médiathèque et à la ludothèque, interventions régulières d'une musicienne ; - Enjeux qualité autour notamment de l'accueil d'enfants porteurs de handicap mais également autour de l'accompagnement des familles en difficulté sociales avec un travail conjoint d'accompagnement en lien avec les acteurs du territoire. 	9 000 €

➤ Association Présence Verte Services

EAJE	Nombre de places	Subvention (1€10/h. facturée)	Subvention forfaitaire	
			Enjeux spécifiques développés	Montant 2024
Arbre à chouette	29	X	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration du Guichet unique sur la base des paliers 1 et 2 dès 2024 ; - Soutien à la parentalité : organisation de cafés des parents, des « <i>minutes papotage</i> », de rencontres individuelles, de soirées portes ouvertes, d'ateliers parents/enfants ; - Eveil artistique et culturel : sorties à l'écolothèque, participation aux ateliers organisés par la MPT de quartier, organisation d'ateliers intergénérationnels avec une résidence seniors, intervention d'EJE en dernière année pour la mise en place d'ateliers ; - Enjeux qualité autour de la qualité de vie au travail, de la formation des professionnels et de l'alimentation. 	15 950 €

➤ Association La Gerbe

EAJE	Nombre de places	Subvention (1€10/h. facturée)	Subvention forfaitaire	
			Enjeux spécifiques développés	Montant 2024
La Gerbe	20	X	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration du Guichet unique sur la base des paliers 1 et 2 dès 2024 ; - Soutien à la parentalité par la création d'un réseau des parents, l'organisation d'ateliers collectifs et de rencontres individuelles ; - Eveil artistique et culturel : interventions régulières d'une musicienne, partenariat avec l'école maternelle de quartier ; - Enjeux qualité autour notamment de l'accueil d'enfants porteurs de handicap (signataire de la charte pour l'accueil d'enfants en situation de handicap), la formation des professionnels et les taux d'encadrement supérieurs à la réglementation. 	8 600 €

Les modalités du financement municipal de ces actions ainsi que les obligations des gestionnaires associatifs sont précisées dans les CPOM annexées à la présente délibération. Elles sont conclues pour une durée de 3 ans soit du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2026 et abrogent les conventions de partenariat précédemment conclues entre la Ville et ces associations.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des dix conventions pluriannuelles d'objectifs et de moyens pour la période 2024-2026 entre la Ville de Montpellier et les associations Accroche Cœur, La Bambinerie, Les Moussaillons, la Mutualité Française Grand Sud, Le Mas des Moulins, Une Souris Verte, Bamboubulle, la Ribambelle, Présence Verte Services et la Gerbe ;
- D'approuver le montant de la subvention à 1,10 €/heure facturée pour le soutien de l'activité des dix associations et le montant des subventions à verser au titre de l'année 2024 au profit des dix associations précédemment citées ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CPOM Accroche coeur 2024-2026 V2
- CPOM gestionnaires EAJE La Bambinerie 24-26 associatifs V2
- CPOM Moussaillons 2024-2026
- CPOM 2024-2026-LPMayas-MFGS-V2
- CPOM BABYCAR 2024-2026 VF
- CPOM 2024-2026_Creche UneSourisVerte_v2
- CPOM 2024.2026 BAMBOUBULLE PROJET
- CPOM La Ribambelle 2024-2026 V2
- CPOM gestionnaires EAJE associatifs 2024-2026 Arbre à chouette V2
- CPOM La Gerbe V2

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-279131-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
2024 – 2026**

**INSCRIPTION DANS LE SERVICE MONTPELLIERAIN DE LA PETITE ENFANCE
(SMPE)**

ENTRE :

La Ville de MONTPELLIER, représentée par Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire de MONTPELLIER, habilité à cet effet par délibération du Conseil Municipal en date du JJ MM 2023,

ci-après désignée « La Ville »,

ET

L'association Crèche accroche Cœur, dont le siège est situé au 34 rue de la Cavalerie à Montpellier, représentée par sa Présidente Madame Claire MONTADE agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été confiés par le Conseil d'Administration en date du 12 octobre 2023, en tant que gestionnaire d'établissement d'accueil du jeune enfant.

ci-après désignée « L'association ».

PREAMBULE :

La Ville de Montpellier est fortement engagée dans le secteur de la Petite Enfance et tout particulièrement dans sa volonté de faire de Montpellier une Ville à hauteur d'enfant et de développer et soutenir une offre d'accueil diversifiée pour les jeunes enfants montpelliérains.

Elle entend ainsi participer activement à la mise en place du Service Public de la Petite Enfance sur son territoire, et jouer pleinement son rôle « d'autorité organisatrice de l'accueil du jeune enfant » défini par la Loi.

Cette ambition passe par la mise en œuvre d'une politique d'accueil du jeune enfant qui doit pouvoir répondre aux impératifs de conciliation entre vie familiale et vie professionnelle et tendre vers le principe d'universalité en assurant à chaque famille l'opportunité de pouvoir trouver une offre d'accueil adaptée pour leur(s) enfant(s) et à lutter contre les inégalités sociales et la pauvreté des enfants.

Acteur majeur de cette politique ambitieuse pour les petits montpelliérains, le tissu associatif représente près de 25% de l'offre montpelliéraine, soit en 2023, plus de 700 places d'accueil régulier ou occasionnel régies par les dispositions du code de la Santé Publique et du décret n°2021-1131 du 30 août 2021.

La Convention territoriale globale (CTG) conclue entre la Ville de Montpellier et la Caf de l'Hérault pour la période 2022-2026 renforce encore ce partenariat, autour des 3 grands axes principaux suivants :

1. **L'accroissement substantiel du nombre de places d'accueil** : + 449 places dont plus de 300 places portées par la Ville et l'inclusion de l'enfant dans la Ville pour faire de

Montpellier une Ville à hauteur d'enfant et du petit enfant.

2. **L'égalité d'accès à un mode d'accueil de qualité**, adapté à chaque famille en informant, accompagnant, et facilitant la démarche des familles ; en diversifiant les modalités d'accueil et en valorisant les métiers de la petite enfance.
3. **La promotion de l'égalité des chances dès le plus jeune âge** en tendant vers un droit universel à l'éveil et à la socialisation, en développant une politique de prévention à destination des familles et de soutien à la parentalité et en reconnectant le tout petit à la nature et à son environnement.

Ces axes de développement sont ainsi au cœur du Projet Educatif Petite Enfance élaboré par la Ville avec l'ensemble des acteurs (institutionnels et associatifs) et adopté au Conseil Municipal du 10 Octobre 2023, qui s'inscrivent dans le service montpelliérain de la petite enfance.

Ils fondent également le partenariat que la Ville souhaite consolider avec les gestionnaires associatifs qui poursuivent également des missions d'intérêt général pour répondre aux besoins du territoire et dont le projet associatif librement défini vise à répondre à des obligations de service public. La Ville entend ainsi renforcer son soutien à ces initiatives associatives à travers une contractualisation pluriannuelle visant :

- le soutien et le développement d'une offre d'accueil diversifiée permettant de lutter contre les inégalités, de construire des réponses adaptées aux besoins de toutes les familles montpelliéraines ;
- l'accompagnement qualitatif de la parentalité et une structuration d'un service harmonisé via la mise en place d'un guichet unique.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention définit le partenariat conclu entre la Ville et l'association xxx dans le cadre du Service Montpelliérain de la Petite Enfance (SMPE) pour la période couvrant la contractualisation passée entre la CAF et la Ville de Montpellier.

Dans ce cadre, elle vise à préciser les engagements réciproques auxquels s'obligent les cosignataires pour contribuer réciproquement aux objectifs du Projet Educatif de la Petite Enfance.

L'association Crèche Accroche Cœur contribue au SMPE en gérant les établissements d'accueil du jeune enfant suivants :

- Crèche Accroche Cœur (16 places)

TITRE 1 –OBJECTIFS ET ENGAGEMENTS RECIPROQUES

ARTICLE 2 – LES OBJECTIFS GENERAUX DU PARTENARIAT

2.1. Le soutien à l'accueil des enfants montpelliérains

Soutenir l'activité des Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant par le versement d'une prestation annuelle de fonctionnement pour l'accueil des enfants âgés de moins de trois ans dont les parents sont domiciliés à Montpellier à raison de 1€10 par heure facturée.

2.2 Soutien au projet stratégique et à l'initiative associative dans le champ de la petite enfance :

☐ **1^{er} objectif : Partenariat autour d'un guichet unique**

(Paliers cumulatifs à préciser par l'association dans le cadre de la stratégie associative)

- Palier 1 Valeurs partagées du service public montpelliérain de la petite enfance (Inscription dans la démarche et création d'une bannière commune / participation aux réunions d'informations aux familles)
- Palier 2 Convergence sur les critères d'admission avec des objectifs de mixité et d'inclusion
- Palier 3 Création d'un liste unique et d'outils informatiques communs
- Palier 4 Participation à un commission unique d'attribution des places d'accueil en EAJE

☐ **2^{ème} objectif : Développement et enjeux spécifiques**

- Les projets associatifs en lien avec les besoins du territoire (lien avec le PEPE et la CTG)
- Les engagements dans le champ de la qualité
- Les actions mutualisées et les coopérations territoriales
- Les particularités et difficultés spécifiques de l'association
- Le soutien à la parentalité, démarches de prévention/santé
- Les initiatives en lien avec le festival de l'éveil, la candidature CEC 28 et la Ville à hauteur d'enfant
- Les projets à enjeux spécifiques
- Les projets de développement de l'offre

Sur la base de ces objectifs généraux, la présentation précise du projet associatif est détaillée dans l'article 7.

ARTICLE 3 – LES ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association participe à l'accueil des enfants âgés de 10 semaines jusqu'à 5 ans révolus. Pour ce faire, elle doit être agréée par la Protection Maternelle et Infantile, service du Département de l'Hérault et adhérer au principe de la Prestation de Service Unique dont les nouvelles dispositions figurent dans les circulaires n°2014-009 du 26 mars 2014 et n°2019-005 du 5 juin 2019.

L'association s'engage à garantir un accueil de qualité pour toutes les familles en appliquant les 10 principes de la charte nationale d'accueil du jeune enfant, sise en annexe à la présente convention.

L'association s'engage également à assurer une gestion rigoureuse de l'établissement, dans le respect des dispositions réglementaires applicables et plus particulièrement :

- Se conformer à la législation en vigueur dans le domaine du droit du travail et du droit de la santé publique, en matière d'équipements recevant du public et de mode de garde d'enfants ;
- Souscrire les assurances nécessaires à la couverture des risques en matière de responsabilité civile et de responsabilité professionnelle ;
- Animer la structure par un projet social décrit dans le projet d'établissement tel que défini dans le décret du 30 août 2021 ;
- Maintenir un taux d'encadrement, au minimum, conforme aux dispositions du décret du 30 août 2021 ;
- Maintenir un taux d'occupation des places satisfaisant et reflétant une utilisation optimale du nombre de places agréées par le président du Conseil Départemental ;
- Maintenir les coûts d'exploitation à un niveau équivalent à la moyenne des équipements associatifs de type similaire. Un accompagnement spécifique par la Ville et la CAF pourra être mis en œuvre en cas de dépassement des prix de revient moyens transmis par la CNAF.

Enfin, l'association s'engage :

1. A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;
2. A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;
3. A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.
4. A mettre en œuvre la charte de la laïcité dans les EAJE (CNAF) selon les modalités définies dans le RI de chaque structure et communiquées à la Ville.

ARTICLE 4 – LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE

La Ville s'engage à intégrer l'association dans l'animation et la mise en œuvre du Projet Educatif Petite Enfance.

Elle s'engage également à apporter un soutien financier et logistique à l'association pour la mise en œuvre de son projet d'établissement :

- Attribution d'une aide pour l'accueil des montpelliérains âgés de moins de trois ans,
- Attribution d'une aide annuelle complémentaire de fonctionnement permettant d'accompagner le projet éducatif développé par l'association,

ARTICLE 5 – LES ASPECTS QUALITATIFS DU PARTENARIAT

Les structures petite enfance associatives et municipales participent pleinement au rayonnement du service montpelliérain de la petite enfance mais également à l'élaboration et à la mise en œuvre du Projet Educatif de Petite Enfance.

Dans ce cadre, la Ville souhaite promouvoir un accueil de qualité pour tous les enfants montpelliérains au sein des structures d'accueil petite enfance et ainsi améliorer la visibilité et l'attractivité de cette offre de service.

Des groupes d'échange de pratiques seront mis en place afin de renforcer le partenariat entre des structures municipales et associatives et faire émerger des projets communs visant notamment à garantir un accueil de qualité pour tous les enfants (accueil inclusif, prévention, santé...), à développer la Ville à Hauteur d'Enfant, à soutenir la parentalité, à renforcer l'accès à la culture

pour tous via l'éveil artistique et culturel, un environnement sain en intégrant la démarche de transition écologique portée par la ville de Montpellier.

De plus, l'association sera invitée à participer aux différentes actions menées par la Ville de Montpellier parmi lesquelles celles inscrites dans Montpellier Capitale Européenne de la Culture.

Le réseau constitué par les associations et la Ville peut également être sollicité lorsque l'un ou l'autre rencontre des difficultés de recrutement, afin de proposer d'éventuelles candidatures.

TITRE 2 – LES MODALITES FINANCIERES DU PARTENARIAT

ARTICLE 6 – LE SOUTIEN DE LA VILLE POUR L'ACCUEIL DES PETITS MONTPELLIERAINS

La Ville attribuera à l'association **une participation annuelle variable** pour l'accueil des **enfants âgés de moins de trois ans** dont les parents sont **domiciliés à Montpellier**. La participation annuelle variable n'est pas versée pour les enfants accueillis sur des places qui font l'objet d'une réservation de berceaux rétribuée.

A titre dérogatoire, la participation annuelle de fonctionnement pour l'accueil de la Ville peut être également versée pour :

- **Les enfants non domiciliés à Montpellier** remplissant les conditions suivantes :
 - L'enfant accueilli souffre d'un handicap compatible avec la vie en collectivité pour lequel la commune de résidence ne propose pas d'accueil adapté ;
 - Les enfants du personnel de la structure ;
 - Les enfants dont les parents sont inscrits au rôle des contributions directes à Montpellier à titre personnel ;
 - Les enfants dont les familles déménagent hors Montpellier en cours de contrat : la participation annuelle de fonctionnement pourra être versée jusqu'au 31 décembre au plus tard pour un déménagement entre le 01/01 et le 31/08 ou jusqu'à la fermeture d'été de l'établissement pour un déménagement entre le 01/09 et le 31/12.
- **Les enfants de plus de trois ans** dans les cas suivants :
 - Les enfants dont l'état de santé justifie un maintien en structure d'accueil petite enfance, sur justification médicale validée par la Protection Maternelle Infantile.
 - Les enfants scolarisés qui peuvent être accueillis sur des temps extra-scolaires.

Afin d'assurer une égalité de traitement pour l'ensemble des gestionnaires inscrits dans le partenariat, la prestation annuelle de fonctionnement tient compte de la présence des enfants sur la base d'un montant forfaitaire par heure facturée, montant arrêté annuellement après l'adoption du Budget Primitif de la Ville. Cette aide financière est plafonnée à un taux d'occupation en heures facturées de 100 %.

Sous réserve du vote du Budget et des crédits afférents, la prestation annuelle de fonctionnement est projetée à 1,10 € par heure facturée.

Cette aide financière annuelle de fonctionnement pour l'accueil des enfants est évaluée sur la base d'un prévisionnel de présences établi par l'Association et transmis à la Ville avant le 31 juillet de l'année N-1. Ensuite, il pourra être réajusté en fonction du relevé d'heures effectivement facturées, constaté après la clôture de l'exercice.

ARTICLE 7 – LE SOUTIEN AU PROJET STRATEGIQUE ET A L'INITIATIVE ASSOCIATIVE DANS LE CHAMP DE LA PETITE ENFANCE

7.1. Le projet associatif

Le projet associatif et éducatif proposé par l'association vise des objectifs communs à ceux portés par la Ville dans le Projet éducatif Petite Enfance.

□ 1^{er} objectif : Partenariat autour d'un guichet unique

L'association Accroche cœur s'engage à s'inscrire sur les paliers suivants :

- Palier 1 Valeurs partagées du service public montpelliérain de la petite enfance (Inscription dans la démarche et création d'une bannière commune / participation aux réunions d'informations aux familles)
- Palier 2 Convergence sur les critères d'admission avec des objectifs de mixité et d'inclusion
- Palier 3 Création d'une liste unique et d'outils informatiques communs
- Palier 4 Participation à une commission unique d'attribution des places d'accueil en EAJE

□ 2^{ème} objectif : Développement et enjeux spécifiques

Concernant le PEPE, nos engagements s'orientent autour de la laïcité concernant les bénéficiaires (enfants et tuteurs légaux) et les employés de la structure.

1 - Développement durable : la place de l'écologie dans la crèche

Nous souhaitons intégrer à notre projet un espace dédié au développement durable. Etant un lieu d'accueil et d'éducation, il nous semble essentiel de favoriser des actions tournées vers une écoresponsabilité. Afin de protéger notre planète nous utilisons des produits d'entretien plus respectueux de l'environnement, nous limitons le matériel à usage unique ou nous créons des partenariats responsables. Nous développons des pratiques écoresponsables au quotidien avec comme exemples concrets :

- L'investissement dans du mobilier éco-responsable,
- L'utilisation de moins de vaisselle en plastique (uniquement les biberons),
- La majorité des achats alimentaires frais sont effectués en circuits courts, nous sommes vigilants à éviter le gaspillage alimentaire, la taille des espaces verts est effectuée en dehors des périodes de nidification et tout traitement chimique est proscrit.

Nous sommes conscients que nous avons encore une grande marge d'action pour nous améliorer en ce sens, notamment autour de l'éducation auprès des enfants. C'est pourquoi nous mettrons à contribution les équipes pour y travailler durant les mois et les années à venir pour pouvoir proposer des attitudes en adéquation avec nos ambitions environnementales.

2 – Formation et professionnalisation

L'association attache une grande importance à la formation et à la professionnalisation des salariés de l'établissement. Nous vous présentons ici plusieurs formats qui sont proposés aux équipes afin de susciter la curiosité, soutenir et développer leurs connaissances professionnelles.

□ L'ANALYSE DE LA PRATIQUE PROFESSIONNELLE

L'analyse de la pratique engage l'équipe à travers un travail de réflexion à partir de la présentation par les professionnel(le)s d'une situation qui les met en difficulté ou les questionne.

Ces analyses jouent un rôle de prévention par l'échange que l'animateur propose à l'équipe. C'est aussi un espace d'échange important qui permet à l'équipe d'évoluer ensemble dans une dynamique commune et de créer des liens professionnels cohérents. Le travail d'analyse de la pratique ne consiste pas à « donner des leçons » ou à apporter les « bonnes réponses » aux

questions que les professionnels se posent, encore moins à juger leurs pratiques. Au contraire, l'animateur est là pour guider la réflexion, en incitant l'équipe à penser à partir du questionnement que soulève l'exercice de ses tâches quotidiennes. L'animateur de la séance doit être compétent en la matière, extérieur à l'équipe d'encadrement des enfants et sans lien de hiérarchie. Ainsi, c'est une psychologue que nous rencontrons chaque mois environ à raison de 1h30 par séance le soir à partir de 18h30 après le départ des enfants.

□ LES FORMATIONS

Différentes formations initiales permettent aux professionnels d'exercer dans le monde de la petite enfance. Ainsi notre équipe est pluridisciplinaire et chaque professionnel(le) possède ses connaissances propres et complémentaires du reste de l'équipe. Mais les connaissances de la petite enfance, le cadre législatif et institutionnel évoluent. Les formations sont donc indispensables pour une ré-interrogation contemporaine et positive des pratiques professionnelles tendant toujours vers une amélioration de l'accueil de l'enfant et de sa famille.

C'est notamment durant les entretiens annuels d'évaluation et les entretiens professionnels que chaque salarié peut proposer un plan de formation en fonction de ses besoins ou de ses aspirations.

□ La formation continue des professionnels de la petite enfance

Pour maintenir les connaissances, la motivation et pour que chaque membre de l'équipe soit acteur de son évolution professionnelle nous mettons la formation au centre de nos pratiques. Il peut s'agir de formations courtes et thématiques, mais également de formations qualifiantes se déroulant à long termes

□ LES TEMPS INSTITUTIONNELS

□ Les réunions d'équipe

Elles ont lieu chaque mois environ à raison de 1h30 par séance le soir à partir de 18h30 après le départ des enfants. Outre la diffusion d'informations administratives et organisationnelles, elles nous donnent l'opportunité de réfléchir sur nos pratiques pédagogiques et leurs impacts dans le travail d'équipe. Ces instances nous permettent également d'échanger sur le groupe d'enfants et les individus qui le composent afin de réajuster les aménagements de l'espace et les supports d'activités proposés. Enfin elles sont aussi l'occasion de présenter des apports théoriques d'ordre pédagogique permettant une mise en abîme avec nos pratiques.

□ Les journées pédagogiques

Le premier jour de la rentrée, fin août, l'établissement est fermé aux bénéficiaires. Ce jour-là nous préparons les locaux : grand ménage, aménagement des espaces, sélection des jeux et jouets que nous mettons à disposition dans un premier temps. C'est l'occasion également de faire le point et de présenter les nouveaux enfants, les nouvelles familles et de planifier sereinement les périodes de familiarisation. D'autres journées, en fonction des besoins, peuvent être fixées au cours de l'année. Elles peuvent être du même ordre ou l'occasion de travailler un point précis d'ordre pédagogique ou en lien avec l'hygiène et la sécurité ou la qualité de vie au travail. Dans ce cas nous nous laissons la possibilité de faire appel à des intervenants extérieurs.

□ L'ACCUEIL DES STAGIAIRES ET DES APPRENTIS

Notre appétence pour la formation nous amène naturellement à accueillir régulièrement des stagiaires et/ou des apprentis durant l'année. La structure accueille régulièrement des stagiaires issus de différents cursus de la petite enfance : auxiliaires de puériculture, CAPAEPE, EJE, bac pro. C'est pour les professionnelles l'occasion de transmettre leurs connaissances et leurs savoirs faire, mais aussi de faire évoluer leurs pratiques et de mener une autre réflexion au travers des questionnements des stagiaires. Ces stages sont encadrés par une personne dédiée durant le temps de présence du stagiaire ou de l'apprenti. Ils peuvent se dérouler de quelques jours pour les élèves

de 3ème à plusieurs mois pour les élèves EJE voir 2 ans pour les apprentissages. Les stagiaires ne sont jamais seuls avec les enfants. Nous ne comptons pas cette personne supplémentaire dans le taux d'encadrement. Ainsi nous donnons sa place au stagiaire à côté de nous, lui laissant toute la place pour observer, questionner, essayer et apprendre.

3-Accompagnement à la parentalité

La coéducation : soutenir et accompagner toutes les parentalités

La coéducation est une collaboration entre les parents et les professionnels grâce au lien entretenu avec les familles. C'est un exercice de collaboration, qui a pour objectif d'harmoniser nos pratiques entre la famille et les professionnels du multi accueil, pour le bien-être et le développement de l'enfant.

La coéducation demande de reconnaître la place du parent, d'encourager son implication auprès de son enfant ainsi que de l'associer aux actions éducatives en lien avec la structure. La crèche doit pouvoir être une continuité de la famille et réciproquement pour permettre à l'enfant de se développer en harmonie avec son environnement, sa culture.

Au quotidien :

- ☐ Nous développons certaines attitudes : nous accueillons l'enfant et sa famille en prenant en compte l'environnement familial dans sa globalité. Nous créons une relation de confiance avec les familles en étant à leur écoute sans jugement.
- ☐ Nous favorisons la participation des familles à la vie de la structure.
- ☐ Nous veillons à conserver et valoriser la place des parents et les reconnaissons comme premiers éducateurs de leurs enfants.
- ☐ Nous organiserons avec les gestionnaires des rencontres entre parents et professionnels.

Nous avons l'intention, pour l'année scolaire 2024-2025, de proposer aux familles des temps d'échange autour de l'enfant et de son développement. A l'occasion d'une réunion avec les familles, nous souhaitons proposer un thème de travail sur lequel échanger. Notre but n'étant pas d'établir une relation d'ascendant avec les familles ; nous souhaitons plutôt expliquer comment nous, professionnels de crèche, élaborons certaines questions du développement de l'enfant à la crèche. Les parents sont libres ou non de s'en inspirer, mais comme l'explique Carl Rodgers, nous adoptons une *position basse* qui implique que nous nous mettons au même niveau qu'eux dans l'accompagnement de leur enfant.

Ces réunions pourraient se dérouler en présence de la psychologue avec laquelle nous faisons des analyses de pratiques, ou bien simplement avec l'équipe de la crèche, afin d'échanger, sans en avoir l'air, autour des pratiques parentales. Notre volonté est de faire rentrer les enfants DANS la crèche ; ainsi, ils pourront accompagner les enfants lors de sorties, proposer un temps d'éveil à même la crèche, ...

4- L'accueil d'enfants présentant un handicap ou atteints de maladie chronique

L'enfant en situation de handicap ou d'une maladie chronique est soumis aux mêmes nécessités que tout autre enfant, avec des besoins physiques, physiologiques et affectifs. L'enfant est donc accueilli dans la mesure où son handicap est compatible avec :

- ☐ la vie de l'établissement
- ☐ l'agencement des locaux
- ☐ le personnel (nombre et qualification)
- ☐ le matériel spécifique nécessaire

Chaque situation sera évaluée individuellement, en équipe pluridisciplinaire (équipe, médecin de l'établissement et partenaires prenant en charge l'enfant). La famille est présente au sein de l'équipe pluridisciplinaire. L'accueil et l'intégration de l'enfant impliquent, si nécessaire,

l'élaboration d'un Projet d'Accueil Individualisé (PAI) ou d'un Projet d'Accueil Personnalisé (PAP) par le médecin de structure avec la famille et l'équipe. L'équipe travaillera en étroite collaboration avec :

- ☐ l'enfant
- ☐ les parents,
- ☐ les partenaires compétents prenant en charge l'enfant (personnel paramédical etc...),
- ☐ la P.M.I. si nécessaire

Ceci, afin de prendre en compte ses exigences spécifiques et suivre son évolution.

La formalisation de ce projet doit intégrer les fonctions spécifiques du personnel auprès de l'enfant, les soins particuliers et le rythme des rencontres avec les parents, ainsi il sera adapté au fur et à mesure de l'évolution de l'enfant. L'objectif est d'offrir à l'enfant un accueil adapté à son état et correspondant à ses besoins et aux attentes des parents. L'équipe aura à accompagner l'enfant et ses parents, en repérant les difficultés, tout en étant attentive à ses potentialités. La situation et l'encouragement seront d'autant plus importants et les activités d'éveil devront être adaptées afin d'éviter de mettre l'enfant en situation d'échec. Si la prise en charge n'est réellement pas du ressort des compétences de l'équipe ou des possibilités offertes par l'établissement, les parents seront accompagnés et orientés vers un autre projet d'accueil par l'équipe pluridisciplinaire.

5- L'éveil sensoriel sensible et esthétique

« Je développe ma créativité et j'éveille mes sens grâce aux expériences artistiques et culturelles. Je m'ouvre au monde par la richesse des échanges interculturels ». Principe 5 charte nationale de l'accueil du jeune enfant.

L'ensemble des points cités précédemment viennent soutenir cet éveil fondamental qui va pouvoir prendre sens autour d'activités d'expression artistiques (graphisme, chant, expression corporelle.....), mais aussi de sorties culturelles (théâtre, musée...). Il convient de se soucier à chaque instant de la présentation et de la qualité des matériaux ou supports (que ce soit pour le jeu, mais également l'alimentation, le mobilier etc...).

De plus, les alentours du multi-accueil permettent de nombreuses sorties et sa proximité avec les transports en commun et le centre-ville assure des déplacements facilités vers de nombreux pôles culturels, éducatifs et de pleine nature. Ces actions s'inscrivent d'ailleurs dans le PEPE de la ville à hauteur d'enfant.

7.2. Le soutien financier de la Ville

Au regard de l'intérêt qu'elle porte à ces projets et à leur mise en œuvre pour les petits Montpelliérains, la Ville s'engage à soutenir financièrement l'association par une aide complémentaire au fonctionnement général qui sera adopté par le conseil municipal au titre de chacune des années budgétaires concernées et qui fera l'objet d'une notification à l'association.

Pour l'année 2024, le montant global du soutien financier de la Ville pour l'ensemble des projets de l'association dans le champ de la petite enfance s'établit à 11 200 €

Sous réserve du vote des crédits afférents dans le cadre de l'adoption du Budget Primitif, et sous réserve de mise en œuvre effective des projets et d'évolution des orientations arrêtées sur lesquels

elles s'entendent, la Ville et l'association établissent une projection pluriannuelle et prévisionnelle du soutien financier inscrite en annexe 2 à la présente convention.

ARTICLE 8 – LE SUIVI ADMINISTRATIF ET COMPTABLE DE L'ASSOCIATION

Le versement de la participation financière accordée par la Ville (pour l'accueil des petits montpelliérains et le soutien au projet éducatif tel que défini dans les articles 6 et 7) est conditionné à la transmission par l'Association des documents suivants :

8.1. Au démarrage du partenariat

A la date de la signature de la convention (et pendant la durée de la convention en cas de changement), l'association transmet l'ensemble des documents suivants :

- Statuts à jours,
- Composition à jour du bureau de l'association et procès-verbal électif,
- Composition à jour du Conseil d'administration et procès-verbal électif,
- Organigramme de la structure faisant apparaître le nom la fonction occupée et le statut (bénévole ou salarié) de chaque personne mentionnée dont le directeur de l'association,
- Nombre de salariés (nombre en équivalent temps plein et nombre de personnes physiques) et de bénévoles œuvrant au sein de l'association,
- Derniers comptes arrêtés détaillés, ainsi que les rapports du commissaire aux comptes (le cas échéant), et le dernier rapport d'audit portant sur le contrôle interne (organisation et procédures au sein de l'association)
- Les budgets prévisionnels de l'association.

8.2. Annuellement, pour le versement de la prestation annuelle variable pour l'accueil des petits montpelliérains prévue à l'article 6

- Transmission d'un relevé des heures facturées et des heures réelles des enfants accueillis, comportant la date de naissance de l'enfant ainsi que l'identité et l'adresse des parents, sur la base du modèle communiqué par la Ville :
 - Avant le 31 juillet pour le 1^{er} semestre de l'année N ;
 - Avant le 31 janvier de l'année N+1 pour l'année N.Les enfants bénéficiant d'une dérogation devront être signalés en indiquant le motif comme définis à l'article 6.
- Transmission d'une attestation, signée, datée et tamponnée par le président ou le responsable d'établissement :
 - Avant le 31 juillet avec le nombre prévisionnel d'heures facturées pour l'exercice suivant, sur la base du modèle communiqué par la Ville ;
 - Avant le 31 janvier avec le nombre d'heures facturées consolidées de l'année écoulée, ce nombre devant prendre en compte les critères définis à l'article 6.

8.3. Annuellement pour le versement de la prestation annuelle complémentaire contribuant à la mise en œuvre du projet éducatif

- Demande annuelle de soutien financier au titre du projet éducatif sur la base d'un dossier communiqué par la Ville

8.4 Informations comptables annuelles

Dans les 6 mois de la dernière clôture comptable N, l'association transmet ses comptes annuels détaillés établis par l'expert-comptable (bilan, compte de résultat et annexes), ainsi que le rapport général et spécial du Commissaire aux comptes le cas échéant.

En mars de l'année N+1 elle communique la copie de la déclaration des données réelles de l'exercice précédent établi pour la Caf.

ARTICLE 9 – MODALITES DE PAIEMENT DE L'AIDE FINANCIERE LIEE A L'ACTIVITE

Le paiement de la prestation s'effectuera en 2 versements :

- 1- Un premier versement égal à :
 - 80% du montant total de l'aide liée à l'accueil des petits montpelliérains, plus ou moins le solde de l'année N-1 constaté après la clôture de l'exercice. Sous réserve de transmission des documents nécessaires par l'association, ce versement sera effectué au cours du 1^{er} trimestre de l'année).
 - 50% de l'aide financière complémentaire lié à la mise en œuvre du projet éducatif, sous réserve que la rencontre association-Ville prévue à l'article 11 ait eu lieu et que le montant de l'aide financière ait été votée par le conseil municipal.
- 2- Un deuxième versement égal à :
 - 20% du montant total de l'aide liée à l'accueil des petits montpelliérains
 - 50% de l'aide financière complémentaire lié à la mise en œuvre du projet éducatif.

ARTICLE 10 – MODALITES D'INFORMATION ET DE CONTROLE

10.1. Droit de contrôle sur pièces et ou sur place

En plus des pièces listées à l'article 8, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de prestations allouées. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

10.2. Respect de la réglementation sur la protection des données

La Ville de Montpellier s'engage à une application stricte des dispositions relatives à la protection des données personnelles qui lui seront transmises dans le cadre de ce contrôle, notamment en limitant leur accès aux seules personnes directement en charge du contrôle, en veillant à la sécurisation de leur conservation et en ne les conservant que pour la durée de validité dudit contrôle.

10.3. Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (modification d'agrément, changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

10.4. Assurer une communication des partenariats

L'association doit mentionner les aides apportées par la Ville et la CAF dans toutes les interventions, déclarations publiques, communiqués, articles d'information ou brochures concernant l'équipement. L'information sur le concours financier de la Ville et de la CAF doit être également affichée dans le hall d'accueil des parents.

TITRE 3 – LE SUIVI DU PARTENARIAT

ARTICLE 11 – INSTANCES DE SUIVI DE LA CONVENTION

Afin d'assurer le suivi régulier de cette convention et de veiller à la qualité du partenariat, la Ville et l'association s'accordent sur la mise en œuvre de rencontres régulières associant le.la président.e et le.la directeur.trice de l'association et des professionnels du pôle petite enfance de la Ville.

Une fois par an à minima, cette instance se réunira pour effectuer un bilan partagé de la mise en œuvre du projet éducatif. Ce dialogue de gestion annuel sera organisé au cours du troisième trimestre.

ARTICLE 12 – GOUVERNANCE PARTICIPATIVE DE LA POLITIQUE PUBLIQUE

La Ville, dans sa volonté de refonder la gouvernance participative de la politique publique de la petite enfance, s'engage dans la mise en place d'un comité de pilotage de la petite enfance, présidé par le Maire ou le cas échéant l'adjointe en charge de la Petite Enfance.

Ce comité de pilotage intitulé « instance locale de concertation » associe les acteurs intervenant dans le SMPE parmi lesquels la CAF, la PMI et les acteurs associatifs qui interviennent dans la mise en œuvre de cette politique ambitieuse pour les petits montpelliérains.

Réuni deux fois par an, ce comité de pilotage veille notamment à la mise en œuvre du Projet Educatif de la Petite Enfance et au suivi des objectifs de la CTG et du Schéma départemental des services aux familles. Il permet de décliner à l'échelle de la Ville de Montpellier, l'organisation du CDSF ;

ARTICLE 13 – DUREE

La présente convention est conclue du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2026. Elle abroge les conventions de partenariat précédemment conclues le 9 mars 2023 entre les deux cosignataires.

Afin d'assurer la continuité du financement des actions, cette convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens pourra produire des effets jusqu'au 31 décembre 2027 en ce qui le soutien à l'accueil des enfants montpelliérains comme prévu à l'article 6.

Cette option est néanmoins conditionnée à un accord express des deux signataires et jusqu'à la conclusion d'une nouvelle contractualisation avec la CAF venant se substituer à la CTG.

ARTICLE 14 - RESILIATION

En cas de non-respect par l'Association de ses engagements contractuels, ainsi qu'en cas de faute grave de sa part, et sous réserve de l'accord de la CAF, la Ville pourra résilier de plein droit la présente convention, à l'expiration d'un délai de 3 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée

avec accusé de réception. La résiliation dans les conditions présentées implique la restitution des prestations versées par la Ville.

La résiliation de cette convention d'un commun accord des parties peut intervenir pendant toute la durée de la convention en cas de modification de l'offre d'accueil.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Le Maire de la Ville de Montpellier,

La Présidente de l'Association,

Michaël DELAFOSSE

Claire MONTADE

EAJE ACCROCHE COEUR
34 RUE DE LA CAVALERIE
34000 MONTPELLIER
TEL: 04 67 72 62 82

ANNEXE 1 : Charte nationale d'accueil du jeune enfant (arrêté du 23 septembre 2021)

DIX GRANDS PRINCIPES POUR GRANDIR EN TOUTE CONFIANCE

1. Pour grandir sereinement, j'ai besoin que l'on m'accueille quelle que soit ma situation ou celle de ma famille.
2. J'avance à mon propre rythme et je développe toutes mes facultés en même temps : pour moi, tout est langage, corps, jeu, expérience. J'ai besoin que l'on me parle, de temps et d'espace pour jouer librement et pour exercer mes multiples capacités.
3. Je suis sensible à mon entourage proche et au monde qui s'offre à moi. Je me sens bien accueilli quand ma famille est bien accueillie, car mes parents constituent mon point d'origine et mon port d'attache.
4. Pour me sentir bien et avoir confiance en moi, j'ai besoin de professionnels qui encouragent avec bienveillance mon désir d'apprendre, de me socialiser et de découvrir.
5. Je développe ma créativité et j'éveille mes sens grâce aux expériences artistiques et culturelles. Je m'ouvre au monde par la richesse des échanges interculturels.
6. Le contact réel avec la nature est essentiel à mon développement.
7. Fille ou garçon, j'ai besoin que l'on me valorise pour mes qualités personnelles, en dehors de tout stéréotype. Il en va de même pour les professionnels qui m'accompagnent. C'est aussi grâce à ces femmes et à ces hommes que je construis mon identité.
8. J'ai besoin d'évoluer dans un environnement beau, sain et propice à mon éveil.
9. Pour que je sois bien traité, il est nécessaire que les adultes qui m'entourent soient bien traités. Travailler auprès des tout-petits nécessite des temps pour réfléchir, se documenter et échanger entre collègues comme avec d'autres intervenants.
10. J'ai besoin que les personnes qui prennent soin de moi soient bien formées et s'intéressent aux spécificités de mon très jeune âge et de ma situation d'enfant qui leur est confié par mon ou mes parents.



ANNEXE 2 : CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi no 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N°1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N°2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N°3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N°4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.

Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.

Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N°5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.

Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N°6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.

Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.

Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N°7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

ANNEXE 3 : Indicateurs d'évaluation

L'association s'engage à mettre en œuvre les projets suivants, pouvant comporter des obligations de service public, tels que spécifiés dans l'article 7

Actions (article 7)	Obligations de service public	Date de démarrage	Indicateurs associés	Valeurs cibles		
				2024	2025	2026
Formation des futur(e)s professionnel(le)s		01/01/2024	Accueil d'apprentis	X	X	X
		01/01/2024	Accueil de stagiaires pluridisciplinaires	X	X	X
Qualité d'accueil		01/01/2024	APP	X	X	X
		01/01/2024	Réunions d'équipe mensuelles	X	X	X
		01/01/2025	Formation sur l'accueil d'enfant en situation de handicap		X	X
		01/01/2024	Formation des professionnelles sur l'accueil du jeune enfant	X	X	X
Tri sélectif		01/01/2025	Achat de bacs de recyclages		X	X
		2025	Bac à compost		X	X
Mobilier éco-responsable		01/01/2024	Vérif des émanations de produits toxiques dans le mobilier neuf	X	X	X
		01/01/2024	Achat d'électroménager basse consommation (lorsqu'il faudra le renouveler)		X	X
		01/01/2024	Privilégier les contenants en matière éco-responsable	X	X	X
Qualité des repas		01/01/2024	Achat d'aliments circuits courts	X	X	X
		01/01/2024	Repas préparés sur place	X	X	X
Formation des professionnelles, qualité d'accueil		01/01/2024	Formation sur la qualité d'accueil du JE	X	X	X

		2025	Formation sur les besoins d'enfant en situation de handicap		X	X
		01/01/2024	Réunion et APP	X	X	X
Transmission réévaluée en cours d'année, sur le contenu et la forme		2024	Questionnaire à destination des parents	X	X	X
		2025	Création d'outils de soutien au transmissions		X	X
		2024	Réunion d'équipe autour des transmissions	X	X	
Rencontres parents-professionnels, place du parent à la crèche		Sept/oct 2024	Organiser des temps d'échanges en dehors de la présence des enfants	X	X	X
		Sept/oct 2024	Tenir un journal des fréquentations lors de ces rencontres	X	X	X
		Sept/oct 2024	Questionnaire aux parents concernant leur besoins lors de ces temps	X	X	X
		Sept/oct 2024	Parents accompagnateurs de sorties	X	X	X
Soutenir l'éveil artistique du jeune enfant		2024	Posture de l'adulte adaptée aux expériences de l'enfant	X	X	X
		2024	Proposition d'activités sensorielles	X	X	X
Inscrire les enfants dans le territoire		2024	Sorties aux alentours	X	X	X
		2024	Sorties en ville avec les enfants, visite du centre-ville, s'imprégner de l'atmosphère de la ville (regarder les pigeons, les passants,	X	X	X

			marcher sur la comédie)			
		2024	Sortie dans les pacs / squares	X	X	X
Qualité de l'air		2025	Evaluation et mesures correctives		X	X
Inscription dans les 4 paliers du guichet unique		2026	CF paliers			X

PROJET

ANNEXE 4: LES BUDGETS PREVISIONNELS DE CHACUN DES EAJE

Etablissement Accroche coeur / Année 2024

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	36279	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	283974
Prestations de services			
Achats matières et fournitures		74- Subventions d'exploitation	43168
Autres fournitures		État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs	27006	-	
Locations		-	
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance		-	
Documentation		Département(s) :	
		-	
62 - Autres services extérieurs	10928	Intercommunalité(s) : EPCI ¹	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		-	
Publicité, publication		Commune(s) :	47 004
Déplacements, missions		-	
Services bancaires, autres			
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes	3500	-	
Impôts et taxes sur rémunération,		Fonds européens	
Autres impôts et taxes		-	
64- Charges de personnel	310000	L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	7043
Rémunération des personnels		Autres établissements publics	
Charges sociales			
Autres charges de personnel		75 - Autres produits de gestion courante	
65- Autres charges de gestion courante	180	Dont cotisations, dons manuels ou legs	
		Aides privées	
66- Charges financières	326	76 - Produits financiers	350
67- Charges exceptionnelles		77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements	1679	78 - Reprises sur amortissements et provisions	1034
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	389 898	TOTAL DES PRODUITS	328 573
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ²			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			

864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL		TOTAL	
L'aide financière de la Ville d'un montant de.....€ représente% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.			

Etablissement Accroche-cœur / Année 2025

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	22000	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	246 700
Prestations de services			
Achats matières et fournitures		74- Subventions d'exploitation	77 852
Autres fournitures		État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs	23500	-	
Locations		-	
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance		-	
Documentation		Département(s) :	
		-	
62 - Autres services extérieurs	14500	Intercommunalité(s) : EPCI ³	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		-	
Publicité, publication		Commune(s) :	47 805
Déplacements, missions		-	
Services bancaires, autres			
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes	4200	-	
Impôts et taxes sur rémunération,		Fonds européens	
Autres impôts et taxes		-	
64- Charges de personnel	266589	L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	
Rémunération des personnels		Autres établissements publics	
Charges sociales			
Autres charges de personnel		75 - Autres produits de gestion courante	
65- Autres charges de gestion courante	200	Dont cotisations, dons manuels ou legs	
		Aides privées	
66- Charges financières	450	76 - Produits financiers	350
67- Charges exceptionnelles		77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements	12000	78 - Reprises sur amortissements et provisions	1050
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	343439	TOTAL DES PRODUITS	325952
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES⁴			
86- Emplois des contributions		87 - Contributions	

volontaires en nature		volontaires en nature	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL		TOTAL	
L'aide financière de la Ville d'un montant de.....€ représente% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.			

Etablissement Accroche-cœur / Année 2026

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	23000	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	247750
Prestations de services			
Achats matières et fournitures		74- Subventions d'exploitation	64800
Autres fournitures		État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs	24500	-	
Locations		-	
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance		-	
Documentation		Département(s) :	
		-	
62 - Autres services extérieurs	15000	Intercommunalité(s) : EPCI ⁵	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		-	
Publicité, publication		Commune(s) :	55 680
Déplacements, missions		-	
Services bancaires, autres			
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes	4200	-	
Impôts et taxes sur rémunération,		Fonds européens	
Autres impôts et taxes		-	
64- Charges de personnel	266874	L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	
Rémunération des personnels		Autres établissements publics	
Charges sociales			
Autres charges de personnel		75 - Autres produits de gestion courante	
65- Autres charges de gestion courante	200	Dont cotisations, dons manuels ou legs	
		Aides privées	
66- Charges financières	450	76 - Produits financiers	350
67- Charges exceptionnelles		77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements	12000	78 - Reprises sur amortissements et provisions	1100
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			

TOTAL DES CHARGES	346224	TOTAL DES PRODUITS	314000
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES⁶			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL		TOTAL	
L'aide financière de la Ville d'un montant de.....€ représente% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.			

ANNEXE 5 : Soutien financier prévisionnel

Afin de soutenir la mise en œuvre par l'association du projet éducatif et d'établissement qui concourt aux orientations du Projet Educatif Petite Enfance de la Ville de Montpellier, la Ville s'engage à soutenir financièrement l'association, sous réserve du vote annuel du Budget Primitif.

Sans que l'association ne puisse faire valoir des droits sur les montants ci-après mentionnés, la Ville et l'association s'entendent sur un soutien financier correspondant à la trajectoire suivante :

Année	Pour l'accueil des petits montpelliérains	Pour la mise en œuvre des projets spécifiques (guichet unique et projets)	Total
2024	EAJE Accroche cœur : $1,10 \times 32\,549 = 35\,804 \text{ €}$	11 200 €	47 004 €
2025	EAJE Accroche cœur: $1,10 \times 32\,841 = 36\,125 \text{ €}$	11 680 €	47 805 €
2026	EAJE Accroche cœur: $1,10 \times 32\,727 = 36\,000 \text{ €}$	19 680 €	55 680 €
Total	107 929 €	42 560 €	150 489 €

**CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
2024 – 2026**

**INSCRIPTION DANS LE SERVICE MONTPELLIERAIN DE LA PETITE ENFANCE
(SMPE)**

ENTRE :

La Ville de MONTPELLIER, représentée par Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire de MONTPELLIER, habilité à cet effet par délibération du Conseil Municipal en date du JJ MM 2023,

ci-après désignée « La Ville »,

ET

L'association La Bambinerie dont le siège est situé 1 rue des Sureaux 34070 Montpellier, représentée par sa Présidente Blanca AZACARRAGA agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été confiés par le Conseil d'Administration en date du 10 Octobre 2023 tant que gestionnaire d'établissement d'accueil du jeune enfant.

ci-après désignée « L'association ».

PREAMBULE :

La Ville de Montpellier est fortement engagée dans le secteur de la Petite Enfance et tout particulièrement dans sa volonté de faire de Montpellier une Ville à hauteur d'enfant et de développer et soutenir une offre d'accueil diversifiée pour les jeunes enfants montpelliérains.

Elle entend ainsi participer activement à la mise en place du Service Public de la Petite Enfance sur son territoire, et jouer pleinement son rôle « d'autorité organisatrice de l'accueil du jeune enfant » défini par la Loi.

Cette ambition passe par la mise en œuvre d'une politique d'accueil du jeune enfant qui doit pouvoir répondre aux impératifs de conciliation entre vie familiale et vie professionnelle et tendre vers le principe d'universalité en assurant à chaque famille l'opportunité de pouvoir trouver une offre d'accueil adaptée pour leur(s) enfant(s) et à lutter contre les inégalités sociales et la pauvreté des enfants.

Acteur majeur de cette politique ambitieuse pour les petits montpelliérains, le tissu associatif représente près de 25% de l'offre montpelliéraine, soit en 2023, plus de 700 places d'accueil régulier ou occasionnel régies par les dispositions du code de la Santé Publique et du décret n°2021-1131 du 30 août 2021.

La Convention territoriale globale (CTG) conclue entre la Ville de Montpellier et la Caf de l'Hérault pour la période 2022-2026 renforce encore ce partenariat, autour des 3 grands axes principaux suivants :

1. **L'accroissement substantiel du nombre de places d'accueil** : + 449 places dont plus de 300 places portées par la Ville et l'inclusion de l'enfant dans la Ville pour faire de

Montpellier une Ville à hauteur d'enfant et du petit enfant.

2. **L'égalité d'accès à un mode d'accueil de qualité**, adapté à chaque famille en informant, accompagnant, et facilitant la démarche des familles ; en diversifiant les modalités d'accueil et en valorisant les métiers de la petite enfance.
3. **La promotion de l'égalité des chances dès le plus jeune âge** en tendant vers un droit universel à l'éveil et à la socialisation, en développant une politique de prévention à destination des familles et de soutien à la parentalité et en reconnectant le tout petit à la nature et à son environnement.

Ces axes de développement sont ainsi au cœur du Projet Educatif Petite Enfance élaboré par la Ville avec l'ensemble des acteurs (institutionnels et associatifs) et adopté au Conseil Municipal du 10 Octobre 2023, qui s'inscrivent dans le service montpelliérain de la petite enfance.

Ils fondent également le partenariat que la Ville souhaite consolider avec les gestionnaires associatifs qui poursuivent également des missions d'intérêt général pour répondre aux besoins du territoire et dont le projet associatif librement défini vise à répondre à des obligations de service public. La Ville entend ainsi renforcer son soutien à ces initiatives associatives à travers une contractualisation pluriannuelle visant :

- le soutien et le développement d'une offre d'accueil diversifiée permettant de lutter contre les inégalités, de construire des réponses adaptées aux besoins de toutes les familles montpelliéraines ;
- l'accompagnement qualitatif de la parentalité et une structuration d'un service harmonisé via la mise en place d'un guichet unique.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention définit le partenariat conclu entre la Ville et l'association xxx dans le cadre du Service Montpelliérain de la Petite Enfance (SMPE) pour la période couvrant la contractualisation passée entre la CAF et la Ville de Montpellier.

Dans ce cadre, elle vise à préciser les engagements réciproques auxquels s'obligent les cosignataires pour contribuer réciproquement aux objectifs du Projet Educatif de la Petite Enfance.

L'association La Bambinerie contribue au SMPE en gérant les établissements d'accueil du jeune enfant suivants :

- Multi-Accueil La Bambinerie (17 places)

TITRE 1 –OBJECTIFS ET ENGAGEMENTS RECIPROQUES

ARTICLE 2 – LES OBJECTIFS GENERAUX DU PARTENARIAT

2.1. Le soutien à l'accueil des enfants montpelliérains

Soutenir l'activité des Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant par le versement d'une prestation annuelle de fonctionnement pour l'accueil des enfants âgés de moins de trois ans dont les parents sont domiciliés à Montpellier à raison de 1€10 par heure facturée.

2.2 Soutien au projet stratégique et à l'initiative associative dans le champ de la petite enfance :

☐ **1^{er} objectif : Partenariat autour d'un guichet unique**

(Paliers cumulatifs à préciser par l'association dans le cadre de la stratégie associative)

- Palier 1 Valeurs partagées du service public montpelliérain de la petite enfance (Inscription dans la démarche et création d'une bannière commune / participation aux réunions d'informations aux familles)
- Palier 2 Convergence sur les critères d'admission avec des objectifs de mixité et d'inclusion
- Palier 3 Création d'un liste unique et d'outils informatiques communs
- Palier 4 Participation à une
- commission unique d'attribution des places d'accueil en EAJE

☐ **2^{ème} objectif : Développement et enjeux spécifiques**

- Les projets associatifs en lien avec les besoins du territoire (lien avec le PEPE et la CTG)
- Les engagements dans le champ de la qualité
- Les actions mutualisées et les coopérations territoriales
- Les particularités et difficultés spécifiques de l'association
- Le soutien à la parentalité, démarches de prévention/santé
- Les initiatives en lien avec le festival de l'éveil, la candidature CEC 28 et la Ville à hauteur d'enfant
- Les projets à enjeux spécifiques
- Les projets de développement de l'offre

Sur la base de ces objectifs généraux, la présentation précise du projet associatif est détaillée dans l'article 7.

ARTICLE 3 – LES ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association participe à l'accueil des enfants âgés de 10 semaines jusqu'à 5 ans révolus. Pour ce faire, elle doit être agréée par la Protection Maternelle et Infantile, service du Département de l'Hérault et adhérer au principe de la Prestation de Service Unique dont les nouvelles dispositions figurent dans les circulaires n°2014-009 du 26 mars 2014 et n°2019-005 du 5 juin 2019.

L'association s'engage à garantir un accueil de qualité pour toutes les familles en appliquant les 10 principes de la charte nationale d'accueil du jeune enfant, sise en annexe à la présente convention.

L'association s'engage également à assurer une gestion rigoureuse de l'établissement, dans le respect des dispositions réglementaires applicables et plus particulièrement :

- Se conformer à la législation en vigueur dans le domaine du droit du travail et du droit de la santé publique, en matière d'équipements recevant du public et de mode de garde d'enfants ;
- Souscrire les assurances nécessaires à la couverture des risques en matière de responsabilité civile et de responsabilité professionnelle ;
- Animer la structure par un projet social décrit dans le projet d'établissement tel que défini dans le décret du 30 août 2021 ;
- Maintenir un taux d'encadrement, au minimum, conforme aux dispositions du décret du 30 août 2021 ;
- Maintenir un taux d'occupation des places satisfaisant et reflétant une utilisation optimale du nombre de places agréées par le président du Conseil Départemental ;
- Maintenir les coûts d'exploitation à un niveau équivalent à la moyenne des équipements associatifs de type similaire. Un accompagnement spécifique par la Ville et la CAF pourra être mis en œuvre en cas de dépassement des prix de revient moyens transmis par la CNAF.

Enfin, l'association s'engage :

1. A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;
2. A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;
3. A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.
4. A mettre en œuvre la charte de la laïcité dans les EAJE (CNAF) selon les modalités définies dans le RI de chaque structure et communiquées à la Ville.

ARTICLE 4 – LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE

La Ville s'engage à intégrer l'association dans l'animation et la mise en œuvre du Projet Educatif Petite Enfance.

Elle s'engage également à apporter un soutien financier et logistique à l'association pour la mise en œuvre de son projet d'établissement :

- Attribution d'une aide pour l'accueil des montpelliérains âgés de moins de trois ans,
- Attribution d'une aide annuelle complémentaire de fonctionnement permettant d'accompagner le projet éducatif développé par l'association,

ARTICLE 5 – LES ASPECTS QUALITATIFS DU PARTENARIAT

Les structures petite enfance associatives et municipales participent pleinement au rayonnement du service montpelliérain de la petite enfance mais également à l'élaboration et à la mise en œuvre du Projet Educatif de Petite Enfance.

Dans ce cadre, la Ville souhaite promouvoir un accueil de qualité pour tous les enfants montpelliérains au sein des structures d'accueil petite enfance et ainsi améliorer la visibilité et l'attractivité de cette offre de service.

Des groupes d'échange de pratiques seront mis en place afin de renforcer le partenariat entre des structures municipales et associatives et faire émerger des projets communs visant notamment à garantir un accueil de qualité pour tous les enfants (accueil inclusif, prévention, santé...), à développer la Ville à Hauteur d'Enfant, à soutenir la parentalité, à renforcer l'accès à la culture

pour tous via l'éveil artistique et culturel, un environnement sain en intégrant la démarche de transition écologique portée par la ville de Montpellier.

De plus, l'association sera invitée à participer aux différentes actions menées par la Ville de Montpellier parmi lesquelles celles inscrites dans Montpellier Capitale Européenne de la Culture.

Le réseau constitué par les associations et la Ville peut également être sollicité lorsque l'un ou l'autre rencontre des difficultés de recrutement, afin de proposer d'éventuelles candidatures.

TITRE 2 – LES MODALITES FINANCIERES DU PARTENARIAT

ARTICLE 6 – LE SOUTIEN DE LA VILLE POUR L'ACCUEIL DES PETITS MONTPELLIERAINS

La Ville attribuera à l'association **une participation annuelle variable** pour l'accueil des **enfants âgés de moins de trois ans** dont les parents sont **domiciliés à Montpellier**. La participation annuelle variable n'est pas versée pour les enfants accueillis sur des places qui font l'objet d'une réservation de berceaux rétribuée.

A titre dérogatoire, la participation annuelle de fonctionnement pour l'accueil de la Ville peut être également versée pour :

- **Les enfants non domiciliés à Montpellier** remplissant les conditions suivantes :
 - L'enfant accueilli souffre d'un handicap compatible avec la vie en collectivité pour lequel la commune de résidence ne propose pas d'accueil adapté ;
 - Les enfants du personnel de la structure ;
 - Les enfants dont les parents sont inscrits au rôle des contributions directes à Montpellier à titre personnel ;
 - Les enfants dont les familles déménagent hors Montpellier en cours de contrat : la participation annuelle de fonctionnement pourra être versée jusqu'au 31 décembre au plus tard pour un déménagement entre le 01/01 et le 31/08 ou jusqu'à la fermeture d'été de l'établissement pour un déménagement entre le 01/09 et le 31/12.
- **Les enfants de plus de trois ans** dans les cas suivants :
 - Les enfants dont l'état de santé justifie un maintien en structure d'accueil petite enfance, sur justification médicale validée par la Protection Maternelle Infantile.
 - Les enfants scolarisés qui peuvent être accueillis sur des temps extra-scolaires.

Afin d'assurer une égalité de traitement pour l'ensemble des gestionnaires inscrits dans le partenariat, la prestation annuelle de fonctionnement tient compte de la présence des enfants sur la base d'un montant forfaitaire par heure facturée, montant arrêté annuellement après l'adoption du Budget Primitif de la Ville. Cette aide financière est plafonnée à un taux d'occupation en heures facturées de 100 %.

Sous réserve du vote du Budget et des crédits afférents, la prestation annuelle de fonctionnement est projetée à 1,10 € par heure facturée.

Cette aide financière annuelle de fonctionnement pour l'accueil des enfants est évaluée sur la base d'un prévisionnel de présences établi par l'Association et transmis à la Ville avant le 31 juillet de l'année N-1. Ensuite, il pourra être réajusté en fonction du relevé d'heures effectivement facturées, constaté après la clôture de l'exercice.

ARTICLE 7 – LE SOUTIEN AU PROJET STRATEGIQUE ET A L'INITIATIVE ASSOCIATIVE DANS LE CHAMP DE LA PETITE ENFANCE

7.1. Le projet associatif

Le projet associatif et éducatif proposé par l'association vise des objectifs communs à ceux portés par la Ville dans le Projet éducatif Petite Enfance.

□ **1^{er} objectif : Partenariat autour d'un guichet unique**

L'association s'engage sur les paliers suivants :

- Palier 1 Valeurs partagées du service public montpelliérain de la petite enfance (Inscription dans la démarche et création d'une bannière commune / participation aux réunions d'informations aux familles)
- Palier 2 Convergence sur les critères d'admission avec des objectifs de mixité et d'inclusion

□ **2^{ème} objectif : Développement et enjeux spécifiques**

Les axes de travail au sein de la structure :

La Parentalité

Accueillir un enfant c'est avant tout accueillir sa famille avec ses enjeux et ses spécificités.

Au travers de l'attribution des places, des temps d'accueil nous essayons de favoriser un **équilibre** vie privée /vie professionnelle/vie sociale/vie personnelle en étant au plus près des besoins des familles. Les contrats sont établis à la demi-heure cadran.

La création et le renforcement du lien de confiance parents/professionnels, si précieux pour l'accueil de l'enfant commence dès l'inscription.

Les longs échanges lors de **la période d'adaptation** sont indispensables. Puis tout au long de l'année la **présence d'un personnel diplômé et disponible** permet de répondre quotidiennement aux questionnements des familles et de les soutenir dans leur rôle de parents.

Grâce à une équipe pluridisciplinaire, nous offrons lorsque cela est nécessaire la possibilité aux familles **d'initier un accompagnement** avec une psychologue, ou une psychomotricienne (la première séance est prise en charge par la structure).

Une nouvelle réflexion autour du **lien parents/ enfants** va débiter à la rentrée 2024 : formation d'équipe, intervention d'une association proposant des ateliers parents/enfants, ouverture d'ateliers aux parents, comment envisager le temps des retrouvailles

Tout au long de l'année les parents reçoivent **des informations sur les initiatives proposées** hors temps d'accueil dans la Métropole et autour : nous diffusons le programme du festival de l'éveil, de l'association Odette Louise, des Cafés Parents.....

Les actions de prévention

Le Référent Santé accompagne les familles, soit sur une thématique spécifique : les effets nuisibles des écrans, l'intérêt de la diversification alimentaire) soit par rapport à l'actualité épidémie et conduite à tenir, intérêt de la vaccination chez les adultes,

Le Parent au sein de la structure : parent acteur

L'investissement associatif, spécifique à notre structure, permet aux familles de créer du lien entre elles (des demi-journées de participation (bricolage, jardinage, nettoyage) sont organisées dans laquelle chaque famille s'inscrit) et d'être partie prenante de la vie de la crèche (les familles font des courses de fruits et légumes de façon hebdomadaire à tour de rôle, viennent nous aider en cas d'absence de la cuisinière, ou sur des besoins ponctuels tout au long de l'année)

Le Conseil Administratif, composé de parents, promeut la vie associative (organisation d'un apéritif de bienvenu, des temps participatifs, des aides en cas d'absence de l'agent d'entretien, ...) et accompagne l'équipe sur des projets au long cours.

Chaque initiative de parent pour venir intervenir auprès de enfants est soutenue : musique, danse, théâtre de marionnette, bulles géantes, cuisine ... Chaque année quelques familles sautent le pas, créant de très beaux souvenirs.

Les parents sont présents aux fêtes au travers de 2 moments conviviaux partagés avec l'équipe autour de Noël et en fin d'année scolaire. Cela permet de renforcer le lien entre les familles et les professionnels.

La Mixité Sociale et accompagnement d'un public vulnérable

- Une attention particulière est portée lors de la préparation des rentrées sur le fait de conserver au sein de la structure **un équilibre, une mixité sociale**, tout en tenant compte des spécificités de notre quartier (cité Astruc proche des Cévennes QPV, de la cité Gély QPV mais aussi quartier des Arceaux): nous accueillons des enfants dont les 2 parents travaillent, dont 1 seul parent travaille, qui sont parents isolés, familles en difficulté sociales, en recherche de formation, parents dans un parcours d'alphabétisation, avec une fourchette de revenus très large.

- Tout cela afin de favoriser aussi l'accès ou le retour à l'emploi, la prévention des vulnérabilités (tout particulièrement pour les femmes seules avec enfant)

L'Epanouissement et le développement du tout petit

L'accueil en **collectivité** comme moteur du développement psychique, psychomoteur, cognitif (lutte contre les inégalités d'apprentissage), social.

Comment **être reconnu unique** au sein du groupe ? Le maintien de petits effectifs, un taux d'encadrement satisfaisant garantissent **une observation fine** et **un accompagnement ajusté** aux **différentes étapes du développement** de chaque enfant, ainsi que **la détection et la prise en charge précoce** des difficultés, troubles ou handicap.

L'équipe propose **des activités variées et évolutives** (motrices, artistiques, langagières, sorties, ...) dans le respect de la **sécurité affective et physique** des enfants.

Afin de renforcer **l'éveil et l'ouverture sur le quartier** un partenariat est mis en place avec la Médiathèque Shakespeare, Le cinéma Nestor Burma, sorties au stade de foot et à l'aire de jeux. Pique-nique.

Le Langage sous toutes ses formes : importance de la verbalisation par les adultes sur tous les temps de la journée, les comptines, les livres sont omniprésents, une petite bibliothèque de prêt est mise à disposition des familles. Un partenariat avec l'Association « Lire et Faire lire » est installé depuis plusieurs années

Les actions de prévention

Le Référent Santé en plus de l'équipe pluridisciplinaire accompagne les familles au quotidien ou sur thématique spécifique (les écrans, l'alimentation) ou par rapport à l'actualité (épidémie).

Les Projets Nature

De plus nous avons la chance de bénéficier d'un extérieur suffisamment grand pour soutenir un projet nature : Land art, gym à l'extérieur, observation des escargots et création d'un petit refuge, peinture sur grand format, la plupart des ateliers peuvent être proposés à l'intérieur ou à l'extérieur

L'Alimentation et Développement durable

Une attention particulière est portée à la qualité de l'alimentation et au temps de repas pour en faire des moments riches de découvertes et de partages.

Les repas sont réalisés sur place (la cuisinière faisant partie intégrante de l'équipe propose des ateliers aux enfants). Nous favorisons **les produits bios et/ou de circuit court (actuellement 45 % de nos achats alimentaires)**.

Dans un esprit de **diversification des protéines** nous avons établi un menu végétal tous les 15jrs.

Afin de **limiter le gaspillage alimentaire** les enfants sont servis par petites portions (bien sûr ils peuvent se resservir) et les reliefs du repas partent au compost. Nous trions papier, cartons, verre...

Les menus sont affichés pour les familles, ils sont présentés aux enfants oralement et sous forme de photos afin qu'ils puissent en visualiser le déroulé.

Lutte contre les risques psycho-sociaux au sein de l'équipe

Une réflexion constante permet de tenter de lutter contre les risques psycho-sociaux pouvant toucher les membres de l'équipe :

Nous avons mis en place le **Document Unique de Sécurité**, qui est retravaillé régulièrement.

Le dialogue est privilégié :

Des **réunions** d'organisation et/ou d'analyse des pratiques sont suivies tous les mois par l'ensemble de l'équipe présente auprès des enfants pour fluidifier et continuer à construire notre démarche éducative.

Les **entretiens annuels d'évaluation** : moment privilégié d'échange

Une journée de formation d'équipe dont le thème est choisi en fonction des besoins, des envies reconnus. A partir de 2024 nous allons pouvoir organiser 2 journées de formation, car un nouveau financement vient de se créer via la Caf.

Les formations individuelles sont encouragées.

7.2. Le soutien financier de la Ville

Au regard de l'intérêt qu'elle porte à ces projets et à leur mise en œuvre pour les petits Montpelliérains, la Ville s'engage à soutenir financièrement l'association par une aide complémentaire au fonctionnement général qui sera adopté par le conseil municipal au titre de chacune des années budgétaires concernées et qui fera l'objet d'une notification à l'association.

Pour l'année N, le montant global du soutien financier de la Ville pour l'ensemble des projets de l'association dans le champ de la petite enfance s'établit à 11 900 €

Sous réserve du vote des crédits afférents dans le cadre de l'adoption du Budget Primitif, et sous réserve de mise en œuvre effective des projets et d'évolution des orientations arrêtées sur lesquels elles s'entendent, la Ville et l'association établissent une projection pluriannuelle et prévisionnelle du soutien financier inscrite en annexe 2 à la présente convention.

ARTICLE 8 – LE SUIVI ADMINISTRATIF ET COMPTABLE DE L'ASSOCIATION

Le versement de la participation financière accordée par la Ville (pour l'accueil des petits montpelliérains et le soutien au projet éducatif tel que défini dans les articles 6 et 7) est conditionné à la transmission par l'Association des documents suivants :

8.1. Au démarrage du partenariat

A la date de la signature de la convention (et pendant la durée de la convention en cas de changement), l'association transmet l'ensemble des documents suivants :

- Statuts à jours,
- Composition à jour du bureau de l'association et procès-verbal électif,
- Composition à jour du Conseil d'administration et procès-verbal électif,
- Organigramme de la structure faisant apparaître le nom la fonction occupée et le statut (bénévole ou salarié) de chaque personne mentionnée dont le directeur de l'association,
- Nombre de salariés (nombre en équivalent temps plein et nombre de personnes physiques) et de bénévoles œuvrant au sein de l'association,
- Derniers comptes arrêtés détaillés, ainsi que les rapports du commissaire aux comptes (le cas échéant), et le dernier rapport d'audit portant sur le contrôle interne (organisation et procédures au sein de l'association)
- Les budgets prévisionnels de l'association.

8.2. Annuellement, pour le versement de la prestation annuelle variable pour l'accueil des petits montpelliérains prévue à l'article 6

- Transmission d'un relevé des heures facturées et des heures réelles des enfants accueillis, comportant la date de naissance de l'enfant ainsi que l'identité et l'adresse des parents, sur la base du modèle communiqué par la Ville :
 - Avant le 31 juillet pour le 1^{er} semestre de l'année N ;
 - Avant le 31 janvier de l'année N+1 pour l'année N.Les enfants bénéficiant d'une dérogation devront être signalés en indiquant le motif comme définis à l'article 6.
- Transmission d'une attestation, signée, datée et tamponnée par le président ou le responsable d'établissement :
 - Avant le 31 juillet avec le nombre prévisionnel d'heures facturées pour l'exercice suivant, sur la base du modèle communiqué par la Ville ;

- Avant le 31 janvier avec le nombre d'heures facturées consolidées de l'année écoulée, ce nombre devant prendre en compte les critères définis à l'article 6.

8.3. Annuellement pour le versement de la prestation annuelle complémentaire contribuant à la mise en œuvre du projet éducatif

- Demande annuelle de soutien financier au titre du projet éducatif sur la base d'un dossier communiqué par la Ville

8.4 Informations comptables annuelles

Dans les 6 mois de la dernière clôture comptable N, l'association transmet ses comptes annuels détaillés établis par l'expert-comptable (bilan, compte de résultat et annexes), ainsi que le rapport général et spécial du Commissaire aux comptes le cas échéant.

En mars de l'année N+1 elle communique la copie de la déclaration des données réelles de l'exercice précédent établi pour la Caf.

ARTICLE 9 – MODALITES DE PAIEMENT DE L'AIDE FINANCIERE LIEE A L'ACTIVITE

Le paiement de la prestation s'effectuera en 2 versements :

- 1- Un premier versement égal à :
 - 80% du montant total de l'aide liée à l'accueil des petits montpelliérains, plus ou moins le solde de l'année N-1 constaté après la clôture de l'exercice. Sous réserve de transmission des documents nécessaires par l'association, ce versement sera effectué au cours du 1^{er} trimestre de l'année).
 - 50% de l'aide financière complémentaire lié à la mise en œuvre du projet éducatif, sous réserve que la rencontre association-Ville prévue à l'article 11 ait eu lieu et que le montant de l'aide financière ait été votée par le conseil municipal.
- 2- Un deuxième versement égal à :
 - 20% du montant total de l'aide liée à l'accueil des petits montpelliérains
 - 50% de l'aide financière complémentaire lié à la mise en œuvre du projet éducatif.

ARTICLE 10 – MODALITES D'INFORMATION ET DE CONTROLE

10.1. Droit de contrôle sur pièces et ou sur place

En plus des pièces listées à l'article 8, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de prestations allouées. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

10.2. Respect de la réglementation sur la protection des données

La Ville de Montpellier s'engage à une application stricte des dispositions relatives à la protection des données personnelles qui lui seront transmises dans le cadre de ce contrôle, notamment en limitant leur accès aux seules personnes directement en charge du contrôle, en veillant à la

sécurisation de leur conservation et en ne les conservant que pour la durée de validité dudit contrôle.

10.3. Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (modification d'agrément, changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

10.4. Assurer une communication des partenariats

L'association doit mentionner les aides apportées par la Ville et la CAF dans toutes les interventions, déclarations publiques, communiqués, articles d'information ou brochures concernant l'équipement. L'information sur le concours financier de la Ville et de la CAF doit être également affichée dans le hall d'accueil des parents.

TITRE 3 – LE SUIVI DU PARTENARIAT

ARTICLE 11 – INSTANCES DE SUIVI DE LA CONVENTION

Afin d'assurer le suivi régulier de cette convention et de veiller à la qualité du partenariat, la Ville et l'association s'accordent sur la mise en œuvre de rencontres régulières associant le.la président.e et le.la directeur.trice de l'association et des professionnels du pôle petite enfance de la Ville.

Une fois par an à minima, cette instance se réunira pour effectuer un bilan partagé de la mise en œuvre du projet éducatif. Ce dialogue de gestion annuel sera organisé au cours du troisième trimestre.

ARTICLE 12 – GOUVERNANCE PARTICIPATIVE DE LA POLITIQUE PUBLIQUE

La Ville, dans sa volonté de refonder la gouvernance participative de la politique publique de la petite enfance, s'engage dans la mise en place d'un comité de pilotage de la petite enfance, présidé par le Maire ou le cas échéant l'adjointe en charge de la Petite Enfance.

Ce comité de pilotage intitulé « instance locale de concertation » associe les acteurs intervenant dans le SMPE parmi lesquels la CAF, la PMI et les acteurs associatifs qui interviennent dans la mise en œuvre de cette politique ambitieuse pour les petits montpelliérains.

Réuni deux fois par an, ce comité de pilotage veille notamment à la mise en œuvre du Projet Educatif de la Petite Enfance et au suivi des objectifs de la CTG et du Schéma départemental des services aux familles. Il permet de décliner à l'échelle de la Ville de Montpellier, l'organisation du CDSF ;

ARTICLE 13 – DUREE

La présente convention est conclue du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2026. Elle abroge les conventions de partenariat précédemment conclues le 9 mars 2023 entre les deux cosignataires.

Afin d'assurer la continuité du financement des actions, cette convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens pourra produire des effets jusqu'au 31 décembre 2027 en ce qui le soutien à l'accueil des enfants montpelliérains comme prévu à l'article 6.

Cette option est néanmoins conditionnée à un accord express des deux signataires et jusqu'à la conclusion d'une nouvelle contractualisation avec la CAF venant se substituer à la CTG.

ARTICLE 14 - RESILIATION

En cas de non-respect par l'Association de ses engagements contractuels, ainsi qu'en cas de faute grave de sa part, et sous réserve de l'accord de la CAF, la Ville pourra résilier de plein droit la présente convention, à l'expiration d'un délai de 3 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation dans les conditions présentées implique la restitution des prestations versées par la Ville.

La résiliation de cette convention d'un commun accord des parties peut intervenir pendant toute la durée de la convention en cas de modification de l'offre d'accueil.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Le Maire de la Ville de Montpellier,

Le Président de l'Association,

Michaël DELAFOSSE

ANNEXE 1 : Charte nationale d'accueil du jeune enfant (arrêté du 23 septembre 2021)

DIX GRANDS PRINCIPES POUR GRANDIR EN TOUTE CONFIANCE

1. Pour grandir sereinement, j'ai besoin que l'on m'accueille quelle que soit ma situation ou celle de ma famille.
2. J'avance à mon propre rythme et je développe toutes mes facultés en même temps : pour moi, tout est langage, corps, jeu, expérience. J'ai besoin que l'on me parle, de temps et d'espace pour jouer librement et pour exercer mes multiples capacités.
3. Je suis sensible à mon entourage proche et au monde qui s'offre à moi. Je me sens bien accueilli quand ma famille est bien accueillie, car mes parents constituent mon point d'origine et mon port d'attache.
4. Pour me sentir bien et avoir confiance en moi, j'ai besoin de professionnels qui encouragent avec bienveillance mon désir d'apprendre, de me socialiser et de découvrir.
5. Je développe ma créativité et j'éveille mes sens grâce aux expériences artistiques et culturelles. Je m'ouvre au monde par la richesse des échanges interculturels.
6. Le contact réel avec la nature est essentiel à mon développement.
7. Fille ou garçon, j'ai besoin que l'on me valorise pour mes qualités personnelles, en dehors de tout stéréotype. Il en va de même pour les professionnels qui m'accompagnent. C'est aussi grâce à ces femmes et à ces hommes que je construis mon identité.
8. J'ai besoin d'évoluer dans un environnement beau, sain et propice à mon éveil.
9. Pour que je sois bien traité, il est nécessaire que les adultes qui m'entourent soient bien traités. Travailler auprès des tout-petits nécessite des temps pour réfléchir, se documenter et échanger entre collègues comme avec d'autres intervenants.
10. J'ai besoin que les personnes qui prennent soin de moi soient bien formées et s'intéressent aux spécificités de mon très jeune âge et de ma situation d'enfant qui leur est confié par mon ou mes parents.



ANNEXE 2 : CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi no 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N°1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N°2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N°3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N°4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.

Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.

Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N°5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.

Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N°6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.

Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.

Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N°7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

ANNEXE 3 : Indicateurs d'évaluation

L'association s'engage à mettre en œuvre les projets suivants, pouvant comporter des obligations de service public, tels que spécifiés dans l'article 7

Actions (article 7)	Obligations de service public	Date de démarrage	Indicateurs associés	Valeurs cibles		
				2024	2025	2026
La Parentalité	Equilibre vie privée / vie sociale/professionnelle	Déjà présent	Satisfactions des familles / vie privée	*		
	Le lien parent/enfants	Septembre 24	Mise en place formation, ateliers		*	
	Prévention des vulnérabilités	Déjà présent		*		
Le Parent acteur		Déjà présent	Implication au sein de la vie de la crèche	*		
Mixité sociale	Accueillir les enfants quelle que soit la situation familiale.	Déjà présent	Accueil de familles de tous horizons culturel, social	*		
Dvlpt et épanouissement des enfants		Déjà présent	Suivi du projet pédagogique Equipe stable	*		
Alimentation et développement durable	Qualité des produits	Déjà présent	Résultat Test qualité	*		
	Bio/ circuit court	Déjà présent vers 50%	Bilan annuel		*	
Les risques psycho-sociaux		Déjà présent	Réalisation réunions, entretien, formations, stabilité de l'équipe	*		

ANNEXE 4: LES BUDGETS PREVISIONNELS DE CHACUN DES EAJE

Etablissement La Bambinerie / Année 2024

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services			285 079.20
Achats matières et fournitures	11780	74- Subventions d'exploitation	
Autres fournitures : alimentaire	10120	État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs		-	
Locations	13400	-	
Entretien et réparation	3330	Région(s) :	
Assurance	870	-	
Documentation		Département(s) :	
		-	
62 - Autres services extérieurs		Intercommunalité(s) : EPCI ¹	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	13500	-	
Publicité, publication		Commune(s) : prestation de service	40 756
Déplacements, missions		- CPOM	11 900
Services bancaires, autres			
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes		-	
Impôts et taxes sur rémunération,	5000	Fonds européens	
Autres impôts et taxes	2600	-	
64- Charges de personnel		L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	13000
Rémunération des personnels	293 581.05	Autres établissements publics	
Charges sociales			
Autres charges de personnel		75 - Autres produits de gestion courante	
65- Autres charges de gestion courante		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
		Aides privées	
66- Charges financières		76 - Produits financiers	4000
67- Charges exceptionnelles		77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements et aux provisions	10050+8 500	78 - Reprises sur amortissements et provisions	5240
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
	372 731		359 975
TOTAL DES CHARGES		TOTAL DES PRODUITS	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ²			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	

862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL		TOTAL	
L'aide financière de la Ville d'un montant de.....€ représente% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.			

Etablissement La Bambinerie / Année 2025

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services			290 782
Achats matières et fournitures	12 015.6	74- Subventions d'exploitation	
Autres fournitures : alimenttion	10 322	État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs		-	
Locations	13 668	-	
Entretien et réparation	3 379	Région(s) :	
Assurance	887.4	-	
Documentation		Département(s) :	
		-	
62 - Autres services extérieurs		Intercommunalité(s) : EPCI ³	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	13 770	-	
Publicité, publication		Commune(s) :	41250
Déplacements, missions		- CPOM	6800
Services bancaires, autres			
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes		-	
Impôts et taxes sur rémunération,	5 100	Fonds européens	
Autres impôts et taxes	2652	-	
64- Charges de personnel		L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	13 000
Rémunération des personnels	299 452	Autres établissements publics	
Charges sociales			
Autres charges de personnel		75 - Autres produits de gestion courante	
65- Autres charges de gestion courante		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
		Aides privées	
66- Charges financières		76 - Produits financiers	4080
67- Charges exceptionnelles		77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements + provisions retraite	10050+8700	78 - Reprises sur amortissements	5240
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES		TOTAL DES PRODUITS	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES⁴			

86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL		TOTAL	
L'aide financière de la Ville d'un montant de.....€ représente% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.			

Etablissement La Bambinerie / Année 2026

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services			296 598
Achats matières et fournitures	12 255	74- Subventions d'exploitation	
Autres fournitures : alimentaire	10528	État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs		-	
Locations	13 941.36	-	
Entretien et réparation	3447	Région(s) :	
Assurance	905	-	
Documentation		Département(s) :	
		-	
62 - Autres services extérieurs		Intercommunalité(s) : EPCI ⁵	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	14045.5	-	
Publicité, publication		Commune(s) :	41 250
Déplacements, missions		- CPOM	6 800
Services bancaires, autres			
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes		-	
Impôts et taxes sur rémunération,	5202	Fonds européens	
Autres impôts et taxes	2705	-	
64- Charges de personnel		L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	13 000
Rémunération des personnels	305 441	Autres établissements publics	
Charges sociales			
Autres charges de personnel		75 - Autres produits de gestion courante	
65- Autres charges de gestion courante		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
		Aides privées	
66- Charges financières		76 - Produits financiers	4080
67- Charges exceptionnelles		77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements + provisions retraite	10050+8700	78 - Reprises sur amortissements et provisions	5240
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			

TOTAL DES CHARGES		TOTAL DES PRODUITS	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES⁶			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL		TOTAL	
L'aide financière de la Ville d'un montant de.....€ représente% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.			

ANNEXE 5 : Soutien financier prévisionnel

Afin de soutenir la mise en œuvre par l'association du projet éducatif et d'établissement qui concourt aux orientations du Projet Educatif Petite Enfance de la Ville de Montpellier, la Ville s'engage à soutenir financièrement l'association, sous réserve du vote annuel du Budget Primitif.

Sans que l'association ne puisse faire valoir des droits sur les montants ci-après mentionnés, la Ville et l'association s'entendent sur un soutien financier correspondant à la trajectoire suivante :

Année	Pour l'accueil des petits montpelliérains	Pour la mise en œuvre des projets spécifiques (guichet unique et projets)	Total
2024	EAJE « La Bambinerie » : $1,10 \times 37\,051 = 40\,756 \text{ €}$	11 900 €	52 656 €
2025	EAJE « La Bambinerie » : $1,10 \times 36\,884 = 40\,572 \text{ €}$	11 900 €	52 472 €
2026	EAJE « xxx » : $1,10 \times \text{xxx} = \text{xxx} \text{ €}$	11 900 €	... €
Total	€	35 700 €	... €

**CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
2024 – 2026**

**INSCRIPTION DANS LE SERVICE MONTPELLIERAIN DE LA PETITE ENFANCE
(SMPE)**

ENTRE :

La Ville de MONTPELLIER, représentée par Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire de MONTPELLIER, habilité à cet effet par délibération du Conseil Municipal en date du JJ MM 2023,

ci-après désignée « La Ville »,

ET

L'association « Les Moussaillons » dont le siège est Résidence du Parc de la Guirlande, 156 impasse Jean Brüller dit Vercors, 34070 Montpellier, représentée par sa Présidente Madame Carole GAURON agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été confiés par le Conseil d'Administration en date du 25 septembre 2023, en tant que gestionnaire d'établissement d'accueil du jeune enfant.

ci-après désignée « L'association ».

PREAMBULE :

La Ville de Montpellier est fortement engagée dans le secteur de la Petite Enfance et tout particulièrement dans sa volonté de faire de Montpellier une Ville à hauteur d'enfant et de développer et soutenir une offre d'accueil diversifiée pour les jeunes enfants montpelliérains.

Elle entend ainsi participer activement à la mise en place du Service Public de la Petite Enfance sur son territoire, et jouer pleinement son rôle « d'autorité organisatrice de l'accueil du jeune enfant » défini par la Loi.

Cette ambition passe par la mise en œuvre d'une politique d'accueil du jeune enfant qui doit pouvoir répondre aux impératifs de conciliation entre vie familiale et vie professionnelle et tendre vers le principe d'universalité en assurant à chaque famille l'opportunité de pouvoir trouver une offre d'accueil adaptée pour leur(s) enfant(s) et à lutter contre les inégalités sociales et la pauvreté des enfants.

Acteur majeur de cette politique ambitieuse pour les petits montpelliérains, le tissu associatif représente près de 25% de l'offre montpelliéraine, soit en 2023, plus de 700 places d'accueil régulier ou occasionnel régies par les dispositions du code de la Santé Publique et du décret n°2021-1131 du 30 août 2021.

La Convention territoriale globale (CTG) conclue entre la Ville de Montpellier et la Caf de l'Hérault pour la période 2022-2026 renforce encore ce partenariat, autour des 3 grands axes principaux suivants :

1. **L'accroissement substantiel du nombre de places d'accueil** : + 449 places dont plus de 300 places portées par la Ville et l'inclusion de l'enfant dans la Ville pour faire de Montpellier une Ville à hauteur d'enfant et du petit enfant.
2. **L'égalité d'accès à un mode d'accueil de qualité**, adapté à chaque famille en informant, accompagnant, et facilitant la démarche des familles ; en diversifiant les modalités d'accueil et en valorisant les métiers de la petite enfance.
3. **La promotion de l'égalité des chances dès le plus jeune âge** en tendant vers un droit universel à l'éveil et à la socialisation, en développant une politique de prévention à destination des familles et de soutien à la parentalité et en reconnectant le tout petit à la nature et à son environnement.

Ces axes de développement sont ainsi au cœur du Projet Educatif Petite Enfance élaboré par la Ville avec l'ensemble des acteurs (institutionnels et associatifs) et adopté au Conseil Municipal du 10 Octobre 2023, qui s'inscrivent dans le service montpelliérain de la petite enfance.

Ils fondent également le partenariat que la Ville souhaite consolider avec les gestionnaires associatifs qui poursuivent également des missions d'intérêt général pour répondre aux besoins du territoire et dont le projet associatif librement défini vise à répondre à des obligations de service public. La Ville entend ainsi renforcer son soutien à ces initiatives associatives à travers une contractualisation pluriannuelle visant :

- le soutien et le développement d'une offre d'accueil diversifiée permettant de lutter contre les inégalités, de construire des réponses adaptées aux besoins de toutes les familles montpelliéraines ;
- l'accompagnement qualitatif de la parentalité et une structuration d'un service harmonisé via la mise en place d'un guichet unique.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention définit le partenariat conclu entre la Ville et l'association xxx dans le cadre du Service Montpelliérain de la Petite Enfance (SMPE) pour la période couvrant la contractualisation passée entre la CAF et la Ville de Montpellier.

Dans ce cadre, elle vise à préciser les engagements réciproques auxquels s'obligent les cosignataires pour contribuer réciproquement aux objectifs du Projet Educatif de la Petite Enfance.

L'association « Les Moussaillons » contribue au SMPE en gérant les établissements d'accueil du jeune enfant suivants :

- EAJE « Les Moussaillons »

TITRE 1 –OBJECTIFS ET ENGAGEMENTS RECIPROQUES

ARTICLE 2 – LES OBJECTIFS GENERAUX DU PARTENARIAT

2.1. Le soutien à l'accueil des enfants montpelliérains

Soutenir l'activité des Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant par le versement d'une prestation annuelle de fonctionnement pour l'accueil des enfants âgés de moins de trois ans dont les parents sont domiciliés à Montpellier à raison de 1€10 par heure facturée.

2.2 Soutien au projet stratégique et à l'initiative associative dans le champ de la petite enfance :

□ **1^{er} objectif : Partenariat autour d'un guichet unique**

(Paliers cumulatifs à préciser par l'association dans le cadre de la stratégie associative)

- Palier 1 Valeurs partagées du service public montpelliérain de la petite enfance (Inscription dans la démarche et création d'une bannière commune / participation aux réunions d'informations aux familles)
- Palier 2 Convergence sur les critères d'admission avec des objectifs de mixité et d'inclusion
- Palier 3 Création d'une liste unique et d'outils informatiques communs
- Palier 4 Participation à une commission unique d'attribution des places d'accueil en EAJE

□ **2^{ème} objectif : Développement et enjeux spécifiques**

- Les projets associatifs en lien avec les besoins du territoire (lien avec le PEPE et la CTG)
- Les engagements dans le champ de la qualité
- Les actions mutualisées et les coopérations territoriales
- Les particularités et difficultés spécifiques de l'association
- Le soutien à la parentalité, démarches de prévention/santé
- Les initiatives en lien avec le festival de l'éveil, la candidature CEC 28 et la Ville à hauteur d'enfant
- Les projets à enjeux spécifiques
- Les projets de développement de l'offre

Sur la base de ces objectifs généraux, la présentation précise du projet associatif est détaillée dans l'article 7.

ARTICLE 3 – LES ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association participe à l'accueil des enfants âgés de 10 semaines jusqu'à 5 ans révolus. Pour ce faire, elle doit être agréée par la Protection Maternelle et Infantile, service du Département de l'Hérault et adhérer au principe de la Prestation de Service Unique dont les nouvelles dispositions figurent dans les circulaires n°2014-009 du 26 mars 2014 et n°2019-005 du 5 juin 2019.

L'association s'engage à garantir un accueil de qualité pour toutes les familles en appliquant les 10 principes de la charte nationale d'accueil du jeune enfant, sise en annexe à la présente convention.

L'association s'engage également à assurer une gestion rigoureuse de l'établissement, dans le respect des dispositions réglementaires applicables et plus particulièrement :

- Se conformer à la législation en vigueur dans le domaine du droit du travail et du droit de la santé publique, en matière d'équipements recevant du public et de mode de garde d'enfants ;
- Souscrire les assurances nécessaires à la couverture des risques en matière de responsabilité civile et de responsabilité professionnelle ;
- Animer la structure par un projet social décrit dans le projet d'établissement tel que défini dans le décret du 30 août 2021 ;
- Maintenir un taux d'encadrement, au minimum, conforme aux dispositions du décret du 30 août 2021 ;
- Maintenir un taux d'occupation des places satisfaisant et reflétant une utilisation optimale du nombre de places agréées par le président du Conseil Départemental ;
- Maintenir les coûts d'exploitation à un niveau équivalent à la moyenne des équipements associatifs de type similaire. Un accompagnement spécifique par la Ville et la CAF pourra être mis en œuvre en cas de dépassement des prix de revient moyens transmis par la CNAF.

Enfin, l'association s'engage :

1. A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;
2. A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;
3. A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.
4. A mettre en œuvre la charte de la laïcité dans les EAJE (CNAF) selon les modalités définies dans le RI de chaque structure et communiquées à la Ville.

ARTICLE 4 – LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE

La Ville s'engage à intégrer l'association dans l'animation et la mise en œuvre du Projet Educatif Petite Enfance.

Elle s'engage également à apporter un soutien financier et logistique à l'association pour la mise en œuvre de son projet d'établissement :

- Attribution d'une aide pour l'accueil des montpelliérains âgés de moins de trois ans,
- Attribution d'une aide annuelle complémentaire de fonctionnement permettant d'accompagner le projet éducatif développé par l'association,

ARTICLE 5 – LES ASPECTS QUALITATIFS DU PARTENARIAT

Les structures petite enfance associatives et municipales participent pleinement au rayonnement du service montpelliérain de la petite enfance mais également à l'élaboration et à la mise en œuvre du Projet Educatif de Petite Enfance.

Dans ce cadre, la Ville souhaite promouvoir un accueil de qualité pour tous les enfants montpelliérains au sein des structures d'accueil petite enfance et ainsi améliorer la visibilité et l'attractivité de cette offre de service.

Des groupes d'échange de pratiques seront mis en place afin de renforcer le partenariat entre des structures municipales et associatives et faire émerger des projets communs visant notamment à garantir un accueil de qualité pour tous les enfants (accueil inclusif, prévention, santé...), à développer la Ville à Hauteur d'Enfant, à soutenir la parentalité, à renforcer l'accès à la culture pour tous via l'éveil artistique et culturel, un environnement sain en intégrant la démarche de transition écologique portée par la ville de Montpellier.

De plus, l'association sera invitée à participer aux différentes actions menées par la Ville de Montpellier parmi lesquelles celles inscrites dans Montpellier Capitale Européenne de la Culture.

Le réseau constitué par les associations et la Ville peut également être sollicité lorsque l'un ou l'autre rencontre des difficultés de recrutement, afin de proposer d'éventuelles candidatures.

TITRE 2 – LES MODALITES FINANCIERES DU PARTENARIAT

ARTICLE 6 – LE SOUTIEN DE LA VILLE POUR L'ACCUEIL DES PETITS MONTPELLIERAINS

La Ville attribuera à l'association **une participation annuelle variable** pour l'accueil des **enfants âgés de moins de trois ans** dont les parents sont **domiciliés à Montpellier**. La participation annuelle variable n'est pas versée pour les enfants accueillis sur des places qui font l'objet d'une réservation de berceaux rétribuée.

A titre dérogatoire, la participation annuelle de fonctionnement pour l'accueil de la Ville peut être également versée pour :

- ☐ **Les enfants non domiciliés à Montpellier** remplissant les conditions suivantes :
 - L'enfant accueilli souffre d'un handicap compatible avec la vie en collectivité pour lequel la commune de résidence ne propose pas d'accueil adapté ;
 - Les enfants du personnel de la structure ;
 - Les enfants dont les parents sont inscrits au rôle des contributions directes à Montpellier à titre personnel ;
 - Les enfants dont les familles déménagent hors Montpellier en cours de contrat : la participation annuelle de fonctionnement pourra être versée jusqu'au 31 décembre au plus tard pour un déménagement entre le 01/01 et le 31/08 ou jusqu'à la fermeture d'été de l'établissement pour un déménagement entre le 01/09 et le 31/12.
- ☐ **Les enfants de plus de trois ans** dans les cas suivants :
 - Les enfants dont l'état de santé justifie un maintien en structure d'accueil petite enfance, sur justification médicale validée par la Protection Maternelle Infantile.
 - Les enfants scolarisés qui peuvent être accueillis sur des temps extra-scolaires.

Afin d'assurer une égalité de traitement pour l'ensemble des gestionnaires inscrits dans le partenariat, la prestation annuelle de fonctionnement tient compte de la présence des enfants sur la base d'un montant forfaitaire par heure facturée, montant arrêté annuellement après l'adoption du Budget Primitif de la Ville. Cette aide financière est plafonnée à un taux d'occupation en heures facturées de 100 %.

Sous réserve du vote du Budget et des crédits afférents, la prestation annuelle de fonctionnement est projetée à 1,10 € par heure facturée.

Cette aide financière annuelle de fonctionnement pour l'accueil des enfants est évaluée sur la base d'un prévisionnel de présences établi par l'Association et transmis à la Ville avant le 31 juillet de l'année N-1. Ensuite, il pourra être réajusté en fonction du relevé d'heures effectivement facturées, constaté après la clôture de l'exercice.

ARTICLE 7 – LE SOUTIEN AU PROJET STRATEGIQUE ET A L'INITIATIVE ASSOCIATIVE DANS LE CHAMP DE LA PETITE ENFANCE

7.1. Le projet associatif

Le projet associatif et éducatif proposé par l'association vise des objectifs communs à ceux portés par la Ville dans le Projet éducatif Petite Enfance.

□ **1^{er} objectif : Partenariat autour d'un guichet unique**

L'association s'engage sur les paliers suivants :

Paliers I et II dès 2024

Paliers III et IV dès 2025-2026

□ **2^{ème} objectif : Développement et enjeux spécifiques**

Qualité de l'accueil :

↘ Taux d'encadrement supérieurs aux obligations légales : 2 adultes pour 11 moyens/grands (+ 1 troisième adulte pour la période postprandiale – mise en tenue de sieste et endormissement) et 2 adultes pour 6 bébés/moyens (+ 1 troisième adulte pour le temps du repas et la période postprandiale – mise en tenue de sieste et endormissement) : équipe éducative constituée de 6.57ETP + 1 apprenti EJE

↘ Accueil basé sur le respect de l'enfant, la verbalisation, l'écoute active, l'observation

↘ Importance accordée à la phase d'adaptation : entretien préalable avec la famille, système de référence pendant la période de familiarisation mutuelle, mise en place d'outils d'aide à la séparation (ex. album-photos individuel de la famille, photos personnalisées aux portes mentaux, supports Maison/Bateau photo symbolisant le passage de la maison à la crèche, etc.), une période d'adaptation prévue sur une semaine minimum.

↘ Individualisation de l'accueil : cahier de transmissions individuel avec des transmissions détaillées (changes, activités, repas, sieste, goûter, événement particulier, tout est noté sur ce cahier) et individualisation de l'espace (les espaces dédiés à l'enfant sont personnalisés avec sa photo, maison à doudou avec doudou en libre disposition, paniers de la salle de bain, porte mentaux, lits)

↘ Proposition quotidienne de temps-chansons à 9h30, d'activités créatives entre 10h et 11h, de jeux libres, de jeux extérieurs, de lectures (livres ou « kamishibais »)

↘ Ouverture au monde et socialisation :

- Plusieurs sorties sont organisées, certaines régulières (poney et gym éveil: 1 fois par mois), certaines ponctuelles (ex. théâtres La Vista et Gérard Philippe, Musée Fabre, Planet Ocean, marché aux fleurs, zoo, etc.)
- Mise en place de séances d'Eveil musical et de Lecture musicale avec un intervenant extérieur (1 fois par mois)
- Partenariat avec la Maison pour Tous Albertine Sarrazin (mise en disposition d'un local pour la gym, participation à la « Journée Sport & Santé », etc.)

Mixité sociale :

↘ Accueil de tout enfant quelles que soient son origine, sa religion, la classe et le milieu social dont il est issu, sans discrimination aucune.

↘ Accueil de toutes les familles : familles classiques, familles recomposées, familles monoparentales (8% en moyenne), familles homoparentales, etc.

↘ Accompagnement des familles en insertion sociale et/ou professionnelle (16% des familles en moyenne) : accueil supplémentaire pour RDV, partenariat avec le CG pour les demandes de prises en charge des frais de garde pour les familles en grande difficultés.

↘ Accueil des familles en situation de précarité (TH ≤ à 1€ : 32% en 2020, 46% en 2021, 39% en 2022, 39% en 2023)

Activité QPV :

↘ Structure implantée dans le quartier prioritaire de la ville : Gély/Figuerolles

Accueil inclusif :

- Accueil d'enfants en situation de handicap ou ayant des besoins spécifiques en cours de détaction (7% en 2020, 10% en 2021, 16% en 2022, 16% en 2023)
- Suivi des enfants par le médecin de la crèche, référent santé et accueil inclusif, Dr Fabienne Delamotte, et la directrice adjointe : rencontres avec les familles, informations et accompagnement sur les besoins de la famille, la santé, la prévention, l'aide à la parentalité.
- Travail en partenariat avec les professionnels qui suivent l'enfant, tels que la PMI, le CAMSP, le centre MPEA ou les structures privées (Petit Marceau), en accord avec les familles : points réguliers concernant l'accueil de l'enfant par courriel ou par téléphone, observation des enfants à la crèche par les professionnels (kinésithérapeutes, psychologues, psychomotriciens), participation à des réunions
- Accompagnement des familles dans les démarches inhérentes au suivi : établissement de bilans dans le cadre des demandes de reconnaissance ou de prise en charge MDPH, participation à des réunions en vue de la scolarisation (GEVASco).

Soutien et accompagnement à la parentalité :

- Priorisation de la qualité des transmissions à l'accueil du matin et du soir : cahier individuel, retranscription détaillée de la journée, écoute active et travail d'information, de prévention et d'orientation et prêt de livre pour accompagner l'enfant dans certaines situations (ex. endormissement ou nuit difficile, difficulté dans la gestion des émotions, arrivé d'un nouvel enfant, etc.)
- Mise à disposition d'outils d'information, de prévention, de soutien ou d'accompagnement pour les familles : documents relatifs à la santé délivrés par la PMI (ex. bronchiolite, gastroentérite, canicule, etc.), articles de presse relatifs aux besoins de l'enfant (ex. sommeil, alimentation, phase d'opposition, etc.), comptes-rendus de conférence (ex. risques liés à la surexposition aux écrans), etc.
- Organisation de café des parents (ex. « la phase d'opposition et les limites » en 2023 et « les risques liés à la surexposition aux écrans et la littérature jeunesse » en 2024)
- Proposition d'accueils occasionnels supplémentaires pour les familles qui doivent faire face à des imprévus (ex. changements au niveau professionnel, maladie d'un parent, problème de nounou, etc.)

Accompagnement et formation des professionnelles

- Formation continue du personnel :
 - 2 journées pédagogiques par an : 1 consacrées aux questions d'organisation (préparatifs de rentrées et ménage) et 1 consacrée à une formation de toute l'équipe de professionnelles (ex. « la bientraitance », « les transmissions », « les premiers secours adaptés à la petite enfance », etc.)
 - 1 ou 2 formation(s) individuelle(s) par an pour chaque professionnel
- Accompagnement des personnes non qualifiées par un tuteur désigné au sein de l'équipe
- Accompagnement des apprentis et des stagiaires par une personne qualifiée au sein de l'équipe
- Réunions d'équipe mensuelles avec analyse des pratiques professionnelles en partenariat avec une psychologue clinique, Ingrid Terrier

Spécificités

- Importance accordée à la participation parentale à divers niveaux :
 - Conseil d'administration (parents-employeurs)
 - Recherche de fonds (participation bénévole des parents et des professionnelles à des événements de récolte de fonds) : confection et vente de gâteaux dans le quartier (Grande parade Métèque et cinéma en plein air)
 - Accompagnement des sorties
 - Aide au bricolage et au ménage (en cas d'absence d'agent d'entretien)

- Exploitation des talents au profit des enfants (ex. parents musiciens. Possibilité de venir à la crèche faire une intervention musicale ou autre)
- ↳ Choix d'un thème annuel par l'équipe (ex. les pays, les continents, les couleurs, les émotions, etc.) avec sous-thème mensuels comme fil conducteur du travail pédagogique : échanges avec les enfants autour de panneaux décoratifs et proposition d'activités créatives dédiées.
- ↳ Parution d'un journal mensuel rendant compte de la vie des enfants à la crèche à travers diverses rubriques par le biais de textes et de photos (8 à 10 pages en format A5) : « édito », « anniversaires », « au revoir et/ou bienvenue », « sorties », « remerciements / informations / rappels », « activités et éveil », « thème du mois », « événements/activités particulier(e)s », « sortie au théâtre », « mots d'enfants », etc.
- ↳ Mise en œuvre d'un jardin pédagogique : plantations de fraisiers, de plants de tomates cerises, de graines de radis, de fleurs et d'herbes aromatiques avec les enfants, entretien et arrosage du jardin au quotidien, observation du jardin et des bêtes qui y vivent, récolte et dégustation, lecture de livres sur le thème

Création de places

- ↳ Projet de relogement en cours en partenariat avec la Mairie, la CAF et la PMI avec augmentation de l'agrément : déménagement prévu pour janvier 2025 avec passage de 16 à 20 places

7.2. Le soutien financier de la Ville

Au regard de l'intérêt qu'elle porte à ces projets et à leur mise en œuvre pour les petits Montpelliérains, la Ville s'engage à soutenir financièrement l'association par une aide complémentaire au fonctionnement général qui sera adopté par le conseil municipal au titre de chacune des années budgétaires concernées et qui fera l'objet d'une notification à l'association.

Pour l'année N, le montant global du soutien financier de la Ville pour l'ensemble des projets de l'association dans le champ de la petite enfance s'établit à XXX €

Sous réserve du vote des crédits afférents dans le cadre de l'adoption du Budget Primitif, et sous réserve de mise en œuvre effective des projets et d'évolution des orientations arrêtées sur lesquels elles s'entendent, la Ville et l'association établissent une projection pluriannuelle et prévisionnelle du soutien financier inscrite en annexe 2 à la présente convention.

ARTICLE 8 – LE SUIVI ADMINISTRATIF ET COMPTABLE DE L'ASSOCIATION

Le versement de la participation financière accordée par la Ville (pour l'accueil des petits montpelliérains et le soutien au projet éducatif tel que défini dans les articles 6 et 7) est conditionné à la transmission par l'Association des documents suivants :

8.1. Au démarrage du partenariat

A la date de la signature de la convention (et pendant la durée de la convention en cas de changement), l'association transmet l'ensemble des documents suivants :

- Statuts à jours,
- Composition à jour du bureau de l'association et procès-verbal électif,
- Composition à jour du Conseil d'administration et procès-verbal électif,
- Organigramme de la structure faisant apparaître le nom la fonction occupée et le statut (bénévole ou salarié) de chaque personne mentionnée dont le directeur de l'association,
- Nombre de salariées (nombre en équivalent temps plein et nombre de personnes physiques) et de bénévoles œuvrant au sein de l'association,

- Derniers comptes arrêtés détaillés, ainsi que les rapports du commissaire aux comptes (le cas échéant), et le dernier rapport d'audit portant sur le contrôle interne (organisation et procédures au sein de l'association)
- Les budgets prévisionnels de l'association.

8.2. Annuellement, pour le versement de la prestation annuelle variable pour l'accueil des petits montpelliérains prévue à l'article 6

- Transmission d'un relevé des heures facturées et des heures réelles des enfants accueillis, comportant la date de naissance de l'enfant ainsi que l'identité et l'adresse des parents, sur la base du modèle communiqué par la Ville :
 - Avant le 31 juillet pour le 1^{er} semestre de l'année N ;
 - Avant le 31 janvier de l'année N+1 pour l'année N.
 Les enfants bénéficiant d'une dérogation devront être signalés en indiquant le motif comme définis à l'article 6.
- Transmission d'une attestation, signée, datée et tamponnée par le président ou le responsable d'établissement :
 - Avant le 31 juillet avec le nombre prévisionnel d'heures facturées pour l'exercice suivant, sur la base du modèle communiqué par la Ville ;
 - Avant le 31 janvier avec le nombre d'heures facturées consolidées de l'année écoulée, ce nombre devant prendre en compte les critères définis à l'article 6.

8.3. Annuellement pour le versement de la prestation annuelle complémentaire contribuant à la mise en œuvre du projet éducatif

- Demande annuelle de soutien financier au titre du projet éducatif sur la base d'un dossier communiqué par la Ville

8.4 Informations comptables annuelles

Dans les 6 mois de la dernière clôture comptable N, l'association transmet ses comptes annuels détaillés établis par l'expert-comptable (bilan, compte de résultat et annexes), ainsi que le rapport général et spécial du Commissaire aux comptes le cas échéant.

En mars de l'année N+1 elle communique la copie de la déclaration des données réelles de l'exercice précédent établi pour la Caf.

ARTICLE 9 – MODALITES DE PAIEMENT DE L'AIDE FINANCIERE LIEE A L'ACTIVITE

Le paiement de la prestation s'effectuera en 2 versements :

- 1- Un premier versement égal à :
 - 80% du montant total de l'aide liée à l'accueil des petits montpelliérains, plus ou moins le solde de l'année N-1 constaté après la clôture de l'exercice. Sous réserve de transmission des documents nécessaires par l'association, ce versement sera effectué au cours du 1^{er} trimestre de l'année).
 - 50% de l'aide financière complémentaire lié à la mise en œuvre du projet éducatif, sous réserve que la rencontre association-Ville prévue à l'article 11 ait eu lieu et que le montant de l'aide financière ait été votée par le conseil municipal.

- 2- Un deuxième versement égal à :

- 20% du montant total de l'aide liée à l'accueil des petits montpelliérains
- 50% de l'aide financière complémentaire lié à la mise en œuvre du projet éducatif.

ARTICLE 10 – MODALITES D'INFORMATION ET DE CONTROLE

10.1. Droit de contrôle sur pièces et ou sur place

En plus des pièces listées à l'article 8, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de prestations allouées. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

10.2. Respect de la réglementation sur la protection des données

La Ville de Montpellier s'engage à une application stricte des dispositions relatives à la protection des données personnelles qui lui seront transmises dans le cadre de ce contrôle, notamment en limitant leur accès aux seules personnes directement en charge du contrôle, en veillant à la sécurisation de leur conservation et en ne les conservant que pour la durée de validité dudit contrôle.

10.3. Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (modification d'agrément, changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

10.4. Assurer une communication des partenariats

L'association doit mentionner les aides apportées par la Ville et la CAF dans toutes les interventions, déclarations publiques, communiqués, articles d'information ou brochures concernant l'équipement. L'information sur le concours financier de la Ville et de la CAF doit être également affichée dans le hall d'accueil des parents.

TITRE 3 – LE SUIVI DU PARTENARIAT

ARTICLE 11 – INSTANCES DE SUIVI DE LA CONVENTION

Afin d'assurer le suivi régulier de cette convention et de veiller à la qualité du partenariat, la Ville et l'association s'accordent sur la mise en œuvre de rencontres régulières associant le.la président.e et le.la directeur.trice de l'association et des professionnels du pôle petite enfance de la Ville.

Une fois par an à minima, cette instance se réunira pour effectuer un bilan partagé de la mise en œuvre du projet éducatif. Ce dialogue de gestion annuel sera organisé au cours du troisième trimestre.

ARTICLE 12 – GOUVERNANCE PARTICIPATIVE DE LA POLITIQUE PUBLIQUE

La Ville, dans sa volonté de refonder la gouvernance participative de la politique publique de la petite enfance, s'engage dans la mise en place d'un comité de pilotage de la petite enfance, présidé par le Maire ou le cas échéant l'adjointe en charge de la Petite Enfance.

Ce comité de pilotage intitulé « instance locale de concertation » associe les acteurs intervenant dans le SMPE parmi lesquels la CAF, la PMI et les acteurs associatifs qui interviennent dans la mise en œuvre de cette politique ambitieuse pour les petits montpelliérains.

Réuni deux fois par an, ce comité de pilotage veille notamment à la mise en œuvre du Projet Educatif de la Petite Enfance et au suivi des objectifs de la CTG et du Schéma départemental des services aux familles. Il permet de décliner à l'échelle de la Ville de Montpellier, l'organisation du CDSF ;

ARTICLE 13 – DUREE

La présente convention est conclue du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2026. Elle abroge les conventions de partenariat précédemment conclues le 9 mars 2023 entre les deux cosignataires.

Afin d'assurer la continuité du financement des actions, cette convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens pourra produire des effets jusqu'au 31 décembre 2027 en ce qui le soutien à l'accueil des enfants montpelliérains comme prévu à l'article 6.

Cette option est néanmoins conditionnée à un accord express des deux signataires et jusqu'à la conclusion d'une nouvelle contractualisation avec la CAF venant se substituer à la CTG.

ARTICLE 14 - RESILIATION

En cas de non-respect par l'Association de ses engagements contractuels, ainsi qu'en cas de faute grave de sa part, et sous réserve de l'accord de la CAF, la Ville pourra résilier de plein droit la présente convention, à l'expiration d'un délai de 3 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation dans les conditions présentées implique la restitution des prestations versées par la Ville.

La résiliation de cette convention d'un commun accord des parties peut intervenir pendant toute la durée de la convention en cas de modification de l'offre d'accueil.

Fait en deux exemplaires originaux,

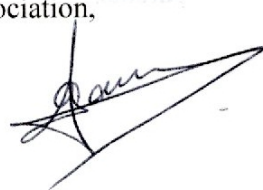
A Montpellier, le 26/06/2024

Le Maire de la Ville de Montpellier,

Michaël DELAFOSSE

Le Président de l'Association,

Carole GAURON



Multi accueil Les Moussailions
156 impasse Jean Brüller Dit Vercors
Rés. Le Parc de la Guirlande
34070 MONTPELLIER
0467581386 / lesmoussailions@hotmail.fr

DIX GRANDS PRINCIPES POUR GRANDIR EN TOUTE CONFIANCE

1. Pour grandir sereinement, j'ai besoin que l'on m'accueille quelle que soit ma situation ou celle de ma famille.
2. J'avance à mon propre rythme et je développe toutes mes facultés en même temps : pour moi, tout est langage, corps, jeu, expérience. J'ai besoin que l'on me parle, de temps et d'espace pour jouer librement et pour exercer mes multiples capacités.
3. Je suis sensible à mon entourage proche et au monde qui s'offre à moi. Je me sens bien accueilli quand ma famille est bien accueillie, car mes parents constituent mon point d'origine et mon port d'attache.
4. Pour me sentir bien et avoir confiance en moi, j'ai besoin de professionnels qui encouragent avec bienveillance mon désir d'apprendre, de me socialiser et de découvrir.
5. Je développe ma créativité et j'éveille mes sens grâce aux expériences artistiques et culturelles. Je m'ouvre au monde par la richesse des échanges interculturels.
6. Le contact réel avec la nature est essentiel à mon développement.
7. Fille ou garçon, j'ai besoin que l'on me valorise pour mes qualités personnelles, en dehors de tout stéréotype. Il en va de même pour les professionnels qui m'accompagnent. C'est aussi grâce à ces femmes et à ces hommes que je construis mon identité.
8. J'ai besoin d'évoluer dans un environnement beau, sain et propice à mon éveil.
9. Pour que je sois bien traité, il est nécessaire que les adultes qui m'entourent soient bien traités. Travailler auprès des tout-petits nécessite des temps pour réfléchir, se documenter et échanger entre collègues comme avec d'autres intervenants.
10. J'ai besoin que les personnes qui prennent soin de moi soient bien formées et s'intéressent aux spécificités de mon très jeune âge et de ma situation d'enfant qui leur est confié par mon ou mes parents.

ANNEXE 2 : CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi no 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N°1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N°2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N°3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N°4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.

Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.

Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N°5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.

Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N°6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.

Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.

Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N°7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

ANNEXE 3 : Indicateurs d'évaluation

L'association s'engage à mettre en œuvre les projets suivants, pouvant comporter des obligations de service public, tels que spécifiés dans l'article 7

Actions (article 7)	Obligations de service public	Date de démarrage	Indicateurs associés	Valeurs cibles		
				2024	2025	2026
Café des parents		Depuis 2023		X	X	X
Gym Eveil		Depuis plus de 20 ans	6 fois dans l'année	X	X	X
Poney		Depuis plus de 20 ans	6 fois dans l'année	X	X	X
Lecture musicale		Depuis 2022	5 fois dans l'année	X		
Eveil musical		Depuis 2020	5 fois dans l'année	X	X	X
Théâtre		Depuis plus de 15 ans	3 ou 4 fois par an	X	X	X
Piscine		Depuis plus de 10 ans	2 fois par an	X	X	X
Jardin pédagogique		Depuis plus de 5 ans	De mars/avril à juillet	X	X	X
Journal mensuel des Moussaillons		Depuis 15 ans	Parution tous les mois en version papier offert par la crèche	X	X	X
Création de places supplémentaires		Janvier 2025	Passage de 16 à 20 en janvier 2024		X	
Musée Fabre		En 2016	2 fois par an		X	X
Journée pédagogique		Depuis plus de 20 ans	2 par an (dont une formation en équipe)	X	X	X
Formation du personnel		Depuis plus de 15 ans	2 formations par personnes	X	X	X
Partenariat avec le CAMPS et la MPEA en collaboration avec le référent santé/handicap		Depuis 2018	Accueil d'enfants en situation de handicap ou en cours de diagnostic	X	X	X
Prêts de Livres		Depuis 5 ans	Accompagnement à la parentalité	X	X	X

ANNEXE 4: LES BUDGETS PREVISIONNELS DE CHACUN DES EAJE

Etablissement Crèche Les Moussaillons / Année 2024

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	27 500	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	273 180
		Participation parentale	55 000
		Bonus CTG	27 200
Prestations de services	20 600	CAF + Bonus Handicap	173 960
		Bonus attractivité	15 520
		Recherche de fonds	1 500
Achats matières et fournitures	6 200	74- Subventions d'exploitation	85 298
Autres fournitures	700	État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs	13 400		
Locations	9 800		
Entretien et réparation	3 000	Région(s) :	
Assurance	600	-	
Documentation		Département(s) :	
62 - Autres services extérieurs	11 800	Intercommunalité(s) : EPCI ¹	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	10 900	-	
Publicité, publication		Commune(s) : Mairie Montpellier	52 110
Déplacements, missions		- 1.10€/h facturée	35 310
		- 1° objectif palier 2 (300€/place)	4 800
		- 2° objectif (750€/place) ?	12 000
Services bancaires, autres			
Adhésions	900	Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes		-	
Impôts et taxes sur rémunération,		Fonds européens	
Autres impôts et taxes		-	
64- Charges de personnel	317 631	L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	14 725
Rémunération des personnels	256 059	Autres établissements publics (transition pro)	16 463
Charges sociales	53 772	Réservation berceau entreprise	2 000
Autres charges de personnel (Uniformalion- Ensante-Cadhoc)	7 800	75 - Autres produits de gestion courante	1 405
65- Autres charges de gestion courante (frais bancaire)	105	Dont cotisations, dons manuels ou legs	805
		Aides privées (hello asso)	600
66- Charges financières (rbst prêt)	2 669	76 - Produits financiers (prêt)	75 000
67- Charges exceptionnelles	360 000	77- produits exceptionnels	242 000
		PIAJE	202 000
		Département (investissement)	40 000
68- Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			

TOTAL DES CHARGES	733 105	TOTAL DES PRODUITS	676 883
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES²			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL		TOTAL	
L'aide financière de la Ville d'un montant de 52 110 € représente 7.69 % du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.			

Etablissement Crèche Les Moussaillons / Année 2025

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	34 375	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	331 477
Prestations de services	25 750	Participation parentale	66 000
		Bonus CTG	27 200
		Bonus nouvelle place	14 400
		CAF + Bonus Handicap	202 977
		Bonus attractivité	19 400
		Recherche de fonds	1 500
Achats matières et fournitures	7 750	74- Subventions d'exploitation	102 337
Autres fournitures	875	État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs	6 051	-	
Locations + charges	1 301	-	
Entretien et réparation	3 750	Région(s) :	
Assurance	1 000	-	
Documentation		Département(s) :	
		-	
62 - Autres services extérieurs	12 120	Intercommunalité(s) : EPCI ³	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	11 000	-	
Publicité, publication		Commune(s) : Mairie Montpellier	80 137
Déplacements, missions		- 1.10€/h facturée	44 137
		- 1° objectif palier 4 (800€/place)	16 000
		- 2° objectif (1000€/places) ?	20 000
Services bancaires, autres		- 4 places supp	4 000
Adhésion	1 120	Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes	4 500	-	
Impôts et taxes sur rémunération,		Fonds européens	
Autres impôts et taxes (Foncier)	4 500 (?)	-	
64- Charges de personnel	323 624	L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-) Contrat apprentie	10 200
Rémunération des personnels	260 929	Autres établissements publics	
Charges sociales	54 795	Réservation de berceaux	8 000
Autres charges de personnel	7 900	75 - Autres produits de gestion courante	1 050
65- Autres charges de gestion courante	105	Dont cotisations, dons manuels ou legs	1 050
		Aides privées	
66- Charges financières	10 678	76 - Produits financiers	
67- Charges exceptionnelles		77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
	391 453		434 864
TOTAL DES CHARGES		TOTAL DES PRODUITS	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES⁴			
86- Emplois des contributions		87 - Contributions	

volontaires en nature		volontaires en nature	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL		TOTAL	
L'aide financière de la Ville d'un montant de 80 137 € représente 18.43 % du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.			

PROJET

Etablissement Crèche Les Moussaillons / Année 2026

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	34 713	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	323 877
Prestations de services	26 000	Participation parentale	66 000
Achats matières et fournitures	7 828	Bonus CTG	34 000
Autres fournitures	885	CAF + Bonus Handicap	202 977
		Bonus attractivité	19 400
		Recherche de fonds	1 500
		74- Subventions d'exploitation	98 337
		État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs	6 201	-	
Locations	1 314	-	
Entretien et réparation	3 787	Région(s) :	
Assurance	1 100	-	
Documentation		Département(s) :	
		-	
62 - Autres services extérieurs	12 220	Intercommunalité(s) : EPCI ⁵	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	11 100	-	
Publicité, publication		Commune(s) : Mairie Montpellier	80 137
Déplacements, missions		- 1.10€/h facturée	44 137
Services bancaires, autres		- 1° objectif palier 4 (800€/place)	16 000
Adhésion	1 120	- 2° objectif (1000€/places) ?	20 000
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes	4 500	-	
Impôts et taxes sur rémunération,		Fonds européens	
Autres impôts et taxes	4 500 (?)	-	
64- Charges de personnel	333 839	L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	10 200
Rémunération des personnels	269 289	Autres établissements publics	
Charges sociales	56 550	Berceau entreprise	8 000
Autres charges de personnel	8 000	75 - Autres produits de gestion courante	1050
65- Autres charges de gestion courante	105	Dont cotisations, dons manuels ou legs	1 050
		Aides privées	
66- Charges financières	10 678	76 - Produits financiers	
67- Charges exceptionnelles		77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	402 256	TOTAL DES PRODUITS	423 264
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES⁶			
86- Emplois des contributions		87 - Contributions	

volontaires en nature		volontaires en nature	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL		TOTAL	
L'aide financière de la Ville d'un montant de 83 137 € représente 19.64 % du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.			

PROJET

ANNEXE 5 : Soutien financier prévisionnel

Afin de soutenir la mise en œuvre par l'association du projet éducatif et d'établissement qui concourt aux orientations du Projet Educatif Petite Enfance de la Ville de Montpellier, la Ville s'engage à soutenir financièrement l'association, sous réserve du vote annuel du Budget Primitif.

Sans que l'association ne puisse faire valoir des droits sur les montants ci-après mentionnés, la Ville et l'association s'entendent sur un soutien financier correspondant à la trajectoire suivante :

Année	Pour l'accueil des petits montpelliérains	Pour la mise en œuvre des projets spécifiques (guichet unique et projets)	Total
2024	EAJE « Les Moussaillons » : 1,10 x h = €	€	€
2025	EAJE « Les Moussaillons » : 1,10 x h = €	€	€
2026	EAJE « Les Moussaillons » : 1,10 x h = €	€	€
Total	€	€	€

**CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
2024 – 2026**

**INSCRIPTION DANS LE SERVICE MONTPELLIERAIN DE LA PETITE ENFANCE
(SMPE)**

ENTRE :

La Ville de MONTPELLIER, représentée par Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire de MONTPELLIER, habilité à cet effet par délibération du Conseil Municipal en date du JJ MM 2023,

ci-après désignée « La Ville »,

ET

L'union de mutuelle Mutualité Française Grand Sud, dont le siège est 425 Quai Louis le Vau , 34264 Montpellier cedex 2, représentée par son sa Directrice Générale, Hélène CLUET, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été confiés par le Conseil d'Administration en date du 27 juin 2024, en tant que gestionnaire d'établissement d'accueil du jeune enfant.

ci-après désignée « L'association ».

PREAMBULE :

La Ville de Montpellier est fortement engagée dans le secteur de la Petite Enfance et tout particulièrement dans sa volonté de faire de Montpellier une Ville à hauteur d'enfant et de développer et soutenir une offre d'accueil diversifiée pour les jeunes enfants montpelliérains.

Elle entend ainsi participer activement à la mise en place du Service Public de la Petite Enfance sur son territoire, et jouer pleinement son rôle « d'autorité organisatrice de l'accueil du jeune enfant » défini par la Loi.

Cette ambition passe par la mise en œuvre d'une politique d'accueil du jeune enfant qui doit pouvoir répondre aux impératifs de conciliation entre vie familiale et vie professionnelle et tendre vers le principe d'universalité en assurant à chaque famille l'opportunité de pouvoir trouver une offre d'accueil adaptée pour leur(s) enfant(s) et à lutter contre les inégalités sociales et la pauvreté des enfants.

Acteur majeur de cette politique ambitieuse pour les petits montpelliérains, le tissu associatif représente près de 25% de l'offre montpelliéraine, soit en 2023, plus de 700 places d'accueil régulier ou occasionnel régies par les dispositions du code de la Santé Publique et du décret n°2021-1131 du 30 août 2021.

La Convention territoriale globale (CTG) conclue entre la Ville de Montpellier et la Caf de l'Hérault pour la période 2022-2026 renforce encore ce partenariat, autour des 3 grands axes principaux suivants :

1. **L'accroissement substantiel du nombre de places d'accueil** : + 449 places dont plus de 300 places portées par la Ville et l'inclusion de l'enfant dans la Ville pour faire de

Montpellier une Ville à hauteur d'enfant et du petit enfant.

2. **L'égalité d'accès à un mode d'accueil de qualité**, adapté à chaque famille en informant, accompagnant, et facilitant la démarche des familles ; en diversifiant les modalités d'accueil et en valorisant les métiers de la petite enfance.
3. **La promotion de l'égalité des chances dès le plus jeune âge** en tendant vers un droit universel à l'éveil et à la socialisation, en développant une politique de prévention à destination des familles et de soutien à la parentalité et en reconnectant le tout petit à la nature et à son environnement.

Ces axes de développement sont ainsi au cœur du Projet Educatif Petite Enfance élaboré par la Ville avec l'ensemble des acteurs (institutionnels et associatifs) et adopté au Conseil Municipal du 10 Octobre 2023, qui s'inscrivent dans le service montpelliérain de la petite enfance.

Ils fondent également le partenariat que la Ville souhaite consolider avec les gestionnaires associatifs qui poursuivent également des missions d'intérêt général pour répondre aux besoins du territoire et dont le projet associatif librement défini vise à répondre à des obligations de service public. La Ville entend ainsi renforcer son soutien à ces initiatives associatives à travers une contractualisation pluriannuelle visant :

- le soutien et le développement d'une offre d'accueil diversifiée permettant de lutter contre les inégalités, de construire des réponses adaptées aux besoins de toutes les familles montpelliéraines ;
- l'accompagnement qualitatif de la parentalité et une structuration d'un service harmonisé via la mise en place d'un guichet unique.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention définit le partenariat conclu entre la Ville et l'association xxx dans le cadre du Service Montpelliérain de la Petite Enfance (SMPE) pour la période couvrant la contractualisation passée entre la CAF et la Ville de Montpellier.

Dans ce cadre, elle vise à préciser les engagements réciproques auxquels s'obligent les cosignataires pour contribuer réciproquement aux objectifs du Projet Educatif de la Petite Enfance.

L'association xxx contribue au SMPE en gérant les établissements d'accueil du jeune enfant suivants :

- crèche Les Petites Mayas, 728 av de la Réglisse – 34070 Montpellier

TITRE 1 –OBJECTIFS ET ENGAGEMENTS RECIPROQUES

ARTICLE 2 – LES OBJECTIFS GENERAUX DU PARTENARIAT

2.1. Le soutien à l'accueil des enfants montpelliérains

Soutenir l'activité des Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant par le versement d'une prestation annuelle de fonctionnement pour l'accueil des enfants âgés de moins de trois ans dont les parents sont domiciliés à Montpellier à raison de 1€10 par heure facturée.

2.2 Soutien au projet stratégique et à l'initiative associative dans le champ de la petite enfance :

☐ **1^{er} objectif : Partenariat autour d'un guichet unique**

(Paliers cumulatifs à préciser par l'association dans le cadre de la stratégie associative)

- Palier 1 Valeurs partagées du service public montpelliérain de la petite enfance (Inscription dans la démarche et création d'une bannière commune / participation aux réunions d'informations aux familles)
- Palier 2 Convergence sur les critères d'admission avec des objectifs de mixité et d'inclusion
- Palier 3 Création d'une liste unique et d'outils informatiques communs
- Palier 4 Participation à une commission unique d'attribution des places d'accueil en EAJE

☐ **2^{ème} objectif : Développement et enjeux spécifiques**

- Les projets associatifs en lien avec les besoins du territoire (lien avec le PEPE et la CTG)
- Les engagements dans le champ de la qualité
- Les actions mutualisées et les coopérations territoriales
- Les particularités et difficultés spécifiques de l'association
- Le soutien à la parentalité, démarches de prévention/santé
- Les initiatives en lien avec le festival de l'éveil, la candidature CEC 28 et la Ville à hauteur d'enfant
- Les projets à enjeux spécifiques
- Les projets de développement de l'offre

Sur la base de ces objectifs généraux, la présentation précise du projet associatif est détaillée dans l'article 7.

ARTICLE 3 – LES ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION/Union de mutuelles

L'association participe à l'accueil des enfants âgés de 10 semaines jusqu'à 5 ans révolus. Pour ce faire, elle doit être agréée par la Protection Maternelle et Infantile, service du Département de l'Hérault et adhérer au principe de la Prestation de Service Unique dont les nouvelles dispositions figurent dans les circulaires n°2014-009 du 26 mars 2014 et n°2019-005 du 5 juin 2019.

L'association s'engage à garantir un accueil de qualité pour toutes les familles en appliquant les 10 principes de la charte nationale d'accueil du jeune enfant, sise en annexe à la présente convention.

L'association s'engage également à assurer une gestion rigoureuse de l'établissement, dans le respect des dispositions réglementaires applicables et plus particulièrement :

- Se conformer à la législation en vigueur dans le domaine du droit du travail et du droit de la santé publique, en matière d'équipements recevant du public et de mode de garde d'enfants ;
- Souscrire les assurances nécessaires à la couverture des risques en matière de responsabilité civile et de responsabilité professionnelle ;
- Animer la structure par un projet social décrit dans le projet d'établissement tel que défini dans le décret du 30 août 2021 ;
- Maintenir un taux d'encadrement, au minimum, conforme aux dispositions du décret du 30 août 2021 ;
- Maintenir un taux d'occupation des places satisfaisant et reflétant une utilisation optimale du nombre de places agréées par le président du Conseil Départemental ;
- Maintenir les coûts d'exploitation à un niveau équivalent à la moyenne des équipements associatifs de type similaire. Un accompagnement spécifique par la Ville et la CAF pourra être mis en œuvre en cas de dépassement des prix de revient moyens transmis par la CNAF.

Enfin, l'association s'engage :

1. A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;
2. A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;
3. A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.
4. A mettre en œuvre la charte de la laïcité dans les EAJE (CNAF) selon les modalités définies dans le RI de chaque structure et communiquées à la Ville.

ARTICLE 4 – LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE

La Ville s'engage à intégrer l'association dans l'animation et la mise en œuvre du Projet Educatif Petite Enfance.

Elle s'engage également à apporter un soutien financier et logistique à l'association pour la mise en œuvre de son projet d'établissement :

- Attribution d'une aide pour l'accueil des montpelliérains âgés de moins de trois ans,
- Attribution d'une aide annuelle complémentaire de fonctionnement permettant d'accompagner le projet éducatif développé par l'association,

ARTICLE 5 – LES ASPECTS QUALITATIFS DU PARTENARIAT

Les structures petite enfance associatives et municipales participent pleinement au rayonnement du service montpelliérain de la petite enfance mais également à l'élaboration et à la mise en œuvre du Projet Educatif de Petite Enfance.

Dans ce cadre, la Ville souhaite promouvoir un accueil de qualité pour tous les enfants montpelliérains au sein des structures d'accueil petite enfance et ainsi améliorer la visibilité et l'attractivité de cette offre de service.

Des groupes d'échange de pratiques seront mis en place afin de renforcer le partenariat entre des structures municipales et associatives et faire émerger des projets communs visant notamment à garantir un accueil de qualité pour tous les enfants (accueil inclusif, prévention, santé...), à développer la Ville à Hauteur d'Enfant, à soutenir la parentalité, à renforcer l'accès à la culture

pour tous via l'éveil artistique et culturel, un environnement sain en intégrant la démarche de transition écologique portée par la ville de Montpellier.

De plus, l'association sera invitée à participer aux différentes actions menées par la Ville de Montpellier parmi lesquelles celles inscrites dans Montpellier Capitale Européenne de la Culture.

Le réseau constitué par les associations et la Ville peut également être sollicité lorsque l'un ou l'autre rencontre des difficultés de recrutement, afin de proposer d'éventuelles candidatures.

TITRE 2 – LES MODALITES FINANCIERES DU PARTENARIAT

ARTICLE 6 – LE SOUTIEN DE LA VILLE POUR L'ACCUEIL DES PETITS MONTPELLIERAINS

La Ville attribuera à l'association **une participation annuelle variable** pour l'accueil des **enfants âgés de moins de trois ans** dont les parents sont **domiciliés à Montpellier**. La participation annuelle variable n'est pas versée pour les enfants accueillis sur des places qui font l'objet d'une réservation de berceaux rétribuée.

A titre dérogatoire, la participation annuelle de fonctionnement pour l'accueil de la Ville peut être également versée pour :

- **Les enfants non domiciliés à Montpellier** remplissant les conditions suivantes :
 - L'enfant accueilli souffre d'un handicap compatible avec la vie en collectivité pour lequel la commune de résidence ne propose pas d'accueil adapté ;
 - Les enfants du personnel de la structure ;
 - Les enfants dont les parents sont inscrits au rôle des contributions directes à Montpellier à titre personnel ;
 - Les enfants dont les familles déménagent hors Montpellier en cours de contrat : la participation annuelle de fonctionnement pourra être versée jusqu'au 31 décembre au plus tard pour un déménagement entre le 01/01 et le 31/08 ou jusqu'à la fermeture d'été de l'établissement pour un déménagement entre le 01/09 et le 31/12.
- **Les enfants de plus de trois ans** dans les cas suivants :
 - Les enfants dont l'état de santé justifie un maintien en structure d'accueil petite enfance, sur justification médicale validée par la Protection Maternelle Infantile.
 - Les enfants scolarisés qui peuvent être accueillis sur des temps extra-scolaires.

Afin d'assurer une égalité de traitement pour l'ensemble des gestionnaires inscrits dans le partenariat, la prestation annuelle de fonctionnement tient compte de la présence des enfants sur la base d'un montant forfaitaire par heure facturée, montant arrêté annuellement après l'adoption du Budget Primitif de la Ville. Cette aide financière est plafonnée à un taux d'occupation en heures facturées de 100 %.

Sous réserve du vote du Budget et des crédits afférents, la prestation annuelle de fonctionnement est projetée à 1,10 € par heure facturée.

Cette aide financière annuelle de fonctionnement pour l'accueil des enfants est évaluée sur la base d'un prévisionnel de présences établi par l'Association et transmis à la Ville avant le 31 juillet de l'année N-1. Ensuite, il pourra être réajusté en fonction du relevé d'heures effectivement facturées, constaté après la clôture de l'exercice.

ARTICLE 7 – LE SOUTIEN AU PROJET STRATEGIQUE ET A L'INITIATIVE ASSOCIATIVE DANS LE CHAMP DE LA PETITE ENFANCE

7.1. Le projet associatif

Le projet associatif et éducatif proposé par l'association vise des objectifs communs à ceux portés par la Ville dans le Projet éducatif Petite Enfance.

□ **1^{er} objectif : Partenariat autour d'un guichet unique**

La crèche « Les Petites Mayas » souhaite s'engager sur les 3 premiers paliers ainsi que sur le palier 4 « Participation à une commission unique d'attribution des places d'accueil en EAJE » pour les places non réservées par les entreprises soit : 10 à 12 places restantes

□ **2^{ème} objectif : Développement et enjeux spécifiques**

- L'Intergénération : petite enfance et personne âgée ou déficiente cognitive
- Qualité et environnement : démarche Ecolo crèche®
- Prévention et promotion de la santé/soutien à la parentalité
- L'Art et la culture

□ **L'intergénération**

Un site facilitateur

La crèche Les Petites Mayas est située sur le Pôle des Grisettes, où elle partage les locaux de l'EHPAD les Couleurs du Temps : les familles et les enfants accèdent à la crèche via le hall d'entrée de l'Ephad. Des fauteuils, un piano et un baby-foot sont à disposition des familles, des résidents et des enfants dans ce hall, facilitant ainsi le contact.

La salle de motricité de la crèche est composée d'une grande baie-vitrée qui communique avec l'Ehpad, les résidents peuvent donc observer les enfants en train de jouer et à l'inverse les enfants peuvent observer l'activité au sein de l'EHPAD. Ils peuvent ensemble communiquer par des gestes à travers cette vitre. Les extérieurs sont aussi aménagés afin que résidents et enfants puissent avoir un contact facile (jardin, bancs.).

De plus, au sein du même site, se situe le CAJOU Montpellier-Grisettes (Centre d'accueil de jour) pour personnes atteintes de maladie d'Alzheimer ou apparenté, ainsi que la résidence pour Seniors, le Pré Fleuri.

Des actions menées ensemble

La direction ou l'éducatrice de jeunes enfants de la crèche en lien avec l'animatrice de l'Ephad, organisent 1 à 2 fois par semaine des temps d'animation partagées ainsi que des temps forts de l'année comme le goûter de Noël, le carnaval, la chasse aux œufs de pâques, la fête de fin d'année en été... les résidents Séniors autonomes du Pré Fleuri peuvent aussi y participer.

Une thématique pédagogique partagée est choisie : pour l'année 2023-2024 cela a été « voyage au bout du monde »

Les rencontres se font par petits groupes ou par sections entières en fonction des activités proposées.

Les activités sont diverses : pâtisserie, peinture, jardinage, comptines, lecture, gymnastique douce, jeux de ballons, utilisation de la tovertafel ... (*console de jeu interactive adaptée aux personnes souffrant de troubles cognitifs et de jouer à l'aide d'accessoires permettant le maintien des capacités motrice, cognitive et sensorielle*).

Une fois par mois, une rencontre est proposée entre les enfants et les personnes accueillies au sein de l'accueil de jour thérapeutique -Cajou.

Les bénéfices de l'intergénérationnel

Pour les enfants :

- Pendant ces temps d'activités les enfants ont un moment privilégié avec le résident, il y a souvent un résident pour un enfant.
- Cet échange se fait en toute simplicité avec le regard innocent de l'enfant et toute la sagesse et le vécu des résidents.
- Les enfants identifient les résidents à leurs grands-parents ou arrière grands parents et c'est tout naturellement que la relation s'installe.
- Permet aux enfants de sortir de la crèche et d'investir d'autres espaces.

Pour les résidents âgés :

- C'est une réelle motivation pour sortir de leurs chambres.
- C'est une parenthèse enchantée dans la journée.
- Ce sont des moments pendant lesquels les résidents oublient leurs « maux »
- Les résidents apprécient le regard innocent porté par les enfants qui ne les jugent pas.
- Permet aux résidents de penser à leurs petits enfants ou arrière petits-enfants et de se remémorer des souvenirs.

Pour les familles des enfants :

- Les familles trouvent cet échange positif car il permet aux enfants de garder un lien avec la personne âgée sans appréhension d'autant que certains ne voient pas souvent leurs grands-parents ou arrière grands parents.
- Très content de pouvoir voir des photos de ces échanges par l'intermédiaire de l'application Digi'Crèche

Pour les familles des résidents :

- Cet échange permet à la personne âgée de se remémorer certains moments du passé et aussi de penser à leurs petits-enfants ou arrière petits-enfants
- L'application Family's permet aux familles de voir les photos des rencontres avec les enfants.
- Les enfants apportent de la vie et de la gaieté aux résidents qui en « oublient » leurs soucis

Pour les professionnelles petite enfance :

- Très motrices et motivées pour ces échanges.
- Permet de sortir du quotidien des locaux de la crèche.
- Permet de tisser du lien avec les résidents et les professionnel.les de l'Ephad et du Cajou
- Permet aux professionnels de l'Ephad de tisser des liens en dehors des soins d'hygiène.
- Pendant ces temps, les professionnels petite enfance et Ephad ont un regard différent sur les résidents.

L'envie, la simplicité des échanges et la spontanéité sont les maîtres mots d'une rencontre intergénérationnelle réussie.

❑ **Qualité et environnement : démarche Ecolo crèche®**

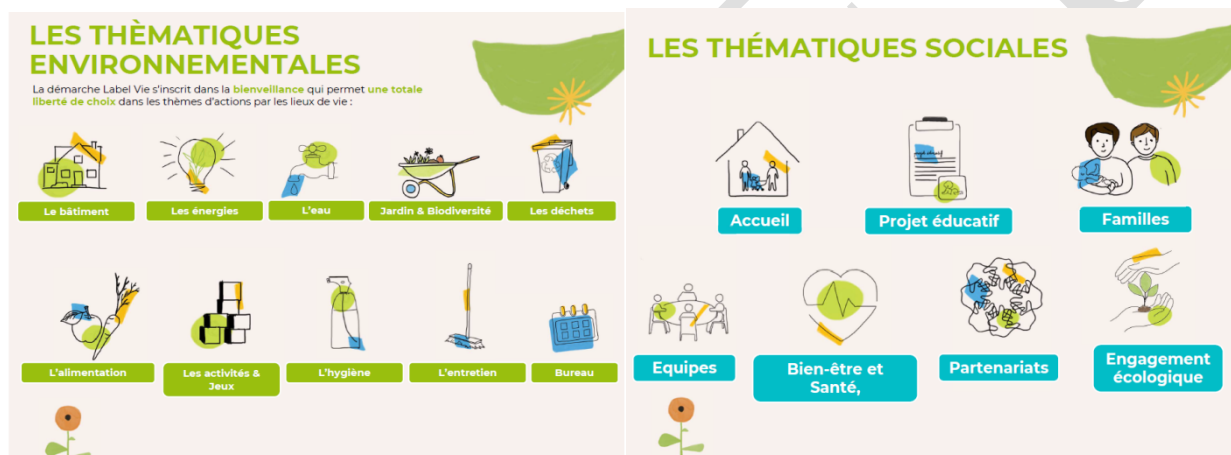
C'est une démarche de management de la qualité environnementale qui aboutit à une labellisation. Les objectifs de cette démarche sont de :

- Améliorer la qualité de vie des enfants accueillis et des équipes (leur santé et leur bien-être)
- Mettre en place des pratiques plus respectueuses de l'environnement
- Reconnecter les enfants à la nature et les sensibiliser à l'environnement
- Engager collectivement tous les acteurs de la crèche dans un projet innovant et fédérateur
- Répondre à une demande sociétale
- Anticiper certaines réglementations

La démarche Ecolo crèche® s'inscrit dans la bienveillance qui permet une totale liberté de choix dans les thèmes d'actions engagés par la crèche.

Cette démarche est reconnue par la CAF comme vecteur d'indicateurs de qualité d'accueil.

La crèche poursuit des actions dans des thématiques environnementales et sociétales.



La crèche Les Petites Mayas commence la démarche début 2025 et compte obtenir le label sous 2 ans environ. Ce label dure 3 ans.

❑ **La prévention et promotion de la santé / soutien à la parentalité**

La santé des familles et des enfants est au cœur du fonctionnement de la crèche Les Petites Mayas. La directrice infirmière et référente Santé et Accueil inclusif assure le suivi global de la santé des enfants.

La santé passe aussi par la Prévention et Promotion de la santé.

Mutualité Française Grand Sud et son partenaire Mutualité Française Occitanie (union régionale mutualiste) ou son propre réseau Ecouter Voir, ainsi que des partenaires à rechercher, sont à même de proposer aux familles des animations ponctuelles de prévention sur :

- Prévention des écrans
- L'alimentation du jeune enfant
- La santé buccodentaire et santé auditive
- Yoga parents/enfants
- Motricité du jeune enfant
- Prévention des risques solaires et notamment sur les yeux et routiers
- Prévention des noyades
- Prévention des accidents domestiques
- Mais aussi : sommeil, produits ménagers naturels

Deux autres sujets sont à mettre en avant comme nouvelles actions de prévention :

- **La gestion des émotions des parents : comment prévenir les situations impactant la santé mentale des familles ?**
- **Les bienfaits de la connexion à la nature pour l'enfant** : accompagner pédagogiquement le parent à comprendre l'intérêt pour son enfant d'être connecté à la nature, même s'il pleut dehors ☐

La prévention et promotion à Mutualité Française Grand Sud donne :

- o Des équipes sensibilisées sur les questions de prévention santé
- o Des professionnels légitimés pour conseiller les familles
- o Des parents soutenus dans leurs compétences parentales en lien avec la santé
- o Des enfants sensibilisés à la santé dès le plus jeune âge

☐ L'Art et la culture

En 2024 et 2025, l'Art à la crèche Les Petites Mayas se construit en s'inspirant des œuvres d'Hervé Tullet : un auteur et illustrateur français d'albums pour la jeunesse.

A travers cette thématique, la crèche invite petits et grands à libérer leur créativité.

Dans un premier temps, présentation des albums de cet auteur aux enfants ainsi qu'aux résidents de l'Ehpad à travers des ateliers de lecture.

Puis durant nos ateliers « Artistes en Herbe », les enfants sont accompagnés pour s'approprier différentes techniques de peinture, de découpage, de collage sur divers supports pour entrer dans le monde d'Hervé Tullet : peinture avec les couleurs primaires

Les résidents de l'Ehpad se joindront également à tous les enfants lors de ces ateliers créatifs.

Enfin, les parents apporteront également leurs petits coups de pinceaux en participant à des temps de peinture pour réaliser une exposition au sein de la crèche, selon la philosophie d'Hervé Tullet.



La crèche Les Petites Mayas continuera ce projet par sa participation au **Festival de l'éveil des Tout-Petits mis en place par la ville de Montpellier.**

La crèche participera et incitera les familles à participer à ce festival et les autres festivals potentiels notamment sur la parentalité.

7.2. Le soutien financier de la Ville

Au regard de l'intérêt qu'elle porte à ces projets et à leur mise en œuvre pour les petits Montpelliérains, la Ville s'engage à soutenir financièrement l'association par une aide complémentaire au fonctionnement général qui sera adopté par le conseil municipal au titre de chacune des années budgétaires concernées et qui fera l'objet d'une notification à l'association.

Pour l'année N, le montant global du soutien financier de la Ville pour l'ensemble des projets de l'association dans le champ de la petite enfance s'établit à XXX €

Sous réserve du vote des crédits afférents dans le cadre de l'adoption du Budget Primitif, et sous réserve de mise en œuvre effective des projets et d'évolution des orientations arrêtées sur lesquels elles s'entendent, la Ville et l'association établissent une projection pluriannuelle et prévisionnelle du soutien financier inscrite en annexe 2 à la présente convention.

ARTICLE 8 – LE SUIVI ADMINISTRATIF ET COMPTABLE DE L'ASSOCIATION

Le versement de la participation financière accordée par la Ville (pour l'accueil des petits montpelliérains et le soutien au projet éducatif tel que défini dans les articles 6 et 7) est conditionné à la transmission par l'Association des documents suivants :

8.1. Au démarrage du partenariat

A la date de la signature de la convention (et pendant la durée de la convention en cas de changement), l'association transmet l'ensemble des documents suivants :

- Statuts à jours,
- Composition à jour du bureau de l'association et procès-verbal électif,
- Composition à jour du Conseil d'administration et procès-verbal électif,
- Organigramme de la structure faisant apparaître le nom la fonction occupée et le statut (bénévole ou salarié) de chaque personne mentionnée dont le directeur de l'association,
- Nombre de salariés (nombre en équivalent temps plein et nombre de personnes physiques) et de bénévoles œuvrant au sein de l'association,
- Derniers comptes arrêtés détaillés, ainsi que les rapports du commissaire aux comptes (le cas échéant), et le dernier rapport d'audit portant sur le contrôle interne (organisation et procédures au sein de l'association)
- Les budgets prévisionnels de l'association.

8.2. Annuellement, pour le versement de la prestation annuelle variable pour l'accueil des petits montpelliérains prévue à l'article 6

- Transmission d'un relevé des heures facturées et des heures réelles des enfants accueillis, comportant la date de naissance de l'enfant ainsi que l'identité et l'adresse des parents, sur la base du modèle communiqué par la Ville :
 - Avant le 31 juillet pour le 1^{er} semestre de l'année N ;
 - Avant le 31 janvier de l'année N+1 pour l'année N.

Les enfants bénéficiant d'une dérogation devront être signalés en indiquant le motif comme définis à l'article 6.

- Transmission d'une attestation, signée, datée et tamponnée par le président ou le responsable d'établissement :
 - Avant le 31 juillet avec le nombre prévisionnel d'heures facturées pour l'exercice suivant, sur la base du modèle communiqué par la Ville ;
 - Avant le 31 janvier avec le nombre d'heures facturées consolidées de l'année écoulée, ce nombre devant prendre en compte les critères définis à l'article 6.

8.3. Annuellement pour le versement de la prestation annuelle complémentaire contribuant à la mise en œuvre du projet éducatif

- Demande annuelle de soutien financier au titre du projet éducatif sur la base d'un dossier communiqué par la Ville

8.4 Informations comptables annuelles

Dans les 6 mois de la dernière clôture comptable N, l'association transmet ses comptes annuels détaillés établis par l'expert-comptable (bilan, compte de résultat et annexes), ainsi que le rapport général et spécial du Commissaire aux comptes le cas échéant.

En mars de l'année N+1 elle communique la copie de la déclaration des données réelles de l'exercice précédent établi pour la Caf.

ARTICLE 9 – MODALITES DE PAIEMENT DE L'AIDE FINANCIERE LIEE A L'ACTIVITE

Le paiement de la prestation s'effectuera en 2 versements :

- 1- Un premier versement égal à :
 - 80% du montant total de l'aide liée à l'accueil des petits montpelliérains, plus ou moins le solde de l'année N-1 constaté après la clôture de l'exercice. Sous réserve de transmission des documents nécessaires par l'association, ce versement sera effectué au cours du 1^{er} trimestre de l'année).
 - 50% de l'aide financière complémentaire lié à la mise en œuvre du projet éducatif, sous réserve que la rencontre association-Ville prévue à l'article 11 ait eu lieu et que le montant de l'aide financière ait été votée par le conseil municipal.
- 2- Un deuxième versement égal à :
 - 20% du montant total de l'aide liée à l'accueil des petits montpelliérains
 - 50% de l'aide financière complémentaire lié à la mise en œuvre du projet éducatif.

ARTICLE 10 – MODALITES D'INFORMATION ET DE CONTROLE

10.1. Droit de contrôle sur pièces et ou sur place

En plus des pièces listées à l'article 8, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de prestations allouées. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

10.2. Respect de la réglementation sur la protection des données

La Ville de Montpellier s'engage à une application stricte des dispositions relatives à la protection des données personnelles qui lui seront transmises dans le cadre de ce contrôle, notamment en limitant leur accès aux seules personnes directement en charge du contrôle, en veillant à la sécurisation de leur conservation et en ne les conservant que pour la durée de validité dudit contrôle.

10.3. Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (modification d'agrément, changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

10.4. Assurer une communication des partenariats

L'association doit mentionner les aides apportées par la Ville et la CAF dans toutes les interventions, déclarations publiques, communiqués, articles d'information ou brochures concernant l'équipement. L'information sur le concours financier de la Ville et de la CAF doit être également affichée dans le hall d'accueil des parents.

TITRE 3 – LE SUIVI DU PARTENARIAT

ARTICLE 11 – INSTANCES DE SUIVI DE LA CONVENTION

Afin d'assurer le suivi régulier de cette convention et de veiller à la qualité du partenariat, la Ville et l'association s'accordent sur la mise en œuvre de rencontres régulières associant le.la président.e et le.la directeur.trice de l'association et des professionnels du pôle petite enfance de la Ville.

Une fois par an à minima, cette instance se réunira pour effectuer un bilan partagé de la mise en œuvre du projet éducatif. Ce dialogue de gestion annuel sera organisé au cours du troisième trimestre.

ARTICLE 12 – GOUVERNANCE PARTICIPATIVE DE LA POLITIQUE PUBLIQUE

La Ville, dans sa volonté de refonder la gouvernance participative de la politique publique de la petite enfance, s'engage dans la mise en place d'un comité de pilotage de la petite enfance, présidé par le Maire ou le cas échéant l'adjointe en charge de la Petite Enfance.

Ce comité de pilotage intitulé « instance locale de concertation » associe les acteurs intervenant dans le SMPE parmi lesquels la CAF, la PMI et les acteurs associatifs qui interviennent dans la mise en œuvre de cette politique ambitieuse pour les petits montpelliérains.

Réuni deux fois par an, ce comité de pilotage veille notamment à la mise en œuvre du Projet Educatif de la Petite Enfance et au suivi des objectifs de la CTG et du Schéma départemental des

services aux familles. Il permet de décliner à l'échelle de la Ville de Montpellier, l'organisation du CDSF ;

ARTICLE 13 – DUREE

La présente convention est conclue du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2026. Elle abroge les conventions de partenariat précédemment conclues le 9 mars 2023 entre les deux cosignataires.

Afin d'assurer la continuité du financement des actions, cette convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens pourra produire des effets jusqu'au 31 décembre 2027 en ce qui le soutien à l'accueil des enfants montpelliérains comme prévu à l'article 6.

Cette option est néanmoins conditionnée à un accord express des deux signataires et jusqu'à la conclusion d'une nouvelle contractualisation avec la CAF venant se substituer à la CTG.

ARTICLE 14 - RESILIATION

En cas de non-respect par l'Association de ses engagements contractuels, ainsi qu'en cas de faute grave de sa part, et sous réserve de l'accord de la CAF, la Ville pourra résilier de plein droit la présente convention, à l'expiration d'un délai de 3 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation dans les conditions présentées implique la restitution des prestations versées par la Ville.

La résiliation de cette convention d'un commun accord des parties peut intervenir pendant toute la durée de la convention en cas de modification de l'offre d'accueil.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Le Maire de la Ville de Montpellier,

Michaël DELAFOSSE

La Directrice Générale de
Mutualité Française Grand Sud

Hélène CLUET

ANNEXE 1 : Charte nationale d'accueil du jeune enfant (arrêté du 23 septembre 2021)

DIX GRANDS PRINCIPES POUR GRANDIR EN TOUTE CONFIANCE

1. Pour grandir sereinement, j'ai besoin que l'on m'accueille quelle que soit ma situation ou celle de ma famille.
2. J'avance à mon propre rythme et je développe toutes mes facultés en même temps : pour moi, tout est langage, corps, jeu, expérience. J'ai besoin que l'on me parle, de temps et d'espace pour jouer librement et pour exercer mes multiples capacités.
3. Je suis sensible à mon entourage proche et au monde qui s'offre à moi. Je me sens bien accueilli quand ma famille est bien accueillie, car mes parents constituent mon point d'origine et mon port d'attache.
4. Pour me sentir bien et avoir confiance en moi, j'ai besoin de professionnels qui encouragent avec bienveillance mon désir d'apprendre, de me socialiser et de découvrir.
5. Je développe ma créativité et j'éveille mes sens grâce aux expériences artistiques et culturelles. Je m'ouvre au monde par la richesse des échanges interculturels.
6. Le contact réel avec la nature est essentiel à mon développement.
7. Fille ou garçon, j'ai besoin que l'on me valorise pour mes qualités personnelles, en dehors de tout stéréotype. Il en va de même pour les professionnels qui m'accompagnent. C'est aussi grâce à ces femmes et à ces hommes que je construis mon identité.
8. J'ai besoin d'évoluer dans un environnement beau, sain et propice à mon éveil.
9. Pour que je sois bien traité, il est nécessaire que les adultes qui m'entourent soient bien traités. Travailler auprès des tout-petits nécessite des temps pour réfléchir, se documenter et échanger entre collègues comme avec d'autres intervenants.
10. J'ai besoin que les personnes qui prennent soin de moi soient bien formées et s'intéressent aux spécificités de mon très jeune âge et de ma situation d'enfant qui leur est confié par mon ou mes parents.



ANNEXE 2 : CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi no 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N°1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N°2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N°3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N°4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.

Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.

Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N°5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.

Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N°6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.

Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.

Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N°7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

ANNEXE 3 : Indicateurs d'évaluation

L'association s'engage à mettre en œuvre les projets suivants, pouvant comporter des obligations de service public, tels que spécifiés dans l'article 7

Actions (article 7)	Obligations de service public	Date de démarrage	Indicateurs associés	Valeurs cibles		
				20 24	20 25	20 26
Guichet Unique : attribution des places		Janvier 2025	% des familles		100 %	100 %
Intergénération	Construction et développement de l'enfant	Sept 2023	Satisfactions des familles	9	9	9
	Promotion de la solidarité intergénérationnelle	Sept 2023	Satisfaction des personnes âgées	9	9	9
	Rencontres	Sept 2023	Nombre de rencontres par an	25	25	25
	Valoriser les professionnel.les	Sept 2023	Nombre de professionnel.les participant aux actions	90 %	90 %	90 %
Qualité et environnement, démarche Ecolo crèche®	Qualité : lancement démarche	Janv/fev 25	Formation de la direction		100	100
	Diagnostic initial et choix des thématiques	Oct 2025	Formation toute l'équipe		100	
	Participation des parents, association des partenaires	Année 2026			80	80
	Préparer sa labellisation	Déc 2026	Formation			100
Prévention et promotion de la santé/soutien à la parentalité	Soutenir et accompagner toutes les parentalités :	Sept 2023	Nombre d'actions/an pour les parents	2	3	3
	Santé de l'enfant : suivi vaccinal, prévention maladie infantile	Sept 2023	Nombre d'actions individuelles/an	40	40	40
L'Art et la Culture	Penser les couleurs primaires comme Hervé Tullet	Sept 2024	Nombre d'enfants participants	24	24	
	Penser la ville à hauteur d'enfant : Festival	2023	Nbre de participation de la crèche	1	1	1

	Exposition/Fresque de peinture : participation des parents et des enfants	Sept 2024	Fréquence de l'exposition		1	
--	---	-----------	---------------------------	--	---	--

PROJET

ANNEXE 4: LES BUDGETS PREVISIONNELS DE CHACUN DES EAJE

Etablissement xxx / Année 2024

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services			
Achats matières et fournitures		74- Subventions d'exploitation	
Autres fournitures		État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs		-	
Locations		-	
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance		-	
Documentation		Département(s) :	
		-	
62 - Autres services extérieurs		Intercommunalité(s) : EPCI ¹	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		-	
Publicité, publication		Commune(s) :	
Déplacements, missions		-	
Services bancaires, autres			
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes		-	
Impôts et taxes sur rémunération,		Fonds européens	
Autres impôts et taxes		-	
64- Charges de personnel		L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	
Rémunération des personnels		Autres établissements publics	
Charges sociales			
Autres charges de personnel		75 - Autres produits de gestion courante	
65- Autres charges de gestion courante		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
		Aides privées	
66- Charges financières		76 - Produits financiers	
67- Charges exceptionnelles		77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES		TOTAL DES PRODUITS	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ²			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			

864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL		TOTAL	
L'aide financière de la Ville d'un montant de.....€ représente% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.			

Etablissement xxx / Année 2025

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services			
Achats matières et fournitures		74- Subventions d'exploitation	
Autres fournitures		État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs		-	
Locations		-	
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance		-	
Documentation		Département(s) :	
		-	
62 - Autres services extérieurs		Intercommunalité(s) : EPCI ³	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		-	
Publicité, publication		Commune(s) :	
Déplacements, missions		-	
Services bancaires, autres			
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes		-	
Impôts et taxes sur rémunération,		Fonds européens	
Autres impôts et taxes		-	
64- Charges de personnel		L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	
Rémunération des personnels		Autres établissements publics	
Charges sociales			
Autres charges de personnel		75 - Autres produits de gestion courante	
65- Autres charges de gestion courante		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
		Aides privées	
66- Charges financières		76 - Produits financiers	
67- Charges exceptionnelles		77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES		TOTAL DES PRODUITS	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES⁴			
86- Emplois des contributions		87 - Contributions	

volontaires en nature		volontaires en nature	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL		TOTAL	
L'aide financière de la Ville d'un montant de.....€ représente% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.			

Etablissement xxx / Année 2026

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services			
Achats matières et fournitures		74- Subventions d'exploitation	
Autres fournitures		État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs		-	
Locations		-	
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance		-	
Documentation		Département(s) :	
		-	
62 - Autres services extérieurs		Intercommunalité(s) : EPCI ⁵	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		-	
Publicité, publication		Commune(s) :	
Déplacements, missions		-	
Services bancaires, autres			
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes		-	
Impôts et taxes sur rémunération,		Fonds européens	
Autres impôts et taxes		-	
64- Charges de personnel		L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	
Rémunération des personnels		Autres établissements publics	
Charges sociales			
Autres charges de personnel		75 - Autres produits de gestion courante	
65- Autres charges de gestion courante		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
		Aides privées	
66- Charges financières		76 - Produits financiers	
67- Charges exceptionnelles		77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			

TOTAL DES CHARGES		TOTAL DES PRODUITS	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES⁶			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL		TOTAL	
L'aide financière de la Ville d'un montant de.....€ représente% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.			

ANNEXE 5 : Soutien financier prévisionnel

Afin de soutenir la mise en œuvre par l'association du projet éducatif et d'établissement qui concourt aux orientations du Projet Educatif Petite Enfance de la Ville de Montpellier, la Ville s'engage à soutenir financièrement l'association, sous réserve du vote annuel du Budget Primitif.

Sans que l'association ne puisse faire valoir des droits sur les montants ci-après mentionnés, la Ville et l'association s'entendent sur un soutien financier correspondant à la trajectoire suivante :

Année	Pour l'accueil des petits montpelliérains	Pour la mise en œuvre des projets spécifiques (guichet unique et projets)	Total
2024	EAJE « xxx » : 1,10 x xxx = xxx € EAJE « xxx » : 1,10 x xxx = xxx €	... €	... €
2025	EAJE « xxx » : 1,10 x xxx = xxx € EAJE « xxx » : 1,10 x xxx = xxx €	... €	... €
2026	EAJE « xxx » : 1,10 x xxx = xxx € EAJE « xxx » : 1,10 x xxx = xxx €	... €	... €
Total	€	... €	... €

**CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
2024 – 2026**

**INSCRIPTION DANS LE SERVICE MONTPELLIERAIN DE LA PETITE ENFANCE
(SMPE)**

ENTRE :

La Ville de MONTPELLIER, représentée par Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire de MONTPELLIER, habilité à cet effet par délibération du Conseil Municipal en date du 15/10/2024, ci-après désignée « La Ville »,

ET

L'association « MAS DES MOULINS », dont le siège est Mas des Moulins, 2452 avenue du Père Soulas à Montpellier représentée par son Président Monsieur Christian BOISSON agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été confiés par le Conseil d'Administration en date du 20/06/2023, en tant que gestionnaire d'établissement d'accueil du jeune enfant. ci-après désignée « L'association ».

PREAMBULE :

La Ville de Montpellier est fortement engagée dans le secteur de la Petite Enfance et tout particulièrement dans sa volonté de faire de Montpellier une Ville à hauteur d'enfant et de développer et soutenir une offre d'accueil diversifiée pour les jeunes enfants montpelliérains.

Elle entend ainsi participer activement à la mise en place du Service Public de la Petite Enfance sur son territoire, et jouer pleinement son rôle « d'autorité organisatrice de l'accueil du jeune enfant » défini par la Loi.

Cette ambition passe par la mise en œuvre d'une politique d'accueil du jeune enfant qui doit pouvoir répondre aux impératifs de conciliation entre vie familiale et vie professionnelle et tendre vers le principe d'universalité en assurant à chaque famille l'opportunité de pouvoir trouver une offre d'accueil adaptée pour leur(s) enfant(s) et à lutter contre les inégalités sociales et la pauvreté des enfants.

Acteur majeur de cette politique ambitieuse pour les petits montpelliérains, le tissu associatif représente près de 25% de l'offre montpelliéraine, soit en 2023, plus de 700 places d'accueil régulier ou occasionnel régies par les dispositions du code de la Santé Publique et du décret n°2021-1131 du 30 août 2021.

La Convention territoriale globale (CTG) conclue entre la Ville de Montpellier et la Caf de l'Hérault pour la période 2022-2026 renforce encore ce partenariat, autour des 3 grands axes principaux suivants :

1. **L'accroissement substantiel du nombre de places d'accueil** : + 449 places dont plus de 300 places portées par la Ville et l'inclusion de l'enfant dans la Ville pour faire de Montpellier une Ville à hauteur d'enfant et du petit enfant.

2. **L'égalité d'accès à un mode d'accueil de qualité**, adapté à chaque famille en informant, accompagnant, et facilitant la démarche des familles ; en diversifiant les modalités d'accueil et en valorisant les métiers de la petite enfance.
3. **La promotion de l'égalité des chances dès le plus jeune âge** en tendant vers un droit universel à l'éveil et à la socialisation, en développant une politique de prévention à destination des familles et de soutien à la parentalité et en reconnectant le tout petit à la nature et à son environnement.

Ces axes de développement sont ainsi au cœur du Projet Educatif Petite Enfance élaboré par la Ville avec l'ensemble des acteurs (institutionnels et associatifs) et adopté au Conseil Municipal du 10 Octobre 2023, qui s'inscrivent dans le service montpelliérain de la petite enfance.

Ils fondent également le partenariat que la Ville souhaite consolider avec les gestionnaires associatifs qui poursuivent également des missions d'intérêt général pour répondre aux besoins du territoire et dont le projet associatif librement défini vise à répondre à des obligations de service public. La Ville entend ainsi renforcer son soutien à ces initiatives associatives à travers une contractualisation pluriannuelle visant :

- Le soutien et le développement d'une offre d'accueil diversifiée permettant de lutter contre les inégalités, de construire des réponses adaptées aux besoins de toutes les familles montpelliéraines ;
- L'accompagnement qualitatif de la parentalité et une structuration d'un service harmonisé via la mise en place d'un guichet unique.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention définit le partenariat conclu entre la Ville et l'association xxx dans le cadre du Service Montpelliérain de la Petite Enfance (SMPE) pour la période couvrant la contractualisation passée entre la CAF et la Ville de Montpellier.

Dans ce cadre, elle vise à préciser les engagements réciproques auxquels s'obligent les cosignataires pour contribuer réciproquement aux objectifs du Projet Educatif de la Petite Enfance.

L'association Mas des Moulins contribue au SMPE en gérant les établissements d'accueil du jeune enfant suivants :

- Micro crèche Itinérante BABY-CAR (10 places)

TITRE 1 –OBJECTIFS ET ENGAGEMENTS RECIPROQUES

ARTICLE 2 – LES OBJECTIFS GENERAUX DU PARTENARIAT

2.1. Le soutien à l'accueil des enfants montpelliérains

Soutenir l'activité des Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant par le versement d'une prestation annuelle de fonctionnement pour l'accueil des enfants âgés de moins de trois ans dont les parents sont domiciliés à Montpellier à raison de 1€10 par heure facturée.

2.2 Soutien au projet stratégique et à l'initiative associative dans le champ de la petite enfance :

☐ **1^{er} objectif : Partenariat autour d'un guichet unique**

(Paliers cumulatifs à préciser par l'association dans le cadre de la stratégie associative)

- Palier 1 Valeurs partagées du service public montpelliérain de la petite enfance (Inscription dans la démarche et création d'une bannière commune / participation aux réunions d'informations aux familles)
- Palier 2 Convergence sur les critères d'admission avec des objectifs de mixité et d'inclusion
- Palier 3 Création d'un liste unique et d'outils informatiques communs
- Palier 4 Participation à un commission unique d'attribution des places d'accueil en EAJE

☐ **2^{ème} objectif : Développement et enjeux spécifiques**

- Les projets associatifs en lien avec les besoins du territoire (lien avec le PEPE et la CTG)
- Les engagements dans le champ de la qualité
- Les actions mutualisées et les coopérations territoriales
- Les particularités et difficultés spécifiques de l'association
- Le soutien à la parentalité, démarches de prévention/santé
- Les initiatives en lien avec le festival de l'éveil, la candidature CEC 28 et la Ville à hauteur d'enfant
- Les projets à enjeux spécifiques
- Les projets de développement de l'offre

Sur la base de ces objectifs généraux, la présentation précise du projet associatif est détaillée dans l'article 7.

ARTICLE 3 – LES ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association participe à l'accueil des enfants âgés de 10 semaines jusqu'à 5 ans révolus. Pour ce faire, elle doit être agréée par la Protection Maternelle et Infantile, service du Département de l'Hérault et adhérer au principe de la Prestation de Service Unique dont les nouvelles dispositions figurent dans les circulaires n°2014-009 du 26 mars 2014 et n°2019-005 du 5 juin 2019.

L'association s'engage à garantir un accueil de qualité pour toutes les familles en appliquant les 10 principes de la charte nationale d'accueil du jeune enfant, sise en annexe à la présente convention.

L'association s'engage également à assurer une gestion rigoureuse de l'établissement, dans le respect des dispositions réglementaires applicables et plus particulièrement :

- Se conformer à la législation en vigueur dans le domaine du droit du travail et du droit de la santé publique, en matière d'équipements recevant du public et de mode de garde d'enfants ;
- Souscrire les assurances nécessaires à la couverture des risques en matière de responsabilité civile et de responsabilité professionnelle ;
- Animer la structure par un projet social décrit dans le projet d'établissement tel que défini dans le décret du 30 août 2021 ;
- Maintenir un taux d'encadrement, au minimum, conforme aux dispositions du décret du 30 août 2021 ;
- Maintenir un taux d'occupation des places satisfaisant et reflétant une utilisation optimale du nombre de places agréées par le président du Conseil Départemental ;
- Maintenir les coûts d'exploitation à un niveau équivalent à la moyenne des équipements associatifs de type similaire. Un accompagnement spécifique par la Ville et la CAF pourra être mis en œuvre en cas de dépassement des prix de revient moyens transmis par la CNAF.

Enfin, l'association s'engage :

1. A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;
2. A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;
3. A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.
4. A mettre en œuvre la charte de la laïcité dans les EAJE (CNAF) selon les modalités définies dans le RI de chaque structure et communiquées à la Ville.

ARTICLE 4 – LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE

La Ville s'engage à intégrer l'association dans l'animation et la mise en œuvre du Projet Educatif Petite Enfance.

Elle s'engage également à apporter un soutien financier et logistique à l'association pour la mise en œuvre de son projet d'établissement :

- Attribution d'une aide pour l'accueil des montpelliérains âgés de moins de trois ans,
- Attribution d'une aide annuelle complémentaire de fonctionnement permettant d'accompagner le projet éducatif développé par l'association,

ARTICLE 5 – LES ASPECTS QUALITATIFS DU PARTENARIAT

Les structures petite enfance associatives et municipales participent pleinement au rayonnement du service montpelliérain de la petite enfance mais également à l'élaboration et à la mise en œuvre du Projet Educatif de Petite Enfance.

Dans ce cadre, la Ville souhaite promouvoir un accueil de qualité pour tous les enfants montpelliérains au sein des structures d'accueil petite enfance et ainsi améliorer la visibilité et l'attractivité de cette offre de service.

Des groupes d'échange de pratiques seront mis en place afin de renforcer le partenariat entre des structures municipales et associatives et faire émerger des projets communs visant notamment à garantir un accueil de qualité pour tous les enfants (accueil inclusif, prévention, santé...), à développer la Ville à Hauteur d'Enfant, à soutenir la parentalité, à renforcer l'accès à la culture

pour tous via l'éveil artistique et culturel, un environnement sain en intégrant la démarche de transition écologique portée par la ville de Montpellier.

De plus, l'association sera invitée à participer aux différentes actions menées par la Ville de Montpellier parmi lesquelles celles inscrites dans Montpellier Capitale Européenne de la Culture.

Le réseau constitué par les associations et la Ville peut également être sollicité lorsque l'un ou l'autre rencontre des difficultés de recrutement, afin de proposer d'éventuelles candidatures.

TITRE 2 – LES MODALITES FINANCIERES DU PARTENARIAT

ARTICLE 6 – LE SOUTIEN DE LA VILLE POUR L'ACCUEIL DES PETITS MONTPELLIERAINS

La Ville attribuera à l'association **une participation annuelle variable** pour l'accueil des **enfants âgés de moins de trois ans** dont les parents sont **domiciliés à Montpellier**. La participation annuelle variable n'est pas versée pour les enfants accueillis sur des places qui font l'objet d'une réservation de berceaux rétribuée.

A titre dérogatoire, la participation annuelle de fonctionnement pour l'accueil de la Ville peut être également versée pour :

- **Les enfants non domiciliés à Montpellier** remplissant les conditions suivantes :
 - L'enfant accueilli souffre d'un handicap compatible avec la vie en collectivité pour lequel la commune de résidence ne propose pas d'accueil adapté ;
 - Les enfants du personnel de la structure ;
 - Les enfants dont les parents sont inscrits au rôle des contributions directes à Montpellier à titre personnel ;
 - Les enfants dont les familles déménagent hors Montpellier en cours de contrat : la participation annuelle de fonctionnement pourra être versée jusqu'au 31 décembre au plus tard pour un déménagement entre le 01/01 et le 31/08 ou jusqu'à la fermeture d'été de l'établissement pour un déménagement entre le 01/09 et le 31/12.
- **Les enfants de plus de trois ans** dans les cas suivants :
 - Les enfants dont l'état de santé justifie un maintien en structure d'accueil petite enfance, sur justification médicale validée par la Protection Maternelle Infantile.
 - Les enfants scolarisés qui peuvent être accueillis sur des temps extra-scolaires.

Afin d'assurer une égalité de traitement pour l'ensemble des gestionnaires inscrits dans le partenariat, la prestation annuelle de fonctionnement tient compte de la présence des enfants sur la base d'un montant forfaitaire par heure facturée, montant arrêté annuellement après l'adoption du Budget Primitif de la Ville. Cette aide financière est plafonnée à un taux d'occupation en heures facturées de 100 %.

Sous réserve du vote du Budget et des crédits afférents, la prestation annuelle de fonctionnement est projetée à 1,10 € par heure facturée.

Cette aide financière annuelle de fonctionnement pour l'accueil des enfants est évaluée sur la base d'un prévisionnel de présences établi par l'Association et transmis à la Ville avant le 31 juillet de l'année N-1. Ensuite, il pourra être réajusté en fonction du relevé d'heures effectivement facturées, constaté après la clôture de l'exercice.

ARTICLE 7 – LE SOUTIEN AU PROJET STRATEGIQUE ET A L'INITIATIVE ASSOCIATIVE DANS LE CHAMP DE LA PETITE ENFANCE

7.1. Le projet associatif

Le projet associatif et éducatif proposé par l'association vise des objectifs communs à ceux portés par la Ville dans le Projet éducatif Petite Enfance.

□ **1^{er} objectif : Partenariat autour d'un guichet unique**

L'association, à travers la micro-crèche « Babycar » s'engage à s'inscrire sur les paliers suivants :

- Palier 1 Valeurs partagées du service public montpelliérain de la petite enfance (Inscription dans la démarche et création d'une bannière commune / participation aux réunions d'informations aux familles)
- Palier 2 Convergence sur les critères d'admission avec des objectifs de mixité et d'inclusion
- Palier 3 Création d'une liste unique et d'outils informatiques communs

□ **2^{ème} objectif : Développement et enjeux spécifiques**

Les projets associatifs en lien avec les besoins du territoire (lien avec le PEPE et la CTG)

Le BABY CAR est une micro-crèche itinérante agréée par la PMI, subventionnée par la CAF, le Conseil Départemental et la Mairie. Il s'agit d'une structure mobile de type camping-car, se déplaçant par demie journée dans les quartiers de Petit Bard Pergola, Cévennes.

Il s'agit d'un mode d'accueil destiné à de jeunes enfants dont les mères sont en démarche d'insertion. Cette structure itinérante innovante répond aux besoins de proximité géographique et de flexibilité.

Le Baby-Car travaille tout au long de l'année sur quatre axes :

- **L'insertion sociale, professionnelle et culturelle des familles** : en les soutenant dans leur apprentissage de la langue française, en les accompagnant dans l'acquisition des codes sociaux et culturels du pays d'accueil, en étant un tremplin à leur insertion professionnelle ...
- **Proposer un accueil de qualité** : en prenant le temps nécessaire à la séparation, en proposant des activités d'éveil adaptées aux enfants, en étant un premier espace de socialisation, en étant à l'écoute des parents....
- **Accompagner les parents dans leur rôle d'éducateur** : en les écoutant et les accompagnant quotidiennement dans leurs difficultés éducatives mais aussi en partageant avec eux le plaisir de voir leur enfant grandir.
- **Travailler en lien avec nos différents partenaires** : développer et entretenir ces liens afin de favoriser l'insertion sociale et/ou professionnelle des parents, et l'insertion sociale et scolaire des enfants. Permettre au Baby-Car d'être un acteur de terrain actif, connu et reconnu sur son territoire.

Les engagements dans le champ de la qualité

- L'organisation

Au quotidien, l'équipe a pour volonté d'être au plus près des besoins de l'enfant et de favoriser son autonomie ainsi que sa construction individuelle. Pour cela, nous mettons en place tout au long de la journée un libre accès aux pôles de jeux (symboliques, construction, motricité globale, motricité fine ...). De cette manière, les enfants peuvent aller vers l'activité dont ils ont besoin au moment précis où ils en ont besoin.

Toujours dans une volonté d'être au plus près des besoins de l'enfant, l'équipe ponctue les demi-journées à la crèche par des temps ritualisés. Cela permet à l'enfant d'anticiper le déroulement de la demie journée, ce qui le sécurise et le rassure (temps de l'accueil, des comptines, de jeux libres, d'activité sur table, d'éveil, de psychomotricité, de sieste, du goûter...).

Nous demandons à chaque famille d'emmener un fruit lors de leur venue afin de proposer un goûter partagé. Cela permet à chaque enfant de tenir jusqu'au repas de midi ou du soir sans avoir faim mais c'est aussi une occasion de leur proposer une alimentation au plus près de leur besoin. Cette demande aux familles permet à l'équipe d'être dans une démarche de prévention de l'équilibre alimentaire des jeunes enfants.

- Les activités

L'équipe favorise l'utilisation de matériaux de récupération et de produits naturels pour créer ses outils pédagogiques (ex : récupération de bouchons, rouleaux, boîtes pour les activités de transvasement, fabrication de pâte à modeler, patouille ...). Petit à petit l'équipe a acquis du matériel pédagogique dans des ressourceries et grâce à de la récupération.

Pour chaque demie journée, l'équipe suit la même logique dans le choix du matériel pédagogique et dans l'aménagement de l'espace. Dans la pièce de vie des « espaces » de jeux sont créés à l'aide du mobilier ; un « espace » jeux de construction, un « espace » jeux symboliques, un « espace » jeux de motricité fine sur table, un « espace » bébés, un « espace livres » ... Ces espaces restent à la disposition des enfants le temps de leur accueil, mais d'autres « espaces » leur sont proposés par la suite : un « espace de motricité » et un « espace » d'atelier plus dirigés (ex : pâte à modeler, sable magique, peinture, dessin ...).

Afin de favoriser l'accès à la culture et à la langue française, nous proposons quotidiennement des temps de comptines et de chansons mais aussi des temps de lecture d'histoires. Petit à petit, nous remplissons la bibliothèque du Baby-Car par l'achat de livres d'occasions achetés en ressourcerie ou obtenus par dons. De plus, l'équipe propose régulièrement des Kamishibais afin de faire découvrir aux enfants le livre sous une autre forme et ainsi raviver leur intérêt.

Les actions mutualisées et les coopérations territoriales

- Relation avec les associations d'alphabétisation

Le Baby-Car travaille en lien étroit avec les différentes associations et réseaux d'alphabétisation. Les échanges sont particulièrement nombreux lors des périodes de préinscriptions et d'inscriptions mais une veille est faite tout au long de l'année afin de s'assurer de l'assiduité des familles aux cours de français. Ces échanges sont très utiles afin de prévenir le décrochage de certaines mères durant l'année.

Pour le réseau OEPRE et l'association RAIPONCE lors des inscriptions aux cours de français en septembre, la référente technique du Baby-Car est présente afin de recueillir les demandes d'inscription à la crèche.

- **Relation avec les Maison Pour Tous (MPT)**

Deux des trois lieux d'accueil du Baby-Car se trouvant dans des MPT, le quotidien du Baby-Car est indissociable de celui des MPT. Des échanges ont lieu à chaque venue avec différents membres des équipes des MPT afin de gérer les questions pratiques du partage des locaux.

La micro-crèche est régulièrement sollicitée par la MPT F. Guillaume afin de participer aux événements centrés sur la petite enfance, ce que l'équipe du Baby-Car accepte volontiers.

- **Liens interservices de l'association Mas des Moulins**

Nous accueillons régulièrement plusieurs enfants dont la famille était aussi accompagnée par un autre service de l'association Mas des Moulins. Des temps d'échanges ont eu lieu entre les éducateurs de la crèche et du service concerné afin de faciliter l'accueil de ces enfants.

Le **Service d'Accompagnement de la Relation Entre le Parent et le Jeune Enfant (ARPEJE)** du quartier Pergola/Petit Bard est venu s'installer dans les locaux de la crèche. Ce partage de lieu permet une plus grande collaboration entre les deux services et facilite les échanges entre professionnelles.

Lors d'événements sur le quartier Pergola / Petit Bard (Festi'petit et le Rendez-vous des tout petits) les éducatrices d'ARPEJE et de la crèche ont coanimé des ateliers parents-enfants.

- **Liens avec les acteurs médico-sociaux**

La référente technique est régulièrement en contact avec le service MPEA (Médecine Psychologique pour Enfants et Adolescents) de St Eloi au sujet d'enfants dont les fratries étaient suivies par ce service.

L'équipe est aussi en contact avec le **CAMSP (Centre d'Action Médico-Sociale Précoce) au sujet d'une enfant atteinte de trisomie 21 et accueillie à la crèche.**

D'une manière générale, le lien entre les acteurs médico-sociaux qui accompagnent les familles accueillies à la crèche et le Baby-car, permet à chacun d'avoir une vision plus globale de l'enfant et/ou de sa famille. A plusieurs reprises, la référente technique a pu rassurer les services par ces observations des enfants tout comme les informations obtenues par ces services ont permis aux professionnelles de mieux appréhender une famille ou un trouble du développement.

Tout au long de l'année la crèche s'investit dans les événements des quartiers accès sur la petite enfance. **Elle a été présente au Comité Petite Enfance (CPE) des quartiers Pergola/Petit Bard et des Cévennes.**

- **Immersion en classe de moins de trois ans**

La micro-crèche est toujours en lien avec les classes « dispositif de moins de trois ans » (anciennes classes passerelles), et a commencé l'immersion dans ces classes avec un groupe d'enfant au printemps 2023. Le Baby-Car s'est rendu sur les trois écoles des quartiers qui ont des classes pour les enfants de moins de trois ans. Au total dix-sept enfants profitent cette année de cette immersion.

Du point de vue des familles, ce partenariat a pour but d'offrir aux enfants **une acclimatation à l'école avant leur entrée en petite section ou en classe de moins de trois ans.** Venir à plusieurs reprises dans leur future école leur permet de découvrir les lieux et d'avoir une idée de ce qu'ils vont y vivre. Du point de vue de l'école, la venue du Baby-Car permet au professeur des écoles de la classe de moins de trois ans de rencontrer et de discuter des enfants. Les informations obtenues permettent par la suite d'anticiper la constitution des groupes classes. **Enfin du point de vue de la crèche ces rencontres permettent de tisser du lien avec les écoles mais aussi d'être vue et reconnue par ses partenaires de quartier. La référente technique de la crèche est d'ailleurs conviée aux comités de pilotage des classes « dispositif de moins de trois ans » dans lesquels la liste des enfants pour l'année suivante est décidée.**

- **Médiathèque**

La crèche a été accueillie à six reprises entre les mois de janvier et février à la médiathèque W. Shakespeare pour des temps de découverte des livres.

- **Actions communes**

Chaque année le Baby-Car participe à l'événement « le Chemin des petits » coordonné par la MPT F. Villon et auquel participe un grand nombre d'acteurs du quartier Pergola/Petit Bard.

L'association « Chant dessus dessous » est intervenue à six reprises sur la crèche en mars et avril puis à neuf reprises en octobre et novembre. Cette année chaque groupe d'enfants a pu profiter de séances (seuls les groupes d'Alco et Villon avaient pu en bénéficier en 2022). Les familles ont été invitées à participer à ces temps de manière à ce qu'elles puissent se saisir des outils apportés par l'intervenante autour de l'émergence du langage à travers les sons et travailler autour du lien entre son et mouvement.

A partir du mois de septembre le Baby-Car a participé à la mise en place et à l'animation des « **Rendez-vous des tout petits** ». Cet atelier, né à l'initiative de l'association Chant Dessus Dessous, propose aux familles des quartiers Pergola/Petit Bard un atelier parent-enfant hebdomadaire.

Le soutien à la parentalité, démarches de prévention/santé

- **Accueil des familles**

Le début d'année scolaire commence par des rencontres entre les accueillantes, les mères et les enfants. L'équipe prend le temps de retrouver les anciens et de faire connaissance avec les nouveaux. La référente technique a rencontré chaque famille afin de constituer le dossier d'inscription mais aussi de faire plus ample connaissance. Ce temps d'inscription permet d'informer les familles sur le fonctionnement de la micro-crèche et **de mettre l'accent sur l'importance de s'engager dans les cours d'alphabétisation comme sur le besoin de régularité de l'enfant dans ses venues à la micro-crèche.**

Chaque accueillante est référente de trois ou quatre enfants sur chaque lieu. Les adaptations commencent au début du mois de septembre et sont organisées de façon échelonnée afin que l'enfant intègre la micro-crèche en douceur. Chaque adaptation est ajustée en fonction du vécu de la famille afin de respecter la temporalité de chacun (mère et enfant).

Les accueillantes accomplissent un accueil de qualité, elles prennent du temps avec chaque mère, à l'arrivée et au départ, pour échanger autour de l'enfant et de la vie en général. Petit à petit les mères investissent les relations avec les professionnelles. L'équipe montre une réelle volonté de créer un lien de confiance. Globalement durant l'année 2023, les relations avec les familles ont été très cordiales, voire chaleureuses.

Parallèlement, un grand travail est fait par les professionnelles afin d'expliquer aux mères l'importance de la verbalisation à l'enfant et notamment l'importance de dire au revoir. Les mères sont invitées à consacrer du temps à leur enfant avant leur départ, il leur est proposé de l'installer à une activité, de partager un moment de jeu ou encore de regarder un livre avec lui avant la séparation. L'équipe insiste aussi sur la nécessité pour l'enfant que les mères parlent de la venue à la crèche en amont afin que l'enfant puisse l'anticiper.

Habituellement ce sont les adaptations des enfants accueillis quatre fois par semaine qui sont significativement plus faciles et rapides. La régularité et la fréquence des accueils étant des facteurs qui favorisent la séparation et l'adaptation. Pour la rentrée scolaire 2023, cette différence n'a pas été particulièrement marquée, nous avons néanmoins constaté certaines particularités dans le déroulement des adaptations. Tout d'abord la réorganisation interne à l'association AVEC qui a entraîné des inscriptions « au compte-goutte » à la crèche (groupe d'enfant de Fanfonne

Guillierme) a permis de fluidifier les adaptations et ainsi de les faciliter. Seuls les enfants en réinscriptions sont arrivés dès l'ouverture de la crèche en septembre et par la suite les autres enfants sont arrivés petit à petit et dans un climat serein. Ensuite le réseau OEPRE n'a pas pu commencer les cours de français avant la toute fin du mois de novembre ce qui a permis aux mères de ne pas être pressées par le temps lors des adaptations de leur enfants (groupe d'enfants d'Alco). Cet élément a permis aux familles comme aux professionnelles d'être plus sereines et de faire durer d'autant plus les adaptations des enfants qui en avaient besoin. Enfin, sur le groupe d'enfants de Villon en lien avec l'association RAIPONCE, nous avons constaté que les adaptations se sont bien mieux déroulées par rapport à septembre 2022. En cause le nombre de réinscriptions (six sur 10), le fait qu'il n'y ait pas d'arrêt de contrat entre les mois de septembre et d'octobre et un plus grand respect des horaires d'adaptation par le parent accompagnant.

- Accompagnement à la parentalité

L'équipe est soucieuse de prendre en compte la culture familiale de chaque famille et d'avoir des échanges individuels avec chacune. Elle leur consacre du temps individuellement et essaye d'avoir un regard global sur la situation de chacune d'entre elle. Une grande écoute est portée quotidiennement au vécu des mères et cela au-delà de leur quotidien avec leur enfant. La référente technique est amenée à orienter les familles dans leurs démarches administratives, sociales ou médicales. Lorsque l'équipe pointe une difficulté elle ne se contente pas d'en parler avec la famille, elle tente également de l'orienter vers le bon interlocuteur (PMI, pédiatre, assistante sociale etc.) ou le bon lieu pour être accompagnée (Lieux d'accueil enfants-parents, atelier parent-enfant, service d'accompagnement éducatif etc.)

Nous avons constaté une grande difficulté des familles lorsqu'un enfant de la fratrie a des problèmes médicaux. Dans la grande majorité des cas, les pères travaillent et les mères se sont retrouvées à gérer les rendez-vous médicaux avec l'enfant en bas âge.

Au vu de la récurrence de ces besoins, nous proposons de renforcer et de développer ces actions à raison de temps disponible d'une EJE à raison de 2h par semaine d'ouverture.

En 2023, nous avons accepté pour 6 mois une inscription d'enfants dont la mère ne pouvait suivre les cours de français qu'une fois dans la semaine, l'autre créneau étant consacré à la séance d'orthophonie d'un(e) aîné(e). Par ailleurs les rendez-vous ponctuels ont fréquemment entraîné une absence de la mère au cours de français mais aussi parfois l'absence de l'enfant à la crèche.

Au mois de septembre la même décision a été prise pour une famille dont un des enfants était hospitalisé pour une longue durée.

D'une manière générale les mères accueillies au Baby-Car semblent repérer la crèche comme un lieu ressource. Elles parviennent à exprimer leurs difficultés, elles se sentent suffisamment en sécurité pour emmener leur enfant à la crèche alors qu'elles ne peuvent pas aller aux cours, et suffisamment en confiance avec l'équipe pour l'exprimer et l'expliquer.

Au-delà de l'accompagnement que l'équipe de la crèche offre aux familles, **nous constatons que le dispositif Baby-Car/Alphabétisation dans sa globalité, permet un accompagnement dans une insertion sociale de ces familles.** Non seulement les associations partenaires font un grand travail dans ce domaine mais nous observons, particulièrement avec le groupe d'enfants accueillis quatre fois par semaine, que des liens se créent entre les mères. Il semble y avoir de l'entraide au niveau des enfants (éducation, école, crèche...), de la langue (aide à la compréhension), mais aussi au niveau administratif et dans la gestion du quotidien (covoiturage par exemple).

- Actions spécifiques avec les familles

Tout au long de l'année, avant chaque période de vacances scolaires, le Baby-Car propose aux familles un « goûté-chanté ». Ce temps permet de faire découvrir aux familles les chansons que l'équipe chante au quotidien avec leur enfant mais aussi de faire « un échange culturel » à travers

des chants et de la nourriture. En fin d'année le goûter est accompagné d'un spectacle, préparé par l'équipe et à destination des familles.

La crèche a pu accueillir cette année encore l'association Chant Dessus Dessous. L'intervenante, qui travaille autour de l'émergence du langage à travers les sons, la musique et le corps, a proposé trois séances par groupe d'enfant dont la dernière avec les familles. En accord avec les organismes d'alphabétisation les mères ont donc pu participer à cette action.

Vu l'intérêt des familles pour ce « goûté-chanté », et vu les problématiques de santé et de nutrition que nous pouvons rencontrer auprès des enfants et des familles, nous proposons de mettre en place 3 autres goûter dans l'année, en présence d'une Infirmière de puériculture afin de mener des actions de sensibilisation et de prévention santé.

Par ailleurs, nous observons que de plus en plus d'enfants accueillis à la micro-crèche ont des réactions sensorielles exacerbées et un manque de stimulation important (en partie due à la présence des écrans dans la relation mère-enfant). Nous proposons donc de mettre en place une démarche d'accompagnement, un état d'esprit, un positionnement d'écoute et d'observation, basé sur des propositions de stimulation et d'exploration sensorielles, privilégiant la notion de « prendre soin », à travers ***la création d'un espace sensoriel itinérant de type Snoezelen.***

L'objectif est de proposer régulièrement des moments relationnels privilégiés entre l'accompagné et l'accompagnant. Motivé par les diverses émotions, car elles sont la source des passages à l'action. Elles provoquent des réactions physiologiques et, constituent un système de protection sophistiqué contre les dangers. En passant par la stimulation des cinq sens, mais aussi des sens autres (*vestibulaire, intéroceptif, proprioceptif...*).

L'accompagnant débute la séance par les sens privilégiés chez l'accompagné. L'accompagnant est conscient des enjeux de régulation tensionnels, émotionnels, et des effets de la démarche. A savoir, créer des ancrages sensoriels positifs pour engendrer du bien-être. Pour cela il s'agit d'offrir un espace spécifique fixe, inclus dans l'institution, et un matériel adapté.

Moyens nécessaires à ces 3 actions nouvelles :

- Soutien à la parentalité : accompagnement par une EJE à raison de 2h/semaine
- Prévention santé : Café/goûter parents avec temps IDE prévention santé : 3 ateliers par an de 3h temps en présence d'un/e IDE et d'un/e EJE
- Prévention santé, création d'un espace sensoriel de type Snoezelen : Coût : 1000€ de fourniture + 68 heures EJE (2h par semaine sur 34 semaines d'ouverture)

Total moyens supplémentaires :

- IDE : 9h / an soit 234 €
- EJE : 315h / an soit 8 014 €
- Fournitures : 1 000 €
- Total : 9 248 €

Les initiatives en lien avec le festival de l'éveil, la candidature CEC 28 et la Ville à hauteur d'enfant

Participe aux réunions de préparation du festival de l'éveil et nous accueillons chaque année une compagnie sur le Village du Père Soulas.






Par ailleurs, nous avons mis en place un éveil musical dédié à la petite enfance qui se déroule tous les 15 jours

Les projets à enjeux spécifiques : Le Baby Car

Le BABY CAR est une micro-crèche itinérante agréée par la PMI, subventionnée par la CAF, le Conseil Départemental et la Mairie. Il s'agit d'une structure mobile de type camping-car, se déplaçant par demie journée dans les quartiers de Petit Bard Pergola, Cévennes.

Il s'agit d'un mode d'accueil destiné à de jeunes enfants dont les mères sont en démarche d'insertion. Cette structure itinérante innovante répond aux besoins de proximité géographique et de flexibilité.

Le camping-car « boîte à outils », regroupe les infrastructures nécessaires à l'accueil des jeunes enfants.

-  Point hygiène
-  Dortoir
-  Biberonnerie
-  Mobilier
-  Matériel d'animation

Le Baby Car dispose d'un aménagement sanitaire ainsi que de couchages adaptés aux tout-petits. Les quartiers mettent à la disposition du Baby Car une salle permettant d'aménager un lieu ludique et sécurisant pour les tout-petits, propice aux jeux et activités.

Le Baby Car accueille les enfants âgés de 3 mois à 4 ans. Il a une capacité d'accueil de 10 enfants simultanément.

Le Baby Car est un lieu d'échange et de socialisation où une équipe professionnelle de la petite enfance est attentive et offre une réponse adaptée à chaque famille.

Elle est composée de quatre personnes :

- Une éducatrice de jeunes enfants, garante du projet pédagogique du Baby Car (référente technique)
- Trois accueillantes ayant soit l'agrément d'assistante maternelle soit titulaire d'un CAP Petite Enfance

Leurs missions sont d'accueillir, de favoriser l'éveil et l'épanouissement du jeune enfant, tout en lui permettant de se construire dans son environnement familial, social, culturel et d'exercer à son rythme ses potentialités physiques, psychomotrices, intellectuelles, affectives et sociales, en privilégiant des liens étroits avec chaque parent.

La Baby Car répond à deux types de missions complémentaires :

□ **Les besoins des mères qui ont entrepris des démarches d'insertion professionnelle, d'alphabétisation, d'intégration dans différents dispositifs de droits communs**

C'est la condition particulière des mères qui détermine l'accès de l'enfant au Baby Car. L'accueil de l'enfant répond à un besoin de la part de la mère, engagée dans une démarche d'insertion. Celle-ci doit pouvoir trouver dans l'offre que propose le Baby Car un moyen fiable d'accueil, lui permettant de se libérer en confiance et à moindre coût durant quelques heures dans la journée. La structure itinérante implique la notion de proximité. L'enfant reste dans un périmètre suffisamment proche, évitant les difficultés de transports et des pertes de temps importantes. La question du lien et de la confiance est au cœur de la relation qui va s'établir entre la mère et l'équipe. L'installation du Baby Car dans le quartier, dans un lieu connu et reconnu est un facteur déterminant pour inciter les mères à se recentrer sur leurs propres activités sans pour autant culpabiliser ou affronter des contraintes à leurs yeux insurmontables.

□ Les besoins spécifiques de l'enfant non scolarisé

L'équipe éducative s'applique à répondre aux besoins des enfants selon deux axes :

De façon individuelle :

- En respectant la personnalité et le rythme de vie de l'enfant.
- En assurant la sécurité psychologique et physique de l'enfant.
- En éduquant l'enfant afin de développer son autonomie.
- En sensibilisant l'enfant aux expériences motrices, sensorielles et créatrices.
- En habituant l'enfant à la vie en groupe et à ces règles, en favorisant les échanges entre enfants et l'apprentissage du respect de l'autre.

En observant :

- Dépister par l'observation les éventuelles difficultés, troubles, retards de l'enfant pour en éviter l'installation.
- Trouver avec les parents, les professionnels de la petite enfance et les travailleurs sociaux, des solutions ou des orientations pour apporter un mieux-être à l'enfant.

7.2. Le soutien financier de la Ville

Au regard de l'intérêt qu'elle porte à ces projets et à leur mise en œuvre pour les petits Montpelliérains, la Ville s'engage à soutenir financièrement l'association par une aide complémentaire au fonctionnement général qui sera adopté par le conseil municipal au titre de chacune des années budgétaires concernées et qui fera l'objet d'une notification à l'association.

Pour l'année 2024, le montant global du soutien financier de la Ville pour l'ensemble des projets de l'association dans le champ de la petite enfance s'établit à 13 000 €

Sous réserve du vote des crédits afférents dans le cadre de l'adoption du Budget Primitif, et sous réserve de mise en œuvre effective des projets et d'évolution des orientations arrêtées sur lesquels elles s'entendent, la Ville et l'association établissent une projection pluriannuelle et prévisionnelle du soutien financier inscrite en annexe 2 à la présente convention.

ARTICLE 8 – LE SUIVI ADMINISTRATIF ET COMPTABLE DE L'ASSOCIATION

Le versement de la participation financière accordée par la Ville (pour l'accueil des petits montpelliérains et le soutien au projet éducatif tel que défini dans les articles 6 et 7) est conditionné à la transmission par l'Association des documents suivants :

8.1. Au démarrage du partenariat

A la date de la signature de la convention (et pendant la durée de la convention en cas de changement), l'association transmet l'ensemble des documents suivants :

- Statuts à jours,
- Composition à jour du bureau de l'association et procès-verbal électif,
- Composition à jour du Conseil d'administration et procès-verbal électif,
- Organigramme de la structure faisant apparaître le nom la fonction occupée et le statut (bénévole ou salarié) de chaque personne mentionnée dont le directeur de l'association,

- Nombre de salariés (nombre en équivalent temps plein et nombre de personnes physiques) et de bénévoles œuvrant au sein de l'association,
- Derniers comptes arrêtés détaillés, ainsi que les rapports du commissaire aux comptes (le cas échéant), et le dernier rapport d'audit portant sur le contrôle interne (organisation et procédures au sein de l'association)
- Les budgets prévisionnels de l'association.

8.2. Annuellement, pour le versement de la prestation annuelle variable pour l'accueil des petits montpelliérains prévue à l'article 6

- Transmission d'un relevé des heures facturées et des heures réelles des enfants accueillis, comportant la date de naissance de l'enfant ainsi que l'identité et l'adresse des parents, sur la base du modèle communiqué par la Ville :
 - Avant le 31 juillet pour le 1^{er} semestre de l'année N ;
 - Avant le 31 janvier de l'année N+1 pour l'année N.
 Les enfants bénéficiant d'une dérogation devront être signalés en indiquant le motif comme définis à l'article 6.
- Transmission d'une attestation, signée, datée et tamponnée par le président ou le responsable d'établissement :
 - Avant le 31 juillet avec le nombre prévisionnel d'heures facturées pour l'exercice suivant, sur la base du modèle communiqué par la Ville ;
 - Avant le 31 janvier avec le nombre d'heures facturées consolidées de l'année écoulée, ce nombre devant prendre en compte les critères définis à l'article 6.

8.3. Annuellement pour le versement de la prestation annuelle complémentaire contribuant à la mise en œuvre du projet éducatif

- Demande annuelle de soutien financier au titre du projet éducatif sur la base d'un dossier communiqué par la Ville

8.4 Informations comptables annuelles

Dans les 6 mois de la dernière clôture comptable N, l'association transmet ses comptes annuels détaillés établis par l'expert-comptable (bilan, compte de résultat et annexes), ainsi que le rapport général et spécial du Commissaire aux comptes le cas échéant.

En mars de l'année N+1 elle communique la copie de la déclaration des données réelles de l'exercice précédent établi pour la Caf.

ARTICLE 9 – MODALITES DE PAIEMENT DE L'AIDE FINANCIERE LIEE A L'ACTIVITE

Le paiement de la prestation s'effectuera en 2 versements :

- 1- Un premier versement égal à :
 - 80% du montant total de l'aide liée à l'accueil des petits montpelliérains, plus ou moins le solde de l'année N-1 constaté après la clôture de l'exercice. Sous réserve de transmission des documents nécessaires par l'association, ce versement sera effectué au cours du 1^{er} trimestre de l'année).
 - 50% de l'aide financière complémentaire lié à la mise en œuvre du projet éducatif, sous réserve que la rencontre association-Ville prévue à l'article 11 ait eu lieu et que le montant de l'aide financière ait été votée par le conseil municipal.

2- Un deuxième versement égal à :

- 20% du montant total de l'aide liée à l'accueil des petits montpelliérains
- 50% de l'aide financière complémentaire lié à la mise en œuvre du projet éducatif.

ARTICLE 10 – MODALITES D'INFORMATION ET DE CONTROLE

10.1. Droit de contrôle sur pièces et ou sur place

En plus des pièces listées à l'article 8, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de prestations allouées. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

10.2. Respect de la réglementation sur la protection des données

La Ville de Montpellier s'engage à une application stricte des dispositions relatives à la protection des données personnelles qui lui seront transmises dans le cadre de ce contrôle, notamment en limitant leur accès aux seules personnes directement en charge du contrôle, en veillant à la sécurisation de leur conservation et en ne les conservant que pour la durée de validité dudit contrôle.

10.3. Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (modification d'agrément, changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

10.4. Assurer une communication des partenariats

L'association doit mentionner les aides apportées par la Ville et la CAF dans toutes les interventions, déclarations publiques, communiqués, articles d'information ou brochures concernant l'équipement. L'information sur le concours financier de la Ville et de la CAF doit être également affichée dans le hall d'accueil des parents.

TITRE 3 – LE SUIVI DU PARTENARIAT

ARTICLE 11 – INSTANCES DE SUIVI DE LA CONVENTION

Afin d'assurer le suivi régulier de cette convention et de veiller à la qualité du partenariat, la Ville et l'association s'accordent sur la mise en œuvre de rencontres régulières associant le.la président.e et le.la directeur.trice de l'association et des professionnels du pôle petite enfance de la Ville.

Une fois par an à minima, cette instance se réunira pour effectuer un bilan partagé de la mise en œuvre du projet éducatif. Ce dialogue de gestion annuel sera organisé au cours du troisième trimestre.

ARTICLE 12 – GOUVERNANCE PARTICIPATIVE DE LA POLITIQUE PUBLIQUE

La Ville, dans sa volonté de refonder la gouvernance participative de la politique publique de la petite enfance, s'engage dans la mise en place d'un comité de pilotage de la petite enfance, présidé par le Maire ou le cas échéant l'adjointe en charge de la Petite Enfance.

Ce comité de pilotage intitulé « instance locale de concertation » associe les acteurs intervenant dans le SMPE parmi lesquels la CAF, la PMI et les acteurs associatifs qui interviennent dans la mise en œuvre de cette politique ambitieuse pour les petits montpelliérains.

Réuni deux fois par an, ce comité de pilotage veille notamment à la mise en œuvre du Projet Educatif de la Petite Enfance et au suivi des objectifs de la CTG et du Schéma départemental des services aux familles. Il permet de décliner à l'échelle de la Ville de Montpellier, l'organisation du CDSF ;

ARTICLE 13 – DUREE

La présente convention est conclue du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2026. Elle abroge les conventions de partenariat précédemment conclues le 9 mars 2023 entre les deux cosignataires.

Afin d'assurer la continuité du financement des actions, cette convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens pourra produire des effets jusqu'au 31 décembre 2027 en ce qui le soutien à l'accueil des enfants montpelliérains comme prévu à l'article 6.

Cette option est néanmoins conditionnée à un accord express des deux signataires et jusqu'à la conclusion d'une nouvelle contractualisation avec la CAF venant se substituer à la CTG.

ARTICLE 14 - RESILIATION

En cas de non-respect par l'Association de ses engagements contractuels, ainsi qu'en cas de faute grave de sa part, et sous réserve de l'accord de la CAF, la Ville pourra résilier de plein droit la présente convention, à l'expiration d'un délai de 3 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation dans les conditions présentées implique la restitution des prestations versées par la Ville.

La résiliation de cette convention d'un commun accord des parties peut intervenir pendant toute la durée de la convention en cas de modification de l'offre d'accueil.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Le Maire de la Ville de Montpellier,

Le Président de l'Association,

Michaël DELAFOSSE

ANNEXE 1 : Charte nationale d'accueil du jeune enfant (arrêté du 23 septembre 2021)

DIX GRANDS PRINCIPES POUR GRANDIR EN TOUTE CONFIANCE

1. Pour grandir sereinement, j'ai besoin que l'on m'accueille quelle que soit ma situation ou celle de ma famille.
2. J'avance à mon propre rythme et je développe toutes mes facultés en même temps : pour moi, tout est langage, corps, jeu, expérience. J'ai besoin que l'on me parle, de temps et d'espace pour jouer librement et pour exercer mes multiples capacités.
3. Je suis sensible à mon entourage proche et au monde qui s'offre à moi. Je me sens bien accueilli quand ma famille est bien accueillie, car mes parents constituent mon point d'origine et mon port d'attache.
4. Pour me sentir bien et avoir confiance en moi, j'ai besoin de professionnels qui encouragent avec bienveillance mon désir d'apprendre, de me socialiser et de découvrir.
5. Je développe ma créativité et j'éveille mes sens grâce aux expériences artistiques et culturelles. Je m'ouvre au monde par la richesse des échanges interculturels.
6. Le contact réel avec la nature est essentiel à mon développement.
7. Fille ou garçon, j'ai besoin que l'on me valorise pour mes qualités personnelles, en dehors de tout stéréotype. Il en va de même pour les professionnels qui m'accompagnent. C'est aussi grâce à ces femmes et à ces hommes que je construis mon identité.
8. J'ai besoin d'évoluer dans un environnement beau, sain et propice à mon éveil.
9. Pour que je sois bien traité, il est nécessaire que les adultes qui m'entourent soient bien traités. Travailler auprès des tout-petits nécessite des temps pour réfléchir, se documenter et échanger entre collègues comme avec d'autres intervenants.
10. J'ai besoin que les personnes qui prennent soin de moi soient bien formées et s'intéressent aux spécificités de mon très jeune âge et de ma situation d'enfant qui leur est confié par mon ou mes parents.

ANNEXE 2 : CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi no 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N°1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N°2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N°3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N°4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.

Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.

Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N°5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.

Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N°6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.

Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.

Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N°7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

ANNEXE 3 : Indicateurs d'évaluation

L'association s'engage à mettre en œuvre les projets suivants, pouvant comporter des obligations de service public, tels que spécifiés dans l'article 7

Actions (article 7)	Obligations de service public	Date de démarrage	Indicateurs associés	Valeurs cibles		
				2024	2025	2026
Qualité	Accueil des enfants	2024	Taux d'occupation	1	1	1
Actions mutualisées et coopération	Relations associations alphabétisation	2024	Taux participation aux cours d'alphabétisation	1	1	1
	Relations partenaires	2024	Participation au COFIL	1	1	1
	Actions communes	2024	Participation aux événements et réseaux	1	1	1
Soutien à la parentalité	Accueil des familles	2024	Taux participation aux cours d'alphabétisation	1	1	1
	Accompagnement à la parentalité	2025	Nombre d'entretien parents / EJE		1	1
	Prévention santé	2025	Nombre de parents participants aux ateliers santé		1	1
Soutien à la parentalité	Espace sensoriel	2025	Nombre d'ateliers dans l'année		0,5	1
	Espace sensoriel	2025	Nombre d'enfants ayant bénéficié de ces ateliers		0,5	1

ANNEXE 4: LES BUDGETS PREVISIONNELS DE CHACUN DES EAJE

Etablissement MAS DES MOULINS BABY CAR / Année 2024

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	7 300	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	40 300
Prestations de services			
Achats matières et fournitures	7 300	74- Subventions d'exploitation	102 001
Autres fournitures		État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs	16 350	-	
Locations	3 750	-	
Entretien et réparation	9 000	Région(s) :	
Assurance	3 600	-	
Documentation		Département(s) : Hérault	17 000
		-	
62 - Autres services extérieurs	18 951	Intercommunalité(s) : EPCI ¹	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	900	-	
Publicité, publication		Commune(s) : Montpellier	8 501
Déplacements, missions			13 000
Services bancaires, autres	18 051		
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes	2 800	- CAF	63 500
Impôts et taxes sur rémunération,	2 800	Fonds européens	
Autres impôts et taxes		-	
64- Charges de personnel	96 900	L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	
Rémunération des personnels	69 200	Autres établissements publics	
Charges sociales	27 700		
Autres charges de personnel		75 - Autres produits de gestion courante	
65- Autres charges de gestion courante		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
		Aides privées	
66- Charges financières		76 - Produits financiers	
67- Charges exceptionnelles		77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	142 301	TOTAL DES PRODUITS	142 301
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ²			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			

864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL		TOTAL	
L'aide financière de la Ville d'un montant de 31 700€ représente 20.78 % du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.			

Etablissement MAS DES MOULINS BABY CAR / Année 2025

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	7 300	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	40 300
Prestations de services			
Achats matières et fournitures	7 300	74- Subventions d'exploitation	103 501
Autres fournitures		État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs	16 350	-	
Locations	3 750	-	
Entretien et réparation	9 000	Région(s) :	
Assurance	3 600	-	
Documentation		Département(s) : Hérault	17 000
		-	
62 - Autres services extérieurs	18 951	Intercommunalité(s) : EPCI ³	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	900	-	
Publicité, publication		Commune(s) : Montpellier	8 501
Déplacements, missions			13 000
Services bancaires, autres	18 051		
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes	2 870	- CAF	65 000
Impôts et taxes sur rémunération,	2 870	Fonds européens	
Autres impôts et taxes		-	
64- Charges de personnel	98 330	L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	
Rémunération des personnels	70 220	Autres établissements publics	
Charges sociales	28 110		
Autres charges de personnel		75 - Autres produits de gestion courante	
65- Autres charges de gestion courante		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
		Aides privées	
66- Charges financières		76 - Produits financiers	
67- Charges exceptionnelles		77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
	143 801		143 801
TOTAL DES CHARGES		TOTAL DES PRODUITS	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES⁴			
86- Emplois des contributions		87 - Contributions	

volontaires en nature		volontaires en nature	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL		TOTAL	
L'aide financière de la Ville d'un montant de 31 700 € représente 20.58 % du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.			

Etablissement MAS DES MOULINS BABY CAR / Année 2026

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	7 600	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	40 300
Prestations de services			
Achats matières et fournitures	7 600	74- Subventions d'exploitation	108 001
Autres fournitures		État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs	16 750	-	
Locations	3 850	-	
Entretien et réparation	9 200	Région(s) :	
Assurance	3 700	-	
Documentation		Département(s) : Hérault	17 000
		-	
62 - Autres services extérieurs	19 101	Intercommunalité(s) : EPCI ⁵	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	1 000	-	
Publicité, publication		Commune(s) : Montpellier	8 501
Déplacements, missions			16 000
Services bancaires, autres	18 101		
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes	2 970	- CAF	66 500
Impôts et taxes sur rémunération,	2 970	Fonds européens	
Autres impôts et taxes		-	
64- Charges de personnel	101 880	L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	
Rémunération des personnels	72 620	Autres établissements publics	
Charges sociales	29 260		
Autres charges de personnel		75 - Autres produits de gestion courante	
65- Autres charges de gestion courante		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
		Aides privées	
66- Charges financières		76 - Produits financiers	
67- Charges exceptionnelles		77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			

TOTAL DES CHARGES	148 301	TOTAL DES PRODUITS	148 301
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES⁶			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL		TOTAL	
L'aide financière de la Ville d'un montant de 34 700 € représente 21.89 % du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.			

ANNEXE 5 : Soutien financier prévisionnel

Afin de soutenir la mise en œuvre par l'association du projet éducatif et d'établissement qui concourt aux orientations du Projet Educatif Petite Enfance de la Ville de Montpellier, la Ville s'engage à soutenir financièrement l'association, sous réserve du vote annuel du Budget Primitif.

Sans que l'association ne puisse faire valoir des droits sur les montants ci-après mentionnés, la Ville et l'association s'entendent sur un soutien financier correspondant à la trajectoire suivante :

Année	Pour l'accueil des petits montpelliérains	Pour la mise en œuvre des projets spécifiques (guichet unique et projets)	Total
2024	EAJE : Baby Car 1,10 x 7 728 = 8 501 €	13 000 €	21 501 €
2025	EAJE: Baby Car 1,10 x 7 728 = 8 501 €	13 000 €	21 501€
2026	EAJE: Baby Car 1,10 x 7 728 = 8 501 €	16 000 €	24 501 €
Total	25 503€	42 000 €	67 503 €

**CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
2024 – 2026**

**INSCRIPTION DANS LE SERVICE MONTPELLIERAIN DE LA PETITE ENFANCE
(SMPE)**

ENTRE :

La Ville de MONTPELLIER, représentée par Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire de MONTPELLIER, habilité à cet effet par délibération du Conseil Municipal en date du 15/10/2024, ci-après désignée « La Ville »,

ET

L'association Crèche Une Souris Verte dont le siège est 625 RUE SAINT PRIEST 34090 MONTPELLIER, représentée par son Président Monsieur Nicolas KRAWCYK agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été confiés par le Conseil d'Administration en date du 23/10/2023, en tant que gestionnaire d'établissement d'accueil du jeune enfant.

ci-après désignée « L'association ».

PREAMBULE :

La Ville de Montpellier est fortement engagée dans le secteur de la Petite Enfance et tout particulièrement dans sa volonté de faire de Montpellier une Ville à hauteur d'enfant et de développer et soutenir une offre d'accueil diversifiée pour les jeunes enfants montpelliérains.

Elle entend ainsi participer activement à la mise en place du Service Public de la Petite Enfance sur son territoire, et jouer pleinement son rôle « d'autorité organisatrice de l'accueil du jeune enfant » défini par la Loi.

Cette ambition passe par la mise en œuvre d'une politique d'accueil du jeune enfant qui doit pouvoir répondre aux impératifs de conciliation entre vie familiale et vie professionnelle et tendre vers le principe d'universalité en assurant à chaque famille l'opportunité de pouvoir trouver une offre d'accueil adaptée pour leur(s) enfant(s) et à lutter contre les inégalités sociales et la pauvreté des enfants.

Acteur majeur de cette politique ambitieuse pour les petits montpelliérains, le tissu associatif représente près de 25% de l'offre montpelliéraine, soit en 2023, plus de 700 places d'accueil régulier ou occasionnel régies par les dispositions du code de la Santé Publique et du décret n°2021-1131 du 30 août 2021.

La Convention territoriale globale (CTG) conclue entre la Ville de Montpellier et la Caf de l'Hérault pour la période 2022-2026 renforce encore ce partenariat, autour des 3 grands axes principaux suivants :

1. **L'accroissement substantiel du nombre de places d'accueil** : + 449 places dont plus de 300 places portées par la Ville et l'inclusion de l'enfant dans la Ville pour faire de Montpellier une Ville à hauteur d'enfant et du petit enfant.

2. **L'égalité d'accès à un mode d'accueil de qualité**, adapté à chaque famille en informant, accompagnant, et facilitant la démarche des familles ; en diversifiant les modalités d'accueil et en valorisant les métiers de la petite enfance.
3. **La promotion de l'égalité des chances dès le plus jeune âge** en tendant vers un droit universel à l'éveil et à la socialisation, en développant une politique de prévention à destination des familles et de soutien à la parentalité et en reconnectant le tout petit à la nature et à son environnement.

Ces axes de développement sont ainsi au cœur du Projet Educatif Petite Enfance élaboré par la Ville avec l'ensemble des acteurs (institutionnels et associatifs) et adopté au Conseil Municipal du 10 Octobre 2023, qui s'inscrivent dans le service montpelliérain de la petite enfance.

Ils fondent également le partenariat que la Ville souhaite consolider avec les gestionnaires associatifs qui poursuivent également des missions d'intérêt général pour répondre aux besoins du territoire et dont le projet associatif librement défini vise à répondre à des obligations de service public. La Ville entend ainsi renforcer son soutien à ces initiatives associatives à travers une contractualisation pluriannuelle visant :

- le soutien et le développement d'une offre d'accueil diversifiée permettant de lutter contre les inégalités, de construire des réponses adaptées aux besoins de toutes les familles montpelliéraines ;
- l'accompagnement qualitatif de la parentalité et une structuration d'un service harmonisé via la mise en place d'un guichet unique.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention définit le partenariat conclu entre la Ville et l'association **Crèche Une Souris Verte** dans le cadre du Service Montpelliérain de la Petite Enfance (SMPE) pour la période couvrant la contractualisation passée entre la CAF et la Ville de Montpellier.

Dans ce cadre, elle vise à préciser les engagements réciproques auxquels s'obligent les cosignataires pour contribuer réciproquement aux objectifs du Projet Educatif de la Petite Enfance.

L'association **Crèche Une Souris Verte** contribue au SMPE en gérant les établissements d'accueil du jeune enfant suivants :

- Crèche Une Souris Verte, situé au 625 RUE SAINT PRIEST 34090 MONTPELLIER

TITRE 1 –OBJECTIFS ET ENGAGEMENTS RECIPROQUES

ARTICLE 2 – LES OBJECTIFS GENERAUX DU PARTENARIAT

2.1. Le soutien à l'accueil des enfants montpelliérains

Soutenir l'activité des Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant par le versement d'une prestation annuelle de fonctionnement pour l'accueil des enfants âgés de moins de trois ans dont les parents sont domiciliés à Montpellier à raison de 1€10 par heure facturée.

2.2 Soutien au projet stratégique et à l'initiative associative dans le champ de la petite enfance :

☐ **1^{er} objectif : Partenariat autour d'un guichet unique**

(Paliers cumulatifs à préciser par l'association dans le cadre de la stratégie associative)

- Palier 1 Valeurs partagées du service public montpelliérain de la petite enfance (Inscription dans la démarche et création d'une bannière commune / participation aux réunions d'informations aux familles)
- Palier 2 Convergence sur les critères d'admission avec des objectifs de mixité et d'inclusion
- Palier 3 Création d'un liste unique et d'outils informatiques communs
- Palier 4 Participation à un commission unique d'attribution des places d'accueil en EAJE

☐ **2^{ème} objectif : Développement et enjeux spécifiques**

- Les projets associatifs en lien avec les besoins du territoire (lien avec le PEPE et la CTG)
- Les engagements dans le champ de la qualité
- Les actions mutualisées et les coopérations territoriales
- Les particularités et difficultés spécifiques de l'association
- Le soutien à la parentalité, démarches de prévention/santé
- Les initiatives en lien avec le festival de l'éveil, la candidature CEC 28 et la Ville à hauteur d'enfant
- Les projets à enjeux spécifiques
- Les projets de développement de l'offre

Sur la base de ces objectifs généraux, la présentation précise du projet associatif est détaillée dans l'article 7.

ARTICLE 3 – LES ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association participe à l'accueil des enfants âgés de 10 semaines jusqu'à 5 ans révolus. Pour ce faire, elle doit être agréée par la Protection Maternelle et Infantile, service du Département de l'Hérault et adhérer au principe de la Prestation de Service Unique dont les nouvelles dispositions figurent dans les circulaires n°2014-009 du 26 mars 2014 et n°2019-005 du 5 juin 2019.

L'association s'engage à garantir un accueil de qualité pour toutes les familles en appliquant les 10 principes de la charte nationale d'accueil du jeune enfant, sise en annexe à la présente convention.

L'association s'engage également à assurer une gestion rigoureuse de l'établissement, dans le respect des dispositions réglementaires applicables et plus particulièrement :

- Se conformer à la législation en vigueur dans le domaine du droit du travail et du droit de la santé publique, en matière d'équipements recevant du public et de mode de garde d'enfants ;
- Souscrire les assurances nécessaires à la couverture des risques en matière de responsabilité civile et de responsabilité professionnelle ;
- Animer la structure par un projet social décrit dans le projet d'établissement tel que défini dans le décret du 30 août 2021 ;
- Maintenir un taux d'encadrement, au minimum, conforme aux dispositions du décret du 30 août 2021 ;
- Maintenir un taux d'occupation des places satisfaisant et reflétant une utilisation optimale du nombre de places agréées par le président du Conseil Départemental ;
- Maintenir les coûts d'exploitation à un niveau équivalent à la moyenne des équipements associatifs de type similaire. Un accompagnement spécifique par la Ville et la CAF pourra être mis en œuvre en cas de dépassement des prix de revient moyens transmis par la CNAF.

Enfin, l'association s'engage :

1. A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;
2. A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;
3. A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.
4. A mettre en œuvre la charte de la laïcité dans les EAJE (CNAF) selon les modalités définies dans le RI de chaque structure et communiquées à la Ville.

ARTICLE 4 – LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE

La Ville s'engage à intégrer l'association dans l'animation et la mise en œuvre du Projet Educatif Petite Enfance.

Elle s'engage également à apporter un soutien financier et logistique à l'association pour la mise en œuvre de son projet d'établissement :

- Attribution d'une aide pour l'accueil des Montpelliérains âgés de moins de trois ans,
- Attribution d'une aide annuelle complémentaire de fonctionnement permettant d'accompagner le projet éducatif développé par l'association,

ARTICLE 5 – LES ASPECTS QUALITATIFS DU PARTENARIAT

Les structures petite enfance associatives et municipales participent pleinement au rayonnement du service montpelliérain de la petite enfance mais également à l'élaboration et à la mise en œuvre du Projet Educatif de Petite Enfance.

Dans ce cadre, la Ville souhaite promouvoir un accueil de qualité pour tous les enfants montpelliérains au sein des structures d'accueil petite enfance et ainsi améliorer la visibilité et l'attractivité de cette offre de service.

Des groupes d'échange de pratiques seront mis en place afin de renforcer le partenariat entre des structures municipales et associatives et faire émerger des projets communs visant notamment à garantir un accueil de qualité pour tous les enfants (accueil inclusif, prévention, santé...), à développer la Ville à Hauteur d'Enfant, à soutenir la parentalité, à renforcer l'accès à la culture

pour tous via l'éveil artistique et culturel, un environnement sain en intégrant la démarche de transition écologique portée par la ville de Montpellier.

De plus, l'association sera invitée à participer aux différentes actions menées par la Ville de Montpellier parmi lesquelles celles inscrites dans Montpellier Capitale Européenne de la Culture.

Le réseau constitué par les associations et la Ville peut également être sollicité lorsque l'un ou l'autre rencontre des difficultés de recrutement, afin de proposer d'éventuelles candidatures.

TITRE 2 – LES MODALITES FINANCIERES DU PARTENARIAT

ARTICLE 6 – LE SOUTIEN DE LA VILLE POUR L'ACCUEIL DES PETITS MONTPELLIERAINS

La Ville attribuera à l'association **une participation annuelle variable** pour l'accueil des **enfants âgés de moins de trois ans** dont les parents sont **domiciliés à Montpellier**. La participation annuelle variable n'est pas versée pour les enfants accueillis sur des places qui font l'objet d'une réservation de berceaux rétribuée.

A titre dérogatoire, la participation annuelle de fonctionnement pour l'accueil de la Ville peut être également versée pour :

- **Les enfants non domiciliés à Montpellier** remplissant les conditions suivantes :
 - L'enfant accueilli souffre d'un handicap compatible avec la vie en collectivité pour lequel la commune de résidence ne propose pas d'accueil adapté ;
 - Les enfants du personnel de la structure ;
 - Les enfants dont les parents sont inscrits au rôle des contributions directes à Montpellier à titre personnel ;
 - Les enfants dont les familles déménagent hors Montpellier en cours de contrat : la participation annuelle de fonctionnement pourra être versée jusqu'au 31 décembre au plus tard pour un déménagement entre le 01/01 et le 31/08 ou jusqu'à la fermeture d'été de l'établissement pour un déménagement entre le 01/09 et le 31/12.
- **Les enfants de plus de trois ans** dans les cas suivants :
 - Les enfants dont l'état de santé justifie un maintien en structure d'accueil petite enfance, sur justification médicale validée par la Protection Maternelle Infantile.
 - Les enfants scolarisés qui peuvent être accueillis sur des temps extra-scolaires.

Afin d'assurer une égalité de traitement pour l'ensemble des gestionnaires inscrits dans le partenariat, la prestation annuelle de fonctionnement tient compte de la présence des enfants sur la base d'un montant forfaitaire par heure facturée, montant arrêté annuellement après l'adoption du Budget Primitif de la Ville. Cette aide financière est plafonnée à un taux d'occupation en heures facturées de 100 %.

Sous réserve du vote du Budget et des crédits afférents, la prestation annuelle de fonctionnement est projetée à 1,10 € par heure facturée.

Cette aide financière annuelle de fonctionnement pour l'accueil des enfants est évaluée sur la base d'un prévisionnel de présences établi par l'Association et transmis à la Ville avant le 31 juillet de l'année N-1. Ensuite, il pourra être réajusté en fonction du relevé d'heures effectivement facturées, constaté après la clôture de l'exercice.

ARTICLE 7 – LE SOUTIEN AU PROJET STRATEGIQUE ET A L'INITIATIVE ASSOCIATIVE DANS LE CHAMP DE LA PETITE ENFANCE

7.1. Le projet associatif

Le projet associatif et éducatif proposé par l'association vise des objectifs communs à ceux portés par la Ville dans le Projet éducatif Petite Enfance.

□ 1^{er} objectif : Partenariat autour d'un guichet unique

Indiquer votre niveau d'engagement par palier et sur la durée du CPOM (cf paliers article 2.2)

L'Association s'engage pleinement sur les paliers 1 et 2, à savoir :

- Palier 1 Valeurs partagées du service public montpelliérain de la petite enfance (Inscription dans la démarche et création d'une bannière commune / participation aux réunions d'informations aux familles)
- Palier 2 Convergence sur les critères d'admission avec des objectifs de mixité et d'inclusion

En outre, l'association adhère aux objectifs des paliers 3 et 4, à savoir :

- Palier 3 Création d'une liste unique et d'outils informatiques communs
- Palier 4 Participation à une commission unique d'attribution des places d'accueil en EAJE

L'Association souhaite d'ailleurs être impliquée dans la construction de ces 2 dispositifs.

□ 2^{ème} objectif : Développement et enjeux spécifiques

Développer tous les enjeux et actions déjà menées et à venir par type d'enjeux : soutien à la parentalité, handicap, mixité sociale...

Soutien à la parentalité :

Cet axe fait partie de l'ADN de l'association. Historiquement ces moments d'échanges sont généralement informels et principalement assurés par les Educatrices de Jeunes Enfants et Auxiliaires de Puériculture.

En compléments, des messages de sensibilisations sont affichés à l'entrée de la crèche. Les emplacements sont changés régulièrement. La dernière campagne sur les Violences Educatives Ordinaires a suscité de nombreuses conversations avec les équipes pédagogiques et entre les parents.

Des moments d'échanges dédiés (type café des parents) n'ont plus été organisés depuis près de 2 années. Nous pensons réorganiser des événements de ce type ; 3 dates – à ajuster en fonction de l'intérêt des parents.

Poursuivre notre politique de développement de compétences professionnelles :

En accueillant des stagiaires dans les meilleures conditions

En encourageant la montée en compétences du personnel (Plusieurs projets passés et en cours de VAE par exemples)

Nous avons récemment adhéré à Elisfa pour bénéficier d'un support pour la Directrice. Cette dernière est encouragée à participer à un maximum d'événement organisés par l'association Collectif 34 et par Familles Rurales.

Historiquement, l'association a toujours recouru à des emplois aidés (maximum 2 contrats simultanés) en raison des avantages économiques mais au moins autant pour des motivations sociales. Les derniers profils recrutés ont été très instables et difficiles à gérer. D'autres difficultés liées aux ressources humaines nous ont amené à recruter des profils plus stables.

Nous souhaitons aujourd'hui développer l'alternance et l'apprentissage en plus de l'accueil régulier de stagiaires.

Développer notre ambition alimentaire :

Historiquement l'Association a fait le choix d'élaborer les repas sur site. Cette configuration n'est pas sans contrainte, mais offre de la souplesse dans le choix des menus et des approvisionnements. Nous développons au maximum les produits frais de saison, dans la limite des recommandations alimentaires pour les très jeunes enfants, notamment pendant les périodes de diversification. Nous avons démarré une réflexion pour développer l'approvisionnement plus local. Les produits bio sont privilégiés depuis plusieurs années.

La directrice qui avait assuré l'intérim sur le premier semestre 2023 avait entamé une reconversion professionnelle pour devenir nutritionniste. Elle a donc été attentive concernant l'alimentation, et avait entre autres engagé une démarche pour baisser la consommation de sucre (révision des menus, changements de produits, alternatives au sucre dans les recettes « fait maison »). Cette démarche a été reprise depuis quelques mois avec l'implication de la cuisinière.

Inclusion et accueil de tous les publics :

Peut-être du fait de son implantation géographique, la crèche Une Souris Verte a toujours été un espace de mixité. Que ce soit au niveau de l'équipe pédagogique qu'au niveau des familles et des enfants accueillis. C'est un constat et une constante.

Cet axe n'a jamais fait l'objet d'un effort particulier et ne constitue pas une priorité.

Sans vouloir développer certains axes, comme l'accueil d'enfants en situation de handicap par exemple, nous mettons tout en œuvre pour réaliser ce type d'accueil dans les meilleures conditions. Ce n'est pas sans conséquence pour les équipes et constitue un vrai défi. Cet accueil a aussi permis de réfléchir encore sur nos pratiques.

Nous avons à ce jour 2 enfants en situation de handicap.

Faire évoluer nos critères d'admission. Ne pas favoriser les accueils 5/7 afin d'accueillir un maximum de famille. Nous n'avons pas d'objectif chiffrés et ne souhaitons pas en définir. Nous traitons les situations de manière individuelles.

Engagement qualité :

Nous maintenons et garantissons aux équipes l'accès à la formation professionnelle.

Des psychologies viennent périodiquement nous aider à faire évoluer nos pratiques.

Un travail de veille est effectué par la Directrice et partagé aux équipes si cela les concerne.

Implication parentale :

La vie de la structure est assurée par des bénévoles de l'association. Ces derniers s'impliquent autant dans les tâches domestiques que sur du bricolage, du jardinage ou du montage de projet pédagogique. Sauf pour les tâches domestiques (lessives, etc.) ces tâches sont généralement collaboratives et conviviales, et permettent de créer du lien entre les familles.

Le projet potager, sérieusement finalisé depuis plus d'un an, a réuni par exemple plusieurs familles pour des formations et fait partie du projet pédagogique avec les enfants.

Autres projets :

Des salariés ont proposé d'emprunter des livres dans le réseau de Médiathèques de l'Agglomération afin de varier davantage les ouvrages proposés dans la structure et de proposer plus d'activités thématiques

7.2. Le soutien financier de la Ville

Au regard de l'intérêt qu'elle porte à ces projets et à leur mise en œuvre pour les petits Montpelliérains, la Ville s'engage à soutenir financièrement l'association par une aide complémentaire au fonctionnement général qui sera adopté par le conseil municipal au titre de chacune des années budgétaires concernées et qui fera l'objet d'une notification à l'association.

Pour l'année N, le montant global du soutien financier de la Ville pour l'ensemble des projets de l'association dans le champ de la petite enfance s'établit à XXX €

Sous réserve du vote des crédits afférents dans le cadre de l'adoption du Budget Primitif, et sous réserve de mise en œuvre effective des projets et d'évolution des orientations arrêtées sur lesquels elles s'entendent, la Ville et l'association établissent une projection pluriannuelle et prévisionnelle du soutien financier inscrite en annexe 2 à la présente convention.

ARTICLE 8 – LE SUIVI ADMINISTRATIF ET COMPTABLE DE L'ASSOCIATION

Le versement de la participation financière accordée par la Ville (pour l'accueil des petits montpelliérains et le soutien au projet éducatif tel que défini dans les articles 6 et 7) est conditionné à la transmission par l'Association des documents suivants :

8.1. Au démarrage du partenariat

A la date de la signature de la convention (et pendant la durée de la convention en cas de changement), l'association transmet l'ensemble des documents suivants :

- Statuts à jours,
- Composition à jour du bureau de l'association et procès-verbal électif,
- Composition à jour du Conseil d'administration et procès-verbal électif,
- Organigramme de la structure faisant apparaître le nom la fonction occupée et le statut (bénévole ou salarié) de chaque personne mentionnée dont le directeur de l'association,
- Nombre de salariés (nombre en équivalent temps plein et nombre de personnes physiques) et de bénévoles œuvrant au sein de l'association,
- Derniers comptes arrêtés détaillés, ainsi que les rapports du commissaire aux comptes (le cas échéant), et le dernier rapport d'audit portant sur le contrôle interne (organisation et procédures au sein de l'association)
- Les budgets prévisionnels de l'association.

8.2. Annuellement, pour le versement de la prestation annuelle variable pour l'accueil des petits montpelliérains prévue à l'article 6

- Transmission d'un relevé des heures facturées et des heures réelles des enfants accueillis, comportant la date de naissance de l'enfant ainsi que l'identité et l'adresse des parents, sur la base du modèle communiqué par la Ville :
 - Avant le 31 juillet pour le 1^{er} semestre de l'année N ;
 - Avant le 31 janvier de l'année N+1 pour l'année N.Les enfants bénéficiant d'une dérogation devront être signalés en indiquant le motif comme définis à l'article 6.
- Transmission d'une attestation, signée, datée et tamponnée par le président ou le responsable d'établissement :
 - Avant le 31 juillet avec le nombre prévisionnel d'heures facturées pour l'exercice suivant, sur la base du modèle communiqué par la Ville ;

- Avant le 31 janvier avec le nombre d'heures facturées consolidées de l'année écoulée, ce nombre devant prendre en compte les critères définis à l'article 6.

8.3. Annuellement pour le versement de la prestation annuelle complémentaire contribuant à la mise en œuvre du projet éducatif

- Demande annuelle de soutien financier au titre du projet éducatif sur la base d'un dossier communiqué par la Ville

8.4 Informations comptables annuelles

Dans les 6 mois de la dernière clôture comptable N, l'association transmet ses comptes annuels détaillés établis par l'expert-comptable (bilan, compte de résultat et annexes), ainsi que le rapport général et spécial du Commissaire aux comptes le cas échéant.

En mars de l'année N+1 elle communique la copie de la déclaration des données réelles de l'exercice précédent établi pour la Caf.

ARTICLE 9 – MODALITES DE PAIEMENT DE L'AIDE FINANCIERE LIEE A L'ACTIVITE

Le paiement de la prestation s'effectuera en 2 versements :

- 1- Un premier versement égal à :
 - 80% du montant total de l'aide liée à l'accueil des petits montpelliérains, plus ou moins le solde de l'année N-1 constaté après la clôture de l'exercice. Sous réserve de transmission des documents nécessaires par l'association, ce versement sera effectué au cours du 1^{er} trimestre de l'année).
 - 50% de l'aide financière complémentaire lié à la mise en œuvre du projet éducatif, sous réserve que la rencontre association-Ville prévue à l'article 11 ait eu lieu et que le montant de l'aide financière ait été votée par le conseil municipal.
- 2- Un deuxième versement égal à :
 - 20% du montant total de l'aide liée à l'accueil des petits montpelliérains
 - 50% de l'aide financière complémentaire lié à la mise en œuvre du projet éducatif.

ARTICLE 10 – MODALITES D'INFORMATION ET DE CONTROLE

10.1. Droit de contrôle sur pièces et ou sur place

En plus des pièces listées à l'article 8, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de prestations allouées. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

10.2. Respect de la réglementation sur la protection des données

La Ville de Montpellier s'engage à une application stricte des dispositions relatives à la protection des données personnelles qui lui seront transmises dans le cadre de ce contrôle, notamment en limitant leur accès aux seules personnes directement en charge du contrôle, en veillant à la

sécurisation de leur conservation et en ne les conservant que pour la durée de validité dudit contrôle.

10.3. Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (modification d'agrément, changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

10.4. Assurer une communication des partenariats

L'association doit mentionner les aides apportées par la Ville et la CAF dans toutes les interventions, déclarations publiques, communiqués, articles d'information ou brochures concernant l'équipement. L'information sur le concours financier de la Ville et de la CAF doit être également affichée dans le hall d'accueil des parents.

TITRE 3 – LE SUIVI DU PARTENARIAT

ARTICLE 11 – INSTANCES DE SUIVI DE LA CONVENTION

Afin d'assurer le suivi régulier de cette convention et de veiller à la qualité du partenariat, la Ville et l'association s'accordent sur la mise en œuvre de rencontres régulières associant le.la président.e et le.la directeur.trice de l'association et des professionnels du pôle petite enfance de la Ville.

Une fois par an à minima, cette instance se réunira pour effectuer un bilan partagé de la mise en œuvre du projet éducatif. Ce dialogue de gestion annuel sera organisé au cours du troisième trimestre.

ARTICLE 12 – GOUVERNANCE PARTICIPATIVE DE LA POLITIQUE PUBLIQUE

La Ville, dans sa volonté de refonder la gouvernance participative de la politique publique de la petite enfance, s'engage dans la mise en place d'un comité de pilotage de la petite enfance, présidé par le Maire ou le cas échéant l'adjointe en charge de la Petite Enfance.

Ce comité de pilotage intitulé « instance locale de concertation » associe les acteurs intervenant dans le SMPE parmi lesquels la CAF, la PMI et les acteurs associatifs qui interviennent dans la mise en œuvre de cette politique ambitieuse pour les petits montpelliérains.

Réuni deux fois par an, ce comité de pilotage veille notamment à la mise en œuvre du Projet Educatif de la Petite Enfance et au suivi des objectifs de la CTG et du Schéma départemental des services aux familles. Il permet de décliner à l'échelle de la Ville de Montpellier, l'organisation du CDSF ;

ARTICLE 13 – DUREE

La présente convention est conclue du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2026. Elle abroge les conventions de partenariat précédemment conclues le 9 mars 2023 entre les deux cosignataires.

Afin d'assurer la continuité du financement des actions, cette convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens pourra produire des effets jusqu'au 31 décembre 2027 en ce qui le soutien à l'accueil des enfants montpelliérains comme prévu à l'article 6.

Cette option est néanmoins conditionnée à un accord express des deux signataires et jusqu'à la conclusion d'une nouvelle contractualisation avec la CAF venant se substituer à la CTG.

ARTICLE 14 - RESILIATION

En cas de non-respect par l'Association de ses engagements contractuels, ainsi qu'en cas de faute grave de sa part, et sous réserve de l'accord de la CAF, la Ville pourra résilier de plein droit la présente convention, à l'expiration d'un délai de 3 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation dans les conditions présentées implique la restitution des prestations versées par la Ville.

La résiliation de cette convention d'un commun accord des parties peut intervenir pendant toute la durée de la convention en cas de modification de l'offre d'accueil.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Le Maire de la Ville de Montpellier,

Le Président de l'Association,

Michaël DELAFOSSE

ANNEXE 1 : Charte nationale d'accueil du jeune enfant (arrêté du 23 septembre 2021)

DIX GRANDS PRINCIPES POUR GRANDIR EN TOUTE CONFIANCE

1. Pour grandir sereinement, j'ai besoin que l'on m'accueille quelle que soit ma situation ou celle de ma famille.
2. J'avance à mon propre rythme et je développe toutes mes facultés en même temps : pour moi, tout est langage, corps, jeu, expérience. J'ai besoin que l'on me parle, de temps et d'espace pour jouer librement et pour exercer mes multiples capacités.
3. Je suis sensible à mon entourage proche et au monde qui s'offre à moi. Je me sens bien accueilli quand ma famille est bien accueillie, car mes parents constituent mon point d'origine et mon port d'attache.
4. Pour me sentir bien et avoir confiance en moi, j'ai besoin de professionnels qui encouragent avec bienveillance mon désir d'apprendre, de me socialiser et de découvrir.
5. Je développe ma créativité et j'éveille mes sens grâce aux expériences artistiques et culturelles. Je m'ouvre au monde par la richesse des échanges interculturels.
6. Le contact réel avec la nature est essentiel à mon développement.
7. Fille ou garçon, j'ai besoin que l'on me valorise pour mes qualités personnelles, en dehors de tout stéréotype. Il en va de même pour les professionnels qui m'accompagnent. C'est aussi grâce à ces femmes et à ces hommes que je construis mon identité.
8. J'ai besoin d'évoluer dans un environnement beau, sain et propice à mon éveil.
9. Pour que je sois bien traité, il est nécessaire que les adultes qui m'entourent soient bien traités. Travailler auprès des tout-petits nécessite des temps pour réfléchir, se documenter et échanger entre collègues comme avec d'autres intervenants.
10. J'ai besoin que les personnes qui prennent soin de moi soient bien formées et s'intéressent aux spécificités de mon très jeune âge et de ma situation d'enfant qui leur est confié par mon ou mes parents.



ANNEXE 2 : CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi no 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N°1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N°2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N°3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N°4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.

Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.

Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N°5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.

Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N°6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.

Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.

Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N°7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

ANNEXE 3 : Indicateurs d'évaluation

L'association s'engage à mettre en œuvre les projets suivants, pouvant comporter des obligations de service public, tels que spécifiés dans l'article 7

Actions (article 7)	Obligations de service public	Date de démarrage	Indicateurs associés	Valeurs cibles		
				2024	2025	2026
Accompagnement à la parentalité	Organisation d'un café des parents	T4 2024	3 réalisations par an (à ajuster en fonction de l'intérêt des parents)	1	3	2
	Partage des campagnes de sensibilisation	Déjà actif en 2024	Nombre de campagnes différents - durée moyenne 1 mois	4	4	4
	Echange/écoute lors des passations	Déjà actif en 2024	Aspect à l'ordre du jour des réunion d'équipe - fait partie du quotidien de la structure	n/a	n/a	n/a
Développement des compétences professionnelles	Montée en compétences via VAE	Déjà actif en 2024	Nombre de VAE ou de formations diplômante	3	TBD	TBD
	Formation pour la direction	(Déjà actif)		2	TBD	TBD
	Intégrer des alternants ou apprentis	Septembre 2024	Nombre d'alternants ou apprentis	1	2	TBD
Contribution alimentaire	Maintenir une cuisine sur site	Déjà actif en 2024	Nombre d'opérations thématique	9	9	9
	Augmenter la part de produits frais de saison, de qualité (bio, labellisé, certifiée)	Mise en place des indicateurs	Dépense alimentaire indiquée / dépense alimentaire totale	Mise en place des indicateurs	30% (à confirmer à la suite de l'état des lieux)	TBD fonction 2
	Poursuivre la baisse de consommation de sucre	Initié en 2023. Relancé en 2024	Tendre vers la suppression des produits à sucre	TBD	TBD	TBD

			ajouté.			
	Nombre de repas présentant un ingrédient autoproduit					
usion et ueil de tous publics	Maintenir notre niveau de mixité	Fin d'année scolaire 24/25	Questionnaire aux parents afin d'évaluer le niveau de mixité (mixité « ressentie » ou orientation souhaitée concernant la mixité)		TBD	
	Accueillir dans les meilleurs conditions les enfants en situation de handicap		Pas de discrimination à l'accueil d'enfants en situation de handicap. Mise en œuvre des moyens nécessaire pour cet accueil.	2 enfants	2 enfants	P d'o ch
			Formation des équipes à l'accueil d'enfants en situation de handicap	3 personnels formés	TBD : En fonction des demandes et de la situation et des besoins des enfants	
	Projet intergénérationnel autour de la musique	Réflexion initiée avec l'équipe. Prises de contacts avec des structures depuis T2 2024	Réalisation d'un projet avec un partenaire		1 fois par mois pendant 8 mois (année scolaire)	
agement ité	Garantir l'accès à la formation professionnelle		Assurer le volume de formation requis pour le personnel	100%	100%	10
	Réunions avec délégués d'équipes (sujets		Maintenir la fréquence de ces échanges	A la demande (env.	A la demande (env.	A den (e

	du quotidien – prob terrain) / Réunion d'équipe (projet, fonctionnement général)			Bimensuelle) / Mensuelle	Bimensuelle) / Mensuelle	Bime / Me
ication ntale	Maintenir une implication parentale dans l'association		Suivi de la participation parentale (3h mensuelle par famille)	100% de conformité	100% de conformité	100 conf
	Proposer des projets structurants		Nombre de « grands projets » (type potager)	1 minimum par année scolaire	1 minimum par année scolaire	1 mi par sco
sation des ources iques	Empreint de livres dans le réseau de Médiathèques de la l'Agglomération	Rentrée 2024	Nombre d'emprunt	Estimation de 6 emprunts	A ajuster en fonction de l'expérience	T

ANNEXE 4: LES BUDGETS PREVISIONNELS DE CHACUN DES EAJE

Etablissement xxx / Année 2024

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services			
Achats matières et fournitures		74- Subventions d'exploitation	
Autres fournitures		État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs		-	
Locations		-	
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance		-	
Documentation		Département(s) :	
		-	
62 - Autres services extérieurs		Intercommunalité(s) : EPCI ¹	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		-	
Publicité, publication		Commune(s) :	
Déplacements, missions		-	
Services bancaires, autres			
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes		-	
Impôts et taxes sur rémunération,		Fonds européens	
Autres impôts et taxes		-	
64- Charges de personnel		L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	
Rémunération des personnels		Autres établissements publics	
Charges sociales			
Autres charges de personnel		75 - Autres produits de gestion courante	
65- Autres charges de gestion courante		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
		Aides privées	
66- Charges financières		76 - Produits financiers	
67- Charges exceptionnelles		77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES		TOTAL DES PRODUITS	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ²			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			

864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL		TOTAL	
L'aide financière de la Ville d'un montant de.....€ représente% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.			

Etablissement xxx / Année 2025

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services			
Achats matières et fournitures		74- Subventions d'exploitation	
Autres fournitures		État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs		-	
Locations		-	
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance		-	
Documentation		Département(s) :	
		-	
62 - Autres services extérieurs		Intercommunalité(s) : EPCI ³	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		-	
Publicité, publication		Commune(s) :	
Déplacements, missions		-	
Services bancaires, autres			
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes		-	
Impôts et taxes sur rémunération,		Fonds européens	
Autres impôts et taxes		-	
64- Charges de personnel		L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	
Rémunération des personnels		Autres établissements publics	
Charges sociales			
Autres charges de personnel		75 - Autres produits de gestion courante	
65- Autres charges de gestion courante		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
		Aides privées	
66- Charges financières		76 - Produits financiers	
67- Charges exceptionnelles		77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES		TOTAL DES PRODUITS	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES⁴			
86- Emplois des contributions		87 - Contributions	

volontaires en nature		volontaires en nature	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL		TOTAL	
L'aide financière de la Ville d'un montant de.....€ représente% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.			

Etablissement xxx / Année 2026

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services			
Achats matières et fournitures		74- Subventions d'exploitation	
Autres fournitures		État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs		-	
Locations		-	
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance		-	
Documentation		Département(s) :	
		-	
62 - Autres services extérieurs		Intercommunalité(s) : EPCI ⁵	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		-	
Publicité, publication		Commune(s) :	
Déplacements, missions		-	
Services bancaires, autres			
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes		-	
Impôts et taxes sur rémunération,		Fonds européens	
Autres impôts et taxes		-	
64- Charges de personnel		L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	
Rémunération des personnels		Autres établissements publics	
Charges sociales			
Autres charges de personnel		75 - Autres produits de gestion courante	
65- Autres charges de gestion courante		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
		Aides privées	
66- Charges financières		76 - Produits financiers	
67- Charges exceptionnelles		77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			

TOTAL DES CHARGES		TOTAL DES PRODUITS	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES⁶			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL		TOTAL	
L'aide financière de la Ville d'un montant de.....€ représente% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.			

ANNEXE 5 : Soutien financier prévisionnel

Afin de soutenir la mise en œuvre par l'association du projet éducatif et d'établissement qui concourt aux orientations du Projet Educatif Petite Enfance de la Ville de Montpellier, la Ville s'engage à soutenir financièrement l'association, sous réserve du vote annuel du Budget Primitif.

Sans que l'association ne puisse faire valoir des droits sur les montants ci-après mentionnés, la Ville et l'association s'entendent sur un soutien financier correspondant à la trajectoire suivante :

Année	Pour l'accueil des petits montpelliérains	Pour la mise en œuvre des projets spécifiques (guichet unique et projets)	Total
2024	EAJE « xxx » : 1,10 x xxx = xxx € EAJE « xxx » : 1,10 x xxx = xxx €	... €	... €
2025	EAJE « xxx » : 1,10 x xxx = xxx € EAJE « xxx » : 1,10 x xxx = xxx €	... €	... €
2026	EAJE « xxx » : 1,10 x xxx = xxx € EAJE « xxx » : 1,10 x xxx = xxx €	... €	... €
Total	€	... €	... €

CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
2024 – 2026

INSCRIPTION DANS LE SERVICE MONTPELLIERAIN DE LA PETITE ENFANCE
(SMPE)

ENTRE :

La Ville de MONTPELLIER, représentée par Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire de MONTPELLIER, habilité à cet effet par délibération du Conseil Municipal en date du JJ MM 2023,

ci-après désignée « La Ville »,

ET

L'association BAMBOUBULLE, dont le siège est situé au 241 rue Camille Desmoulins cité Paul Valéry à Montpellier, représentée par la Présidente Mme Tiffen KOTB agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été confiés par le Conseil d'Administration en date du 21 septembre 2022, en tant que gestionnaire d'établissement d'accueil du jeune enfant « BAMBOUBULLE » situé 241 rue Camille Desmoulins.

PREAMBULE :

La Ville de Montpellier est fortement engagée dans le secteur de la Petite Enfance et tout particulièrement dans sa volonté de faire de Montpellier une Ville à hauteur d'enfant et de développer et soutenir une offre d'accueil diversifiée pour les jeunes enfants montpelliérains.

Elle entend ainsi participer activement à la mise en place du Service Public de la Petite Enfance sur son territoire, et jouer pleinement son rôle « d'autorité organisatrice de l'accueil du jeune enfant » défini par la Loi.

Cette ambition passe par la mise en œuvre d'une politique d'accueil du jeune enfant qui doit pouvoir répondre aux impératifs de conciliation entre vie familiale et vie professionnelle et tendre vers le principe d'universalité en assurant à chaque famille l'opportunité de pouvoir trouver une offre d'accueil adaptée pour leur(s) enfant(s) et à lutter contre les inégalités sociales et la pauvreté des enfants.

Acteur majeur de cette politique ambitieuse pour les petits montpelliérains, le tissu associatif représente près de 25% de l'offre montpelliéraine, soit en 2023, plus de 700 places d'accueil régulier ou occasionnel régies par les dispositions du code de la Santé Publique et du décret n°2021-1131 du 30 août 2021.

La Convention territoriale globale (CTG) conclue entre la Ville de Montpellier et la Caf de l'Hérault pour la période 2022-2026 renforce encore ce partenariat, autour des 3 grands axes principaux suivants :

1. **L'accroissement substantiel du nombre de places d'accueil** : + 449 places dont plus de 300 places portées par la Ville et l'inclusion de l'enfant dans la Ville pour faire de

Montpellier une Ville à hauteur d'enfant et du petit enfant.

2. **L'égalité d'accès à un mode d'accueil de qualité**, adapté à chaque famille en informant, accompagnant, et facilitant la démarche des familles ; en diversifiant les modalités d'accueil et en valorisant les métiers de la petite enfance.
3. **La promotion de l'égalité des chances dès le plus jeune âge** en tendant vers un droit universel à l'éveil et à la socialisation, en développant une politique de prévention à destination des familles et de soutien à la parentalité et en reconnectant le tout petit à la nature et à son environnement.

Ces axes de développement sont ainsi au cœur du Projet Educatif Petite Enfance élaboré par la Ville avec l'ensemble des acteurs (institutionnels et associatifs) et adopté au Conseil Municipal du 10 Octobre 2023, qui s'inscrivent dans le service montpelliérain de la petite enfance.

Ils fondent également le partenariat que la Ville souhaite consolider avec les gestionnaires associatifs qui poursuivent également des missions d'intérêt général pour répondre aux besoins du territoire et dont le projet associatif librement défini vise à répondre à des obligations de service public. La Ville entend ainsi renforcer son soutien à ces initiatives associatives à travers une contractualisation pluriannuelle visant :

- le soutien et le développement d'une offre d'accueil diversifiée permettant de lutter contre les inégalités, de construire des réponses adaptées aux besoins de toutes les familles montpelliéraines ;
- L'accompagnement qualitatif de la parentalité et une structuration d'un service harmonisé via la mise en place d'un guichet unique.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention définit le partenariat conclu entre la Ville et l'association xxx dans le cadre du Service Montpelliérain de la Petite Enfance (SMPE) pour la période couvrant la contractualisation passée entre la CAF et la Ville de Montpellier.

Dans ce cadre, elle vise à préciser les engagements réciproques auxquels s'obligent les cosignataires pour contribuer réciproquement aux objectifs du Projet Educatif de la Petite Enfance.

L'association BAMBOUBULLE contribue au SMPE en gérant l'établissement d'accueil du jeune enfant suivants :

- Crèche BAMBOUBULLE située au 241 rue Camille Desmoulins cité Paul Valéry 34070 Montpellier

TITRE 1 –OBJECTIFS ET ENGAGEMENTS RECIPROQUES

ARTICLE 2 – LES OBJECTIFS GENERAUX DU PARTENARIAT

2.1. Le soutien à l'accueil des enfants montpelliérains

Soutenir l'activité des Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant par le versement d'une prestation annuelle de fonctionnement pour l'accueil des enfants âgés de moins de trois ans dont les parents sont domiciliés à Montpellier à raison de 1€10 par heure facturée.

2.2 Soutien au projet stratégique et à l'initiative associative dans le champ de la petite enfance :

➤ **1^{er} objectif : Partenariat autour d'un guichet unique**

(Paliers cumulatifs à préciser par l'association dans le cadre de la stratégie associative)

- Palier 1 Valeurs partagées du service public montpelliérain de la petite enfance (Inscription dans la démarche et création d'une bannière commune / participation aux réunions d'informations aux familles)
- Palier 2 Convergence sur les critères d'admission avec des objectifs de mixité et d'inclusion
- Palier 3 Création d'un liste unique et d'outils informatiques communs
- Palier 4 Participation à un commission unique d'attribution des places d'accueil en EAJE

➤ **2^{ème} objectif : Développement et enjeux spécifiques**

- Les projets associatifs en lien avec les besoins du territoire (lien avec le PEPE et la CTG)
- Les engagements dans le champ de la qualité
- Les actions mutualisées et les coopérations territoriales
- Les particularités et difficultés spécifiques de l'association
- Le soutien à la parentalité, démarches de prévention/santé
- Les initiatives en lien avec le festival de l'éveil, la candidature CEC 28 et la Ville à hauteur d'enfant
- Les projets à enjeux spécifiques
- Les projets de développement de l'offre

Sur la base de ces objectifs généraux, la présentation précise du projet associatif est détaillée dans l'article 7.

ARTICLE 3 – LES ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association participe à l'accueil des enfants âgés de 10 semaines jusqu'à 5 ans révolus. Pour ce faire, elle doit être agréée par la Protection Maternelle et Infantile, service du Département de l'Hérault et adhérer au principe de la Prestation de Service Unique dont les nouvelles dispositions figurent dans les circulaires n°2014-009 du 26 mars 2014 et n°2019-005 du 5 juin 2019.

L'association s'engage à garantir un accueil de qualité pour toutes les familles en appliquant les 10 principes de la charte nationale d'accueil du jeune enfant, sise en annexe à la présente convention.

L'association s'engage également à assurer une gestion rigoureuse de l'établissement, dans le respect des dispositions réglementaires applicables et plus particulièrement :

- Se conformer à la législation en vigueur dans le domaine du droit du travail et du droit de la santé publique, en matière d'équipements recevant du public et de mode de garde d'enfants ;
- Souscrire les assurances nécessaires à la couverture des risques en matière de responsabilité civile et de responsabilité professionnelle ;
- Animer la structure par un projet social décrit dans le projet d'établissement tel que défini dans le décret du 30 août 2021 ;
- Maintenir un taux d'encadrement, au minimum, conforme aux dispositions du décret du 30 août 2021 ;
- Maintenir un taux d'occupation des places satisfaisant et reflétant une utilisation optimale du nombre de places agréées par le président du Conseil Départemental ;
- Maintenir les coûts d'exploitation à un niveau équivalent à la moyenne des équipements associatifs de type similaire. Un accompagnement spécifique par la Ville et la CAF pourra être mis en œuvre en cas de dépassement des prix de revient moyens transmis par la CNAF.

Enfin, l'association s'engage :

1. A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;
2. A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;
3. A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.
4. A mettre en œuvre la charte de la laïcité dans les EAJE (CNAF) selon les modalités définies dans le RI de chaque structure et communiquées à la Ville.

ARTICLE 4 – LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE

La Ville s'engage à intégrer l'association dans l'animation et la mise en œuvre du Projet Educatif Petite Enfance.

Elle s'engage également à apporter un soutien financier et logistique à l'association pour la mise en œuvre de son projet d'établissement :

- Attribution d'une aide pour l'accueil des montpelliérains âgés de moins de trois ans,
- Attribution d'une aide annuelle complémentaire de fonctionnement permettant d'accompagner le projet éducatif développé par l'association,

ARTICLE 5 – LES ASPECTS QUALITATIFS DU PARTENARIAT

Les structures petite enfance associatives et municipales participent pleinement au rayonnement du service montpelliérain de la petite enfance mais également à l'élaboration et à la mise en œuvre du Projet Educatif de Petite Enfance.

Dans ce cadre, la Ville souhaite promouvoir un accueil de qualité pour tous les enfants montpelliérains au sein des structures d'accueil petite enfance et ainsi améliorer la visibilité et l'attractivité de cette offre de service.

Des groupes d'échange de pratiques seront mis en place afin de renforcer le partenariat entre des structures municipales et associatives et faire émerger des projets communs visant notamment à garantir un accueil de qualité pour tous les enfants (accueil inclusif, prévention, santé...), à développer la Ville à Hauteur d'Enfant, à soutenir la parentalité, à renforcer l'accès à la culture

pour tous via l'éveil artistique et culturel, un environnement sain en intégrant la démarche de transition écologique portée par la ville de Montpellier.

De plus, l'association sera invitée à participer aux différentes actions menées par la Ville de Montpellier parmi lesquelles celles inscrites dans Montpellier Capitale Européenne de la Culture.

Le réseau constitué par les associations et la Ville peut également être sollicité lorsque l'un ou l'autre rencontre des difficultés de recrutement, afin de proposer d'éventuelles candidatures.

TITRE 2 – LES MODALITES FINANCIERES DU PARTENARIAT

ARTICLE 6 – LE SOUTIEN DE LA VILLE POUR L'ACCUEIL DES PETITS MONTPELLIERAINS

La Ville attribuera à l'association **une participation annuelle variable** pour l'accueil des **enfants âgés de moins de trois ans** dont les parents sont **domiciliés à Montpellier**. La participation annuelle variable n'est pas versée pour les enfants accueillis sur des places qui font l'objet d'une réservation de berceaux rétribuée.

A titre dérogatoire, la participation annuelle de fonctionnement pour l'accueil de la Ville peut être également versée pour :

- **Les enfants non domiciliés à Montpellier** remplissant les conditions suivantes :
 - L'enfant accueilli souffre d'un handicap compatible avec la vie en collectivité pour lequel la commune de résidence ne propose pas d'accueil adapté ;
 - Les enfants du personnel de la structure ;
 - Les enfants dont les parents sont inscrits au rôle des contributions directes à Montpellier à titre personnel ;
 - Les enfants dont les familles déménagent hors Montpellier en cours de contrat : la participation annuelle de fonctionnement pourra être versée jusqu'au 31 décembre au plus tard pour un déménagement entre le 01/01 et le 31/08 ou jusqu'à la fermeture d'été de l'établissement pour un déménagement entre le 01/09 et le 31/12.
- **Les enfants de plus de trois ans** dans les cas suivants :
 - Les enfants dont l'état de santé justifie un maintien en structure d'accueil petite enfance, sur justification médicale validée par la Protection Maternelle Infantile.
 - Les enfants scolarisés qui peuvent être accueillis sur des temps extra-scolaires.

Afin d'assurer une égalité de traitement pour l'ensemble des gestionnaires inscrits dans le partenariat, la prestation annuelle de fonctionnement tient compte de la présence des enfants sur la base d'un montant forfaitaire par heure facturée, montant arrêté annuellement après l'adoption du Budget Primitif de la Ville. Cette aide financière est plafonnée à un taux d'occupation en heures facturées de 100 %.

Sous réserve du vote du Budget et des crédits afférents, la prestation annuelle de fonctionnement est projetée à 1,10 € par heure facturée.

Cette aide financière annuelle de fonctionnement pour l'accueil des enfants est évaluée sur la base d'un prévisionnel de présences établi par l'Association et transmis à la Ville avant le 31 juillet de l'année N-1. Ensuite, il pourra être réajusté en fonction du relevé d'heures effectivement facturées, constaté après la clôture de l'exercice.

ARTICLE 7 – LE SOUTIEN AU PROJET STRATEGIQUE ET A L'INITIATIVE ASSOCIATIVE DANS LE CHAMP DE LA PETITE ENFANCE

7.1. Le projet associatif

Le projet associatif et éducatif proposé par l'association vise des objectifs communs à ceux portés par la Ville dans le Projet éducatif Petite Enfance.

– 1er objectif : Partenariat autour d'un guichet unique

- Palier 1 Valeurs partagées du service public montpelliérain de la petite enfance (Inscription dans la démarche et création d'une bannière commune / participation aux réunions d'informations aux familles)
- Palier 2 Convergence sur les critères d'admission avec des objectifs de mixité et d'inclusion
- Palier 3 Création d'une liste unique et d'outils informatiques communs
- Palier 4 Participation à une commission unique d'attribution des places d'accueil en EAJE

– 2ème objectif : Développement et enjeux spécifiques

– Les projets associatifs en lien avec les besoins du territoire (lien avec le PEPE et la CTG) :

- Accompagner les enfants à s'ouvrir au monde extérieurs. Sortie à l'Ecolothèque 2 fois par mois hors vacances scolaires permettant à l'enfant et son parent de découvrir l'écologie dans le sens premier de ce terme « allez à la découverte et le respect du vivant ». A chaque sortie un groupe de 6 enfants est accompagné de deux professionnels et d'un parents se déplaçant en taxi (pas de possibilité de se déplacer en transport en communs).
- Une conteuse intervient une fois par mois.
- 2025 projet autour de l'art avec des ateliers animé par l'EJE et pour clôturer l'année sortie au musée Fabre.

– Les engagements dans le champ de la qualité :

- Action centrée sur les enfants avec une amélioration qualitative des repas. Un changement de fournisseur de primeur depuis juin 2024 pour permettre de préparer et servir des repas bio à 80%. Cette engagement nous permet de répondre aux valeurs de la crèche (éthique et éco-responsable). Le magasin bio est un commerce de proximité avec un maximum de produits locaux.
- Action centrée sur l'équipe, nous avons mis en place des temps de tutorat individuel d'un minimum d'une heure par mois en plus des réunions d'équipe et analyse de pratique pour les assistantes de crèche ou du service technique(cuisinière et agent d'entretien) permettant d'améliorer et d'ajuster nos pratiques professionnelles centrées sur la « bientraitance » de l'enfant.
2026 projet de mise en place de formations dans le cadre de l'Action de Formation en Situation de Travail(AFEST). Une analyse de l'arborescence du travail de chaque poste permettra de définir les besoins de formation et création d'un déroulé pédagogique avec un engagement signé du professionnel formateur et de l'apprenant (au sein de l'équipe nous avons une personne certifiée Référent AFEST).
- 2025 besoin de rénovation de la cuisine (mur)
- 2026 rénovation des espaces extérieurs

- **Les actions mutualisées et les coopérations territoriales :**
 - La crèche collabore à l'élaboration d'un carnet des familles avec le RESEAU PARENTALITÉ Val de Croze Paul Valéry Pas du loup ainsi qu'un travail autour de la parentalité sur le secteur.
 - Un partenariat avec la PMI permet d'accueillir des familles en difficultés sociale et parental et répondre au demande d'accueil d'urgence.

- **Les particularités et difficultés spécifiques de l'association :**
 - les spécificités de l'association sont l'implantation de plus de 30 ans dans le quartier avec des familles très impliqués dans la vie de la crèche (course, bricolage, soutien auprès du personnel...)
 - Les difficultés sont liés à des problèmes de recrutements de personnels qualifiés et voir compétents. L'articulation financière au moindre grain de sable pour finir l'année avec un bilan équilibré. La direction palliant au manque de personnel pour maintenir l'accueil de toutes les familles en faisant preuve de vigilance au bien être des enfants..
 - Trouver les financements pour faire face aux augmentations de charge (ex :taxi pour l'Ecolothèque), et répondre aux obligations légales de créer un CSE sans financement supplémentaire, formations incendie, premiers secours.....

- **Le soutien à la parentalité, démarches de prévention/santé**
 - 2025 Mise en place d'un café des parents 1 fois par trimestre animé de l'EJE ou la directrice
 - Début d'été 2025 une information autours des méfaits du soleil.

- **Les initiatives en lien avec le festival de l'éveil, la candidature CEC 28 et la Ville à hauteur d'enfant**
 - Mis en place à partir d'octobre d'un temps « conte et raconte » ou sera accueilli les familles 1 fois tout les 15 jours le mercredi soir de 17h30 à 18h15

- **Les projets de développement de l'offre :**
 - Ouverture de 3 places supplémentaires entre fin 2025 et début 2026

7.2. Le soutien financier de la Ville

Au regard de l'intérêt qu'elle porte à ces projets et à leur mise en œuvre pour les petits Montpelliérains, la Ville s'engage à soutenir financièrement l'association par une aide complémentaire au fonctionnement général qui sera adopté par le conseil municipal au titre de chacune des années budgétaires concernées et qui fera l'objet d'une notification à l'association.

Pour l'année N, le montant global du soutien financier de la Ville pour l'ensemble des projets de l'association dans le champ de la petite enfance s'établit à XXX €

Sous réserve du vote des crédits afférents dans le cadre de l'adoption du Budget Primitif, et sous réserve de mise en œuvre effective des projets et d'évolution des orientations arrêtées sur lesquels elles s'entendent, la Ville et l'association établissent une projection pluriannuelle et prévisionnelle du soutien financier inscrite en annexe 2 à la présente convention.

ARTICLE 8 – LE SUIVI ADMINISTRATIF ET COMPTABLE DE L'ASSOCIATION

Le versement de la participation financière accordée par la Ville (pour l'accueil des petits montpelliérains et le soutien au projet éducatif tel que défini dans les articles 6 et 7) est conditionné à la transmission par l'Association des documents suivants :

8.1. Au démarrage du partenariat

A la date de la signature de la convention (et pendant la durée de la convention en cas de changement), l'association transmet l'ensemble des documents suivants :

- Statuts à jours,
- Composition à jour du bureau de l'association et procès-verbal électif,
- Composition à jour du Conseil d'administration et procès-verbal électif,
- Organigramme de la structure faisant apparaître le nom la fonction occupée et le statut (bénévole ou salarié) de chaque personne mentionnée dont le directeur de l'association,
- Nombre de salariés (nombre en équivalent temps plein et nombre de personnes physiques) et de bénévoles œuvrant au sein de l'association,
- Derniers comptes arrêtés détaillés, ainsi que les rapports du commissaire aux comptes (le cas échéant), et le dernier rapport d'audit portant sur le contrôle interne (organisation et procédures au sein de l'association)
- Les budgets prévisionnels de l'association.

8.2. Annuellement, pour le versement de la prestation annuelle variable pour l'accueil des petits montpelliérains prévue à l'article 6

- Transmission d'un relevé des heures facturées et des heures réelles des enfants accueillis, comportant la date de naissance de l'enfant ainsi que l'identité et l'adresse des parents, sur la base du modèle communiqué par la Ville :
 - Avant le 31 juillet pour le 1^{er} semestre de l'année N ;
 - Avant le 31 janvier de l'année N+1 pour l'année N.Les enfants bénéficiant d'une dérogation devront être signalés en indiquant le motif comme définis à l'article 6.
- Transmission d'une attestation, signée, datée et tamponnée par le président ou le responsable d'établissement :
 - Avant le 31 juillet avec le nombre prévisionnel d'heures facturées pour l'exercice suivant, sur la base du modèle communiqué par la Ville ;
 - Avant le 31 janvier avec le nombre d'heures facturées consolidées de l'année écoulée, ce nombre devant prendre en compte les critères définis à l'article 6.

8.3. Annuellement pour le versement de la prestation annuelle complémentaire contribuant à la mise en œuvre du projet éducatif

- Demande annuelle de soutien financier au titre du projet éducatif sur la base d'un dossier communiqué par la Ville

8.4 Informations comptables annuelles

Dans les 6 mois de la dernière clôture comptable N, l'association transmet ses comptes annuels détaillés établis par l'expert-comptable (bilan, compte de résultat et annexes), ainsi que le rapport général et spécial du Commissaire aux comptes le cas échéant.

En mars de l'année N+1 elle communique la copie de la déclaration des données réelles de l'exercice précédent établi pour la Caf.

ARTICLE 9 – MODALITES DE PAIEMENT DE L'AIDE FINANCIERE LIEE A L'ACTIVITE

Le paiement de la prestation s'effectuera en 2 versements :

1- Un premier versement égal à :

- 80% du montant total de l'aide liée à l'accueil des petits montpelliérains, plus ou moins le solde de l'année N-1 constaté après la clôture de l'exercice. Sous réserve de transmission des documents nécessaires par l'association, ce versement sera effectué au cours du 1^{er} trimestre de l'année).
- 50% de l'aide financière complémentaire lié à la mise en œuvre du projet éducatif, sous réserve que la rencontre association-Ville prévue à l'article 11 ait eu lieu et que le montant de l'aide financière ait été votée par le conseil municipal.

2- Un deuxième versement égal à :

- 20% du montant total de l'aide liée à l'accueil des petits montpelliérains
- 50% de l'aide financière complémentaire lié à la mise en œuvre du projet éducatif.

ARTICLE 10 – MODALITES D'INFORMATION ET DE CONTROLE

10.1. Droit de contrôle sur pièces et ou sur place

En plus des pièces listées à l'article 8, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de prestations allouées. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

10.2. Respect de la réglementation sur la protection des données

La Ville de Montpellier s'engage à une application stricte des dispositions relatives à la protection des données personnelles qui lui seront transmises dans le cadre de ce contrôle, notamment en limitant leur accès aux seules personnes directement en charge du contrôle, en veillant à la sécurisation de leur conservation et en ne les conservant que pour la durée de validité dudit contrôle.

10.3. Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (modification d'agrément, changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

10.4. Assurer une communication des partenariats

L'association doit mentionner les aides apportées par la Ville et la CAF dans toutes les interventions, déclarations publiques, communiqués, articles d'information ou brochures

concernant l'équipement. L'information sur le concours financier de la Ville et de la CAF doit être également affichée dans le hall d'accueil des parents.

TITRE 3 – LE SUIVI DU PARTENARIAT

ARTICLE 11 – INSTANCES DE SUIVI DE LA CONVENTION

Afin d'assurer le suivi régulier de cette convention et de veiller à la qualité du partenariat, la Ville et l'association s'accordent sur la mise en œuvre de rencontres régulières associant la présidente et la directrice de l'association et des professionnels du pôle petite enfance de la Ville.

Une fois par an à minima, cette instance se réunira pour effectuer un bilan partagé de la mise en œuvre du projet éducatif. Ce dialogue de gestion annuel sera organisé au cours du troisième trimestre.

ARTICLE 12 – GOUVERNANCE PARTICIPATIVE DE LA POLITIQUE PUBLIQUE

La Ville, dans sa volonté de refonder la gouvernance participative de la politique publique de la petite enfance, s'engage dans la mise en place d'un comité de pilotage de la petite enfance, présidé par le Maire ou le cas échéant l'adjointe en charge de la Petite Enfance.

Ce comité de pilotage intitulé « instance locale de concertation » associe les acteurs intervenant dans le SMPE parmi lesquels la CAF, la PMI et les acteurs associatifs qui interviennent dans la mise en œuvre de cette politique ambitieuse pour les petits montpelliérains.

Réuni deux fois par an, ce comité de pilotage veille notamment à la mise en œuvre du Projet Educatif de la Petite Enfance et au suivi des objectifs de la CTG et du Schéma départemental des services aux familles. Il permet de décliner à l'échelle de la Ville de Montpellier, l'organisation du CDSF ;

ARTICLE 13 – DUREE

La présente convention est conclue du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2026. Elle abroge les conventions de partenariat précédemment conclues le 9 mars 2023 entre les deux cosignataires.

Afin d'assurer la continuité du financement des actions, cette convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens pourra produire des effets jusqu'au 31 décembre 2027 en ce qui le soutien à l'accueil des enfants montpelliérains comme prévu à l'article 6.

Cette option est néanmoins conditionnée à un accord express des deux signataires et jusqu'à la conclusion d'une nouvelle contractualisation avec la CAF venant se substituer à la CTG.

ARTICLE 14 - RESILIATION

En cas de non-respect par l'Association de ses engagements contractuels, ainsi qu'en cas de faute grave de sa part, et sous réserve de l'accord de la CAF, la Ville pourra résilier de plein droit la présente convention, à l'expiration d'un délai de 3 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation dans les conditions présentées implique la restitution des prestations versées par la Ville.

La résiliation de cette convention d'un commun accord des parties peut intervenir pendant toute la durée de la convention en cas de modification de l'offre d'accueil.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Le Maire de la Ville de Montpellier,

Michaël DELAFOSSE

La Présidente de l'Association,

CRÈCHE ASSOCIATIVE BAMBOUBULLE
241, Rue Camille Desmoulins
Esc. 32 - Cité Paul Valéry
34090 MONTPELLIER
Mme KOUBI
Tél : 04 67 47 14 07 / 06 77 81 32 24
mail : ass-bamboubulle@orange.fr
n° SIRET : 382 544 716 00014

DIX GRANDS PRINCIPES POUR GRANDIR EN TOUTE CONFIANCE

1. Pour grandir sereinement, j'ai besoin que l'on m'accueille quelle que soit ma situation ou celle de ma famille.
2. J'avance à mon propre rythme et je développe toutes mes facultés en même temps : pour moi, tout est langage, corps, jeu, expérience. J'ai besoin que l'on me parle, de temps et d'espace pour jouer librement et pour exercer mes multiples capacités.
3. Je suis sensible à mon entourage proche et au monde qui s'offre à moi. Je me sens bien accueilli quand ma famille est bien accueillie, car mes parents constituent mon point d'origine et mon port d'attache.
4. Pour me sentir bien et avoir confiance en moi, j'ai besoin de professionnels qui encouragent avec bienveillance mon désir d'apprendre, de me socialiser et de découvrir.
5. Je développe ma créativité et j'éveille mes sens grâce aux expériences artistiques et culturelles. Je m'ouvre au monde par la richesse des échanges interculturels.
6. Le contact réel avec la nature est essentiel à mon développement.
7. Fille ou garçon, j'ai besoin que l'on me valorise pour mes qualités personnelles, en dehors de tout stéréotype. Il en va de même pour les professionnels qui m'accompagnent. C'est aussi grâce à ces femmes et à ces hommes que je construis mon identité.
8. J'ai besoin d'évoluer dans un environnement beau, sain et propice à mon éveil.
9. Pour que je sois bien traité, il est nécessaire que les adultes qui m'entourent soient bien traités. Travailler auprès des tout-petits nécessite des temps pour réfléchir, se documenter et échanger entre collègues comme avec d'autres intervenants.
10. J'ai besoin que les personnes qui prennent soin de moi soient bien formées et s'intéressent aux spécificités de mon très jeune âge et de ma situation d'enfant qui leur est confié par mon ou mes parents.

ANNEXE 2 : CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi no 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N°1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N°2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N°3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N°4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.
Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.
Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N°5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.
Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N°6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.
Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.
Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N°7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

ANNEXE 3 : Indicateurs d'évaluation

L'association s'engage à mettre en œuvre les projets suivants, pouvant comporter des obligations de service public, tels que spécifiés dans l'article 7

Actions (article 7)	Obligations de service public	Date de démarrage	Indicateurs associés	Valeurs cibles		
				2024	2025	2026

Mise place d'évaluation

Evaluation qualité et rectificatif dans le cadre d'une amélioration des projets et pratiques professionnelles de façon permanent avec un bilan annuel permettant une évolution si nécessaire

Les grilles d'évaluations sont en construction.

Il y aura 6 étapes :

1° déterminer les critères de qualité avec l'équipe en lien avec :

- Le projet éducatif, le projet pédagogique et la charte de l'accueil du jeune enfant concernant les projets liés à l'enfant
- Pour la formation les critères seront défini avec l'analyse du travail et le déroulé pédagogique
- Les aménagements seront défini dans une démarche éco-responsable

2° définir des indicateurs permettant d'évaluer les critères de façon objectif, observable et éventuellement mesurable.

3° concevoir des outils d'observations ou autres pour repérer les indicateurs

4° recueillir les données par l'observation fine, les entretiens, l'analyse si nécessaire de documents.

5° traiter les données recueillies

6° l'analyse des données dans l'objectif d'un réajustement est d'une amélioration de la qualité

ANNEXE 4: LES BUDGETS PREVISIONNELS DE CHACUN DES EAJE

EAJE BAMBOUBULLE / Année 2024

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats	23526	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	304975
Prestations de services			
Achats matières et fournitures		74- Subventions d'exploitation	
Autres fournitures	38768	État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs		- CTG	34000
Locations		- Fond public et territoire axe5	28172
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance		-	
Documentation		Département(s) :	6000
		-	
62 - Autres services extérieurs	23415	Intercommunalité(s) : EPCI ¹	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		-	
Publicité, publication		Commune(s) :	49452
Déplacements, missions		-	
Services bancaires, autres		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes	4300	-	
Impôts et taxes sur rémunération,		Fonds européens	
Autres impôts et taxes		-	
64- Charges de personnel	335089	L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	
Rémunération des personnels		Autres établissements publics	
Charges sociales			
Autres charges de personnel		75 - Autres produits de gestion courante	1200
65- Autres charges de gestion courante	165	Dont cotisations, dons manuels ou legs	
		Aides privées	
66- Charges financières		76 - Produits financiers	
67- Charges exceptionnelles		77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements	18036	78 – Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement		79 transferts de charges	19500
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	443299	TOTAL DES PRODUITS	443299
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ²			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL		TOTAL	
L'aide financière de la Ville d'un montant de...49452.....€ représente11% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.			

EAJE BAMBOUBULLE / Année 2025

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats	24470	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	362417
Prestations de services			
Achats matières et fournitures		74- Subventions d'exploitation	
Autres fournitures		État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs	39737	- CTG	34000
Locations		-	
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance		-	
Documentation		Département(s) :	6000
		-	
62 - Autres services extérieurs	24819	Intercommunalité(s) : EPCI ³	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		-	
Publicité, publication		Commune(s) :	62184
Déplacements, missions		-	
Services bancaires, autres			
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes		-	
Impôts et taxes sur rémunération,		Fonds européens	
Autres impôts et taxes		-	
64- Charges de personnel	359000	L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	
Rémunération des personnels		Autres établissements publics	
Charges sociales			
Autres charges de personnel		75 - Autres produits de gestion courante	
65- Autres charges de gestion courante	170	Dont cotisations, dons manuels ou legs	1400
		Aides privées	
66- Charges financières		76 - Produits financiers	195
67- Charges exceptionnelles		77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements	18000	78 – Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	466196	TOTAL DES PRODUITS	466196
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ⁴			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL		TOTAL	
L'aide financière de la Ville d'un montant de.....62184€ représente13% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.			

EAJE BAMBOUBULLE / Année 2026

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats	30801	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	368874
Prestations de services			
Achats matières et fournitures		74- Subventions d'exploitation	
Autres fournitures		État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs	42857	- CTG	39100
Locations		-	
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance		-	
Documentation		Département(s) :	6000
		-	
62 - Autres services extérieurs	25810	Intercommunalité(s) : EPCI ⁵	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		-	
Publicité, publication		Commune(s) :	66094
Déplacements, missions		-	
Services bancaires, autres		Organismes sociaux (détailler) :	
		-	
63 - Impôts et taxes		Fonds européens	
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes		-	
64- Charges de personnel	365590	L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	
Rémunération des personnels		Autres établissements publics	
Charges sociales			
Autres charges de personnel		75 - Autres produits de gestion courante	
65- Autres charges de gestion courante	300	Dont cotisations, dons manuels ou legs	1490
		Aides privées	
66- Charges financières		76 - Produits financiers	
67- Charges exceptionnelles		77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements	16200	78 – Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
	481558		481558
TOTAL DES CHARGES		TOTAL DES PRODUITS	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ⁶			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL		TOTAL	
L'aide financière de la Ville d'un montant de...66094€ représente 13% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.			

ANNEXE 5 : Soutien financier prévisionnel

Afin de soutenir la mise en œuvre par l'association du projet éducatif et d'établissement qui concourt aux orientations du Projet Educatif Petite Enfance de la Ville de Montpellier, la Ville s'engage à soutenir financièrement l'association, sous réserve du vote annuel du Budget Primitif.

Sans que l'association ne puisse faire valoir des droits sur les montants ci-après mentionnés, la Ville et l'association s'entendent sur un soutien financier correspondant à la trajectoire suivante :

Année	Pour l'accueil des petits montpelliérains	Pour la mise en œuvre des projets spécifiques (guichet unique et projets)	Total
2024	EAJE Bamboubulle : 1,10 x = €	€	€
2025	EAJE Bamboubulle : 1,10 x = €	... €	... €
2026	EAJE « xxx » : 1,10 x xxx = xxx € EAJE « xxx » : 1,10 x xxx = xxx €	... €	... €
Total	€	... €	... €

**CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
2024 – 2026**

**INSCRIPTION DANS LE SERVICE MONTPELLIERAIN DE LA PETITE ENFANCE
(SMPE)**

ENTRE :

La Ville de MONTPELLIER, représentée par Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire de MONTPELLIER, habilité à cet effet par délibération du Conseil Municipal en date du 15/10/2024, ci-après désignée « La Ville »,

ET

L'association La Ribambelle dont le siège est 170 place Saint Simon 34070 Montpellier, représentée par sa Présidente Madame Maestro agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été confiés par le Conseil d'Administration en date du 8 octobre 2023 en tant que gestionnaire d'établissement d'accueil du jeune enfant.

ci-après désignée « L'association ».

PREAMBULE :

La Ville de Montpellier est fortement engagée dans le secteur de la Petite Enfance et tout particulièrement dans sa volonté de faire de Montpellier une Ville à hauteur d'enfant et de développer et soutenir une offre d'accueil diversifiée pour les jeunes enfants montpelliérains.

Elle entend ainsi participer activement à la mise en place du Service Public de la Petite Enfance sur son territoire, et jouer pleinement son rôle « d'autorité organisatrice de l'accueil du jeune enfant » défini par la Loi.

Cette ambition passe par la mise en œuvre d'une politique d'accueil du jeune enfant qui doit pouvoir répondre aux impératifs de conciliation entre vie familiale et vie professionnelle et tendre vers le principe d'universalité en assurant à chaque famille l'opportunité de pouvoir trouver une offre d'accueil adaptée pour leur(s) enfant(s) et à lutter contre les inégalités sociales et la pauvreté des enfants.

Acteur majeur de cette politique ambitieuse pour les petits montpelliérains, le tissu associatif représente près de 25% de l'offre montpelliéraine, soit en 2023, plus de 700 places d'accueil régulier ou occasionnel régies par les dispositions du code de la Santé Publique et du décret n°2021-1131 du 30 août 2021.

La Convention territoriale globale (CTG) conclue entre la Ville de Montpellier et la Caf de l'Hérault pour la période 2022-2026 renforce encore ce partenariat, autour des 3 grands axes principaux suivants :

1. **L'accroissement substantiel du nombre de places d'accueil** : + 449 places dont plus de 300 places portées par la Ville et l'inclusion de l'enfant dans la Ville pour faire de Montpellier une Ville à hauteur d'enfant et du petit enfant.

2. **L'égalité d'accès à un mode d'accueil de qualité**, adapté à chaque famille en informant, accompagnant, et facilitant la démarche des familles ; en diversifiant les modalités d'accueil et en valorisant les métiers de la petite enfance.
3. **La promotion de l'égalité des chances dès le plus jeune âge** en tendant vers un droit universel à l'éveil et à la socialisation, en développant une politique de prévention à destination des familles et de soutien à la parentalité et en reconnectant le tout petit à la nature et à son environnement.

Ces axes de développement sont ainsi au cœur du Projet Educatif Petite Enfance élaboré par la Ville avec l'ensemble des acteurs (institutionnels et associatifs) et adopté au Conseil Municipal du 10 Octobre 2023, qui s'inscrivent dans le service montpelliérain de la petite enfance.

Ils fondent également le partenariat que la Ville souhaite consolider avec les gestionnaires associatifs qui poursuivent également des missions d'intérêt général pour répondre aux besoins du territoire et dont le projet associatif librement défini vise à répondre à des obligations de service public. La Ville entend ainsi renforcer son soutien à ces initiatives associatives à travers une contractualisation pluriannuelle visant :

- le soutien et le développement d'une offre d'accueil diversifiée permettant de lutter contre les inégalités, de construire des réponses adaptées aux besoins de toutes les familles montpelliéraines ;
- l'accompagnement qualitatif de la parentalité et une structuration d'un service harmonisé via la mise en place d'un guichet unique.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention définit le partenariat conclu entre la Ville et l'association xxx dans le cadre du Service Montpelliérain de la Petite Enfance (SMPE) pour la période couvrant la contractualisation passée entre la CAF et la Ville de Montpellier.

Dans ce cadre, elle vise à préciser les engagements réciproques auxquels s'obligent les cosignataires pour contribuer réciproquement aux objectifs du Projet Educatif de la Petite Enfance.

L'association **la Ribambelle** contribue au SMPE en gérant les établissements d'accueil du jeune enfant suivants :

- EAJE La Ribambelle

TITRE 1 –OBJECTIFS ET ENGAGEMENTS RECIPROQUES

ARTICLE 2 – LES OBJECTIFS GENERAUX DU PARTENARIAT

2.1. Le soutien à l'accueil des enfants montpelliérains

Soutenir l'activité des Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant par le versement d'une prestation annuelle de fonctionnement pour l'accueil des enfants âgés de moins de trois ans dont les parents sont domiciliés à Montpellier à raison de 1€10 par heure facturée.

2.2 Soutien au projet stratégique et à l'initiative associative dans le champ de la petite enfance :

☐ **1^{er} objectif : Partenariat autour d'un guichet unique**

(Paliers cumulatifs à préciser par l'association dans le cadre de la stratégie associative)

- Palier 1 Valeurs partagées du service public montpelliérain de la petite enfance (Inscription dans la démarche et création d'une bannière commune / participation aux réunions d'informations aux familles)
- Palier 2 Convergence sur les critères d'admission avec des objectifs de mixité et d'inclusion
- Palier 3 Création d'une liste unique et d'outils informatiques communs
- Palier 4 Participation à une commission unique d'attribution des places d'accueil en EAJE

☐ **2^{ème} objectif : Développement et enjeux spécifiques**

- Les projets associatifs en lien avec les besoins du territoire (lien avec le PEPE et la CTG)
- Les engagements dans le champ de la qualité
- Les actions mutualisées et les coopérations territoriales
- Les particularités et difficultés spécifiques de l'association
- Le soutien à la parentalité, démarches de prévention/santé
- Les initiatives en lien avec le festival de l'éveil, la candidature CEC 28 et la Ville à hauteur d'enfant
- Les projets à enjeux spécifiques
- Les projets de développement de l'offre

Sur la base de ces objectifs généraux, la présentation précise du projet associatif est détaillée dans l'article 7.

ARTICLE 3 – LES ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association participe à l'accueil des enfants âgés de 10 semaines jusqu'à 4 ans révolus. Pour ce faire, elle doit être agréée par la Protection Maternelle et Infantile, service du Département de l'Hérault et adhérer au principe de la Prestation de Service Unique dont les nouvelles dispositions figurent dans les circulaires n°2014-009 du 26 mars 2014 et n°2019-005 du 5 juin 2019.

L'association s'engage à garantir un accueil de qualité pour toutes les familles en appliquant les 10 principes de la charte nationale d'accueil du jeune enfant, sise en annexe à la présente convention.

L'association s'engage également à assurer une gestion rigoureuse de l'établissement, dans le respect des dispositions réglementaires applicables et plus particulièrement :

- Se conformer à la législation en vigueur dans le domaine du droit du travail et du droit de la santé publique, en matière d'équipements recevant du public et de mode de garde d'enfants ;
- Souscrire les assurances nécessaires à la couverture des risques en matière de responsabilité civile et de responsabilité professionnelle ;
- Animer la structure par un projet social décrit dans le projet d'établissement tel que défini dans le décret du 30 août 2021 ;
- Maintenir un taux d'encadrement, au minimum, conforme aux dispositions du décret du 30 août 2021 ;
- Maintenir un taux d'occupation des places satisfaisant et reflétant une utilisation optimale du nombre de places agréées par le président du Conseil Départemental ;
- Maintenir les coûts d'exploitation à un niveau équivalent à la moyenne des équipements associatifs de type similaire. Un accompagnement spécifique par la Ville et la CAF pourra être mis en œuvre en cas de dépassement des prix de revient moyens transmis par la CNAF.

Enfin, l'association s'engage :

1. A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;
2. A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;
3. A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.
4. A mettre en œuvre la charte de la laïcité dans les EAJE (CNAF) selon les modalités définies dans le RI de chaque structure et communiquées à la Ville.

ARTICLE 4 – LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE

La Ville s'engage à intégrer l'association dans l'animation et la mise en œuvre du Projet Educatif Petite Enfance.

Elle s'engage également à apporter un soutien financier et logistique à l'association pour la mise en œuvre de son projet d'établissement :

- Attribution d'une aide pour l'accueil des montpelliérains âgés de moins de trois ans,
- Attribution d'une aide annuelle complémentaire de fonctionnement permettant d'accompagner le projet éducatif développé par l'association,

ARTICLE 5 – LES ASPECTS QUALITATIFS DU PARTENARIAT

Les structures petite enfance associatives et municipales participent pleinement au rayonnement du service montpelliérain de la petite enfance mais également à l'élaboration et à la mise en œuvre du Projet Educatif de Petite Enfance.

Dans ce cadre, la Ville souhaite promouvoir un accueil de qualité pour tous les enfants montpelliérains au sein des structures d'accueil petite enfance et ainsi améliorer la visibilité et l'attractivité de cette offre de service.

Des groupes d'échange de pratiques seront mis en place afin de renforcer le partenariat entre des structures municipales et associatives et faire émerger des projets communs visant notamment à garantir un accueil de qualité pour tous les enfants (accueil inclusif, prévention, santé...), à développer la Ville à Hauteur d'Enfant, à soutenir la parentalité, à renforcer l'accès à la culture

pour tous via l'éveil artistique et culturel, un environnement sain en intégrant la démarche de transition écologique portée par la ville de Montpellier.

De plus, l'association sera invitée à participer aux différentes actions menées par la Ville de Montpellier parmi lesquelles celles inscrites dans Montpellier Capitale Européenne de la Culture.

Le réseau constitué par les associations et la Ville peut également être sollicité lorsque l'un ou l'autre rencontre des difficultés de recrutement, afin de proposer d'éventuelles candidatures.

TITRE 2 – LES MODALITES FINANCIERES DU PARTENARIAT

ARTICLE 6 – LE SOUTIEN DE LA VILLE POUR L'ACCUEIL DES PETITS MONTPELLIERAINS

La Ville attribuera à l'association **une participation annuelle variable** pour l'accueil des **enfants âgés de moins de trois ans** dont les parents sont **domiciliés à Montpellier**. La participation annuelle variable n'est pas versée pour les enfants accueillis sur des places qui font l'objet d'une réservation de berceaux rétribuée.

A titre dérogatoire, la participation annuelle de fonctionnement pour l'accueil de la Ville peut être également versée pour :

- **Les enfants non domiciliés à Montpellier** remplissant les conditions suivantes :
 - L'enfant accueilli souffre d'un handicap compatible avec la vie en collectivité pour lequel la commune de résidence ne propose pas d'accueil adapté ;
 - Les enfants du personnel de la structure ;
 - Les enfants dont les parents sont inscrits au rôle des contributions directes à Montpellier à titre personnel ;
 - Les enfants dont les familles déménagent hors Montpellier en cours de contrat : la participation annuelle de fonctionnement pourra être versée jusqu'au 31 décembre au plus tard pour un déménagement entre le 01/01 et le 31/08 ou jusqu'à la fermeture d'été de l'établissement pour un déménagement entre le 01/09 et le 31/12.
- **Les enfants de plus de trois ans** dans les cas suivants :
 - Les enfants dont l'état de santé justifie un maintien en structure d'accueil petite enfance, sur justification médicale validée par la Protection Maternelle Infantile.
 - Les enfants scolarisés qui peuvent être accueillis sur des temps extra-scolaires.

Afin d'assurer une égalité de traitement pour l'ensemble des gestionnaires inscrits dans le partenariat, la prestation annuelle de fonctionnement tient compte de la présence des enfants sur la base d'un montant forfaitaire par heure facturée, montant arrêté annuellement après l'adoption du Budget Primitif de la Ville. Cette aide financière est plafonnée à un taux d'occupation en heures facturées de 100 %.

Sous réserve du vote du Budget et des crédits afférents, la prestation annuelle de fonctionnement est projetée à 1,10 € par heure facturée.

Cette aide financière annuelle de fonctionnement pour l'accueil des enfants est évaluée sur la base d'un prévisionnel de présences établi par l'Association et transmis à la Ville avant le 31 juillet de l'année N-1. Ensuite, il pourra être réajusté en fonction du relevé d'heures effectivement facturées, constaté après la clôture de l'exercice.

ARTICLE 7 – LE SOUTIEN AU PROJET STRATEGIQUE ET A L'INITIATIVE ASSOCIATIVE DANS LE CHAMP DE LA PETITE ENFANCE

7.1. Le projet associatif

Le projet associatif et éducatif proposé par l'association vise des objectifs communs à ceux portés par la Ville dans le Projet éducatif Petite Enfance.

□ 1^{er} objectif : Partenariat autour d'un guichet unique

L'association s'engage à inscrire la crèche sur les 3 premiers paliers 3

□ 2^{ème} objectif : Développement et enjeux spécifiques

1/ La mixité sociale à la crèche / Handicap

Il s'agit d'accueillir des enfants quelles que soient leurs origines socio-culturelles : enfants étrangers, ceux dont les familles sont en difficultés sociales ou familiales, des enfants porteurs de troubles ou de handicaps et dont les parents travaillent ou non.

La Ribambelle doit pouvoir jouer son rôle d'instrument contre inégalités : pauvreté, exclusion, handicap...

Accueillir l'enfant et sa famille en crèche c'est contribuer à réduire les inégalités qui se creusent très tôt, en prenant en charge les familles et les enfants qui sont le plus démunis.

Nous travaillons chaque année avec La PMI, Le CHU, le CAMSP, SESSAD, CESDA 34, Appui parental... pour accueillir des enfants et des familles en difficultés sociales ou familiales, des enfants porteur d'handicaps.

2/ Soutien à la parentalité

Les actions de soutien à la parentalité visent à accompagner les parents en difficulté durable ou passagère dans leur rôle éducatif quotidien auprès de leur enfant.

A la Ribambelle, ce soutien est basé sur l'écoute, l'échange sur des préoccupations éducatives de la vie quotidienne (sommeil, repas, agressivité...) ainsi que l'orientation et accompagnement vers des services et aides spécifiques si cela s'avère nécessaire (lieux d'écoute, services PMI, professionnel de santé, orthophonistes, kiné...).

Auprès des enfants, Nous travaillons avec des outils pédagogiques sur un accueil et une écoute des besoins singuliers de chaque enfant : activités proposées en accord avec le développement de chaque enfant (voir annexe 8). La journée est rythmée de propositions ludiques, de moments de jeux libres, d'histoires, de chants et avec le projet éducatif et bienveillance de permettre à l'enfant de rencontrer de ses pairs (socialisation),

Petit manuel Pédagogique de la Ribambelle en annexe 8

3/ Deux projets spécifiques à la crèche

- a) La bibliothèque en annexe 6
- b) Les ateliers d'éveil en annexe 7

7.2. Le soutien financier de la Ville

Au regard de l'intérêt qu'elle porte à ces projets et à leur mise en œuvre pour les petits Montpelliérains, la Ville s'engage à soutenir financièrement l'association par une aide

complémentaire au fonctionnement général qui sera adopté par le conseil municipal au titre de chacune des années budgétaires concernées et qui fera l'objet d'une notification à l'association.

Pour l'année N, le montant global du soutien financier de la Ville pour l'ensemble des projets de l'association dans le champ de la petite enfance s'établit à XXX €

Sous réserve du vote des crédits afférents dans le cadre de l'adoption du Budget Primitif, et sous réserve de mise en œuvre effective des projets et d'évolution des orientations arrêtées sur lesquels elles s'entendent, la Ville et l'association établissent une projection pluriannuelle et prévisionnelle du soutien financier inscrite en annexe 2 à la présente convention.

ARTICLE 8 – LE SUIVI ADMINISTRATIF ET COMPTABLE DE L'ASSOCIATION

Le versement de la participation financière accordée par la Ville (pour l'accueil des petits montpelliérains et le soutien au projet éducatif tel que défini dans les articles 6 et 7) est conditionné à la transmission par l'Association des documents suivants :

8.1. Au démarrage du partenariat

A la date de la signature de la convention (et pendant la durée de la convention en cas de changement), l'association transmet l'ensemble des documents suivants :

- Statuts à jours,
- Composition à jour du bureau de l'association et procès-verbal électif,
- Composition à jour du Conseil d'administration et procès-verbal électif,
- Organigramme de la structure faisant apparaître le nom la fonction occupée et le statut (bénévole ou salarié) de chaque personne mentionnée dont le directeur de l'association,
- Nombre de salariées (nombre en équivalent temps plein et nombre de personnes physiques) et de bénévoles œuvrant au sein de l'association,
- Derniers comptes arrêtés détaillés, ainsi que les rapports du commissaire aux comptes (le cas échéant), et le dernier rapport d'audit portant sur le contrôle interne (organisation et procédures au sein de l'association)
- Les budgets prévisionnels de l'association.

8.2. Annuellement, pour le versement de la prestation annuelle variable pour l'accueil des petits montpelliérains prévue à l'article 6

- Transmission d'un relevé des heures facturées et des heures réelles des enfants accueillis, comportant la date de naissance de l'enfant ainsi que l'identité et l'adresse des parents, sur la base du modèle communiqué par la Ville :
 - Avant le 31 juillet pour le 1^{er} semestre de l'année N ;
 - Avant le 31 janvier de l'année N+1 pour l'année N.Les enfants bénéficiant d'une dérogation devront être signalés en indiquant le motif comme définis à l'article 6.
- Transmission d'une attestation, signée, datée et tamponnée par le président ou le responsable d'établissement :
 - Avant le 31 juillet avec le nombre prévisionnel d'heures facturées pour l'exercice suivant, sur la base du modèle communiqué par la Ville ;
 - Avant le 31 janvier avec le nombre d'heures facturées consolidées de l'année écoulée, ce nombre devant prendre en compte les critères définis à l'article 6.

8.3. Annuellement pour le versement de la prestation annuelle complémentaire contribuant à la mise en œuvre du projet éducatif

- Demande annuelle de soutien financier au titre du projet éducatif sur la base d'un dossier communiqué par la Ville

8.4 Informations comptables annuelles

Dans les 6 mois de la dernière clôture comptable N, l'association transmet ses comptes annuels détaillés établis par l'expert-comptable (bilan, compte de résultat et annexes), ainsi que le rapport général et spécial du Commissaire aux comptes le cas échéant.

En mars de l'année N+1 elle communique la copie de la déclaration des données réelles de l'exercice précédent établi pour la Caf.

ARTICLE 9 – MODALITES DE PAIEMENT DE L'AIDE FINANCIERE LIEE A L'ACTIVITE

Le paiement de la prestation s'effectuera en 2 versements :

- 1- Un premier versement égal à :
 - 80% du montant total de l'aide liée à l'accueil des petits montpelliérains, plus ou moins le solde de l'année N-1 constaté après la clôture de l'exercice. Sous réserve de transmission des documents nécessaires par l'association, ce versement sera effectué au cours du 1^{er} trimestre de l'année).
 - 50% de l'aide financière complémentaire lié à la mise en œuvre du projet éducatif, sous réserve que la rencontre association-Ville prévue à l'article 11 ait eu lieu et que le montant de l'aide financière ait été votée par le conseil municipal.
- 2- Un deuxième versement égal à :
 - 20% du montant total de l'aide liée à l'accueil des petits montpelliérains
 - 50% de l'aide financière complémentaire lié à la mise en œuvre du projet éducatif.

ARTICLE 10 – MODALITES D'INFORMATION ET DE CONTROLE

10.1. Droit de contrôle sur pièces et ou sur place

En plus des pièces listées à l'article 8, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de prestations allouées. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

10.2. Respect de la réglementation sur la protection des données

La Ville de Montpellier s'engage à une application stricte des dispositions relatives à la protection des données personnelles qui lui seront transmises dans le cadre de ce contrôle, notamment en limitant leur accès aux seules personnes directement en charge du contrôle, en veillant à la sécurisation de leur conservation et en ne les conservant que pour la durée de validité dudit contrôle.

10.3. Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (modification d'agrément, changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

10.4. Assurer une communication des partenariats

L'association doit mentionner les aides apportées par la Ville et la CAF dans toutes les interventions, déclarations publiques, communiqués, articles d'information ou brochures concernant l'équipement. L'information sur le concours financier de la Ville et de la CAF doit être également affichée dans le hall d'accueil des parents.

TITRE 3 – LE SUIVI DU PARTENARIAT

ARTICLE 11 – INSTANCES DE SUIVI DE LA CONVENTION

Afin d'assurer le suivi régulier de cette convention et de veiller à la qualité du partenariat, la Ville et l'association s'accordent sur la mise en œuvre de rencontres régulières associant la présidente et des directrices de l'association et des professionnels du pôle petite enfance de la Ville.

Une fois par an à minima, cette instance se réunira pour effectuer un bilan partagé de la mise en œuvre du projet éducatif. Ce dialogue de gestion annuel sera organisé au cours du troisième trimestre.

ARTICLE 12 – GOUVERNANCE PARTICIPATIVE DE LA POLITIQUE PUBLIQUE

La Ville, dans sa volonté de refonder la gouvernance participative de la politique publique de la petite enfance, s'engage dans la mise en place d'un comité de pilotage de la petite enfance, présidé par le Maire ou le cas échéant l'adjointe en charge de la Petite Enfance.

Ce comité de pilotage intitulé « instance locale de concertation » associe les acteurs intervenant dans le SMPE parmi lesquels la CAF, la PMI et les acteurs associatifs qui interviennent dans la mise en œuvre de cette politique ambitieuse pour les petits montpelliérains.

Réuni deux fois par an, ce comité de pilotage veille notamment à la mise en œuvre du Projet Educatif de la Petite Enfance et au suivi des objectifs de la CTG et du Schéma départemental des services aux familles. Il permet de décliner à l'échelle de la Ville de Montpellier, l'organisation du CDSF ;

ARTICLE 13 – DUREE

La présente convention est conclue du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2026. Elle abroge les conventions de partenariat précédemment conclues le 9 mars 2023 entre les deux cosignataires.

Afin d'assurer la continuité du financement des actions, cette convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens pourra produire des effets jusqu'au 31 décembre 2027 en ce qui le soutien à l'accueil des enfants montpelliérains comme prévu à l'article 6.

Cette option est néanmoins conditionnée à un accord express des deux signataires et jusqu'à la conclusion d'une nouvelle contractualisation avec la CAF venant se substituer à la CTG.

ARTICLE 14 - RESILIATION

En cas de non-respect par l'Association de ses engagements contractuels, ainsi qu'en cas de faute grave de sa part, et sous réserve de l'accord de la CAF, la Ville pourra résilier de plein droit la présente convention, à l'expiration d'un délai de 3 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation dans les conditions présentées implique la restitution des prestations versées par la Ville.

La résiliation de cette convention d'un commun accord des parties peut intervenir pendant toute la durée de la convention en cas de modification de l'offre d'accueil.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Le Maire de la Ville de Montpellier,

Le Président de l'Association,

Michaël DELAFOSSE

ANNEXE 1 : Charte nationale d'accueil du jeune enfant (arrêté du 23 septembre 2021)

DIX GRANDS PRINCIPES POUR GRANDIR EN TOUTE CONFIANCE

1. Pour grandir sereinement, j'ai besoin que l'on m'accueille quelle que soit ma situation ou celle de ma famille.
2. J'avance à mon propre rythme et je développe toutes mes facultés en même temps : pour moi, tout est langage, corps, jeu, expérience. J'ai besoin que l'on me parle, de temps et d'espace pour jouer librement et pour exercer mes multiples capacités.
3. Je suis sensible à mon entourage proche et au monde qui s'offre à moi. Je me sens bien accueilli quand ma famille est bien accueillie, car mes parents constituent mon point d'origine et mon port d'attache.
4. Pour me sentir bien et avoir confiance en moi, j'ai besoin de professionnels qui encouragent avec bienveillance mon désir d'apprendre, de me socialiser et de découvrir.
5. Je développe ma créativité et j'éveille mes sens grâce aux expériences artistiques et culturelles. Je m'ouvre au monde par la richesse des échanges interculturels.
6. Le contact réel avec la nature est essentiel à mon développement.
7. Fille ou garçon, j'ai besoin que l'on me valorise pour mes qualités personnelles, en dehors de tout stéréotype. Il en va de même pour les professionnels qui m'accompagnent. C'est aussi grâce à ces femmes et à ces hommes que je construis mon identité.
8. J'ai besoin d'évoluer dans un environnement beau, sain et propice à mon éveil.
9. Pour que je sois bien traité, il est nécessaire que les adultes qui m'entourent soient bien traités. Travailler auprès des tout-petits nécessite des temps pour réfléchir, se documenter et échanger entre collègues comme avec d'autres intervenants.
10. J'ai besoin que les personnes qui prennent soin de moi soient bien formées et s'intéressent aux spécificités de mon très jeune âge et de ma situation d'enfant qui leur est confié par mon ou mes parents.



ANNEXE 2 : CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi no 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N°1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N°2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N°3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N°4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.

Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.

Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N°5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.

Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N°6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.

Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.

Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N°7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

ANNEXE 3 : Indicateurs d'évaluation

L'association s'engage à mettre en œuvre les projets suivants, pouvant comporter des obligations de service public, tels que spécifiés dans l'article 7

Actions (article 7)	Obligations de service public	Date de démarrage	Indicateurs associés	Valeurs cibles		
				2024	2025	2026
Bibliothèque active		Janvier 2024	Tous les jours les parents peuvent prendre des livres et venir écouter un temps histoire lors de rencontres	X	X	X
			1 fois par mois , on ouvre aux parents qui le souhaitent un moment partagé autour des livres	X	X	X
Atelier d'éveil		Janvier 2025	1 fois par semaine		X	X
Soutien à la parentalité		Janvier 2024	Tous les jours lors des accueils et rencontres	X	X	X
		Janvier 2024	3 fois par an lors des fêtes à la crèche	X	X	X
Inclusion et la mixité		Janvier 2024	Tous les jours, nous accueillons des enfants porteurs de handicap, des familles en difficultés	X	X	X
Pédagogie de la libre		Janvier 2024	Tous les jours, nous	X	X	X

expression (cf annexe 8)			adaptions les ateliers et notre pédagogie aux enfants accueillis			
--------------------------------	--	--	---	--	--	--

PROJET

ANNEXE 4: LES BUDGETS PREVISIONNELS DE CHACUN DES EAJE

Etablissement La Ribambelle / Année 2024

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	258 967
Prestations de services			
Achats matières et fournitures	31 500	74- Subventions d'exploitation	
Autres fournitures		État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs		-	
Locations	13 500	-	
Entretien et réparation	5 500	Région(s) :	
Assurance	1 300	-	
Documentation		Département(s) :	
		-	
62 - Autres services extérieurs		Intercommunalité(s) : EPCI ¹	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	18 240	-	
Publicité, publication		Commune(s) :	34 000
Déplacements, missions		-	
Services bancaires, autres			
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes		-	
Impôts et taxes sur rémunération,		Fonds européens	
Autres impôts et taxes		-	
64- Charges de personnel		L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	25 000
Rémunération des personnels	290 000	Autres établissements publics	
Charges sociales			
Autres charges de personnel		75 - Autres produits de gestion courante	31600
65- Autres charges de gestion courante	4 000	Dont cotisations, dons manuels ou legs	
		Aides privées	
66- Charges financières		76 - Produits financiers	2 000
67- Charges exceptionnelles		77- produits exceptionnels	11 000
68- Dotation aux amortissements	12 000	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
	376 040		362 567
TOTAL DES CHARGES		TOTAL DES PRODUITS	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ²			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			

864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL		TOTAL	
L'aide financière de la Ville d'un montant de.....€ représente% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.			

Etablissement La Ribambelle / Année 2025

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services			
Achats matières et fournitures		74- Subventions d'exploitation	
Autres fournitures		État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs		-	
Locations		-	
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance		-	
Documentation		Département(s) :	
		-	
62 - Autres services extérieurs		Intercommunalité(s) : EPCI ³	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		-	
Publicité, publication		Commune(s) :	
Déplacements, missions		-	
Services bancaires, autres			
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes		-	
Impôts et taxes sur rémunération,		Fonds européens	
Autres impôts et taxes		-	
64- Charges de personnel		L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	
Rémunération des personnels		Autres établissements publics	
Charges sociales			
Autres charges de personnel		75 - Autres produits de gestion courante	
65- Autres charges de gestion courante		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
		Aides privées	
66- Charges financières		76 - Produits financiers	
67- Charges exceptionnelles		77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES		TOTAL DES PRODUITS	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES⁴			
86- Emplois des contributions		87 - Contributions	

volontaires en nature		volontaires en nature	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL		TOTAL	
L'aide financière de la Ville d'un montant de.....€ représente% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.			

Etablissement xxx / Année 2026

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services			
Achats matières et fournitures		74- Subventions d'exploitation	
Autres fournitures		État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs		-	
Locations		-	
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance		-	
Documentation		Département(s) :	
		-	
62 - Autres services extérieurs		Intercommunalité(s) : EPCI ⁵	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		-	
Publicité, publication		Commune(s) :	
Déplacements, missions		-	
Services bancaires, autres			
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes		-	
Impôts et taxes sur rémunération,		Fonds européens	
Autres impôts et taxes		-	
64- Charges de personnel		L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	
Rémunération des personnels		Autres établissements publics	
Charges sociales			
Autres charges de personnel		75 - Autres produits de gestion courante	
65- Autres charges de gestion courante		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
		Aides privées	
66- Charges financières		76 - Produits financiers	
67- Charges exceptionnelles		77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			

TOTAL DES CHARGES		TOTAL DES PRODUITS	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES⁶			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL		TOTAL	
L'aide financière de la Ville d'un montant de.....€ représente% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.			

ANNEXE 5 : Soutien financier prévisionnel

Afin de soutenir la mise en œuvre par l'association du projet éducatif et d'établissement qui concourt aux orientations du Projet Educatif Petite Enfance de la Ville de Montpellier, la Ville s'engage à soutenir financièrement l'association, sous réserve du vote annuel du Budget Primitif.

Sans que l'association ne puisse faire valoir des droits sur les montants ci-après mentionnés, la Ville et l'association s'entendent sur un soutien financier correspondant à la trajectoire suivante :

Année	Pour l'accueil des petits montpelliérains	Pour la mise en œuvre des projets spécifiques (guichet unique et projets)	Total
2024	EAJE « xxx » : 1,10 x xxx = xxx € EAJE « xxx » : 1,10 x xxx = xxx €	... €	... €
2025	EAJE « xxx » : 1,10 x xxx = xxx € EAJE « xxx » : 1,10 x xxx = xxx €	... €	... €
2026	EAJE « xxx » : 1,10 x xxx = xxx € EAJE « xxx » : 1,10 x xxx = xxx €	... €	... €
Total	€	... €	... €

**CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
2024 – 2026**

**INSCRIPTION DANS LE SERVICE MONTPELLIERAIN DE LA PETITE ENFANCE
(SMPE)**

ENTRE :

La Ville de MONTPELLIER, représentée par Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire de MONTPELLIER, habilité à cet effet par délibération du Conseil Municipal en date du JJ MM 2023,

ci-après désignée « La Ville »,

ET

L'association L'arbre à chouette, dont le siège est au 44 avenue saint Lazare – CS 59 003 34 967 Montpellier cedex 2, représentée par son Président Monsieur Jack GAUFFRE agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été confiés par le Conseil d'Administration en date du 28 novembre 2011, en tant que gestionnaire d'établissement d'accueil du jeune enfant.

ci-après désignée « L'association ».

PREAMBULE :

La Ville de Montpellier est fortement engagée dans le secteur de la Petite Enfance et tout particulièrement dans sa volonté de faire de Montpellier une Ville à hauteur d'enfant et de développer et soutenir une offre d'accueil diversifiée pour les jeunes enfants montpelliérains.

Elle entend ainsi participer activement à la mise en place du Service Public de la Petite Enfance sur son territoire, et jouer pleinement son rôle « d'autorité organisatrice de l'accueil du jeune enfant » défini par la Loi.

Cette ambition passe par la mise en œuvre d'une politique d'accueil du jeune enfant qui doit pouvoir répondre aux impératifs de conciliation entre vie familiale et vie professionnelle et tendre vers le principe d'universalité en assurant à chaque famille l'opportunité de pouvoir trouver une offre d'accueil adaptée pour leur(s) enfant(s) et à lutter contre les inégalités sociales et la pauvreté des enfants.

Acteur majeur de cette politique ambitieuse pour les petits montpelliérains, le tissu associatif représente près de 25% de l'offre montpelliéraine, soit en 2023, plus de 700 places d'accueil régulier ou occasionnel régies par les dispositions du code de la Santé Publique et du décret n°2021-1131 du 30 août 2021.

La Convention territoriale globale (CTG) conclue entre la Ville de Montpellier et la Caf de l'Hérault pour la période 2022-2026 renforce encore ce partenariat, autour des 3 grands axes principaux suivants :

1. **L'accroissement substantiel du nombre de places d'accueil** : + 449 places dont plus de 300 places portées par la Ville et l'inclusion de l'enfant dans la Ville pour faire de

Montpellier une Ville à hauteur d'enfant et du petit enfant.

2. **L'égalité d'accès à un mode d'accueil de qualité**, adapté à chaque famille en informant, accompagnant, et facilitant la démarche des familles ; en diversifiant les modalités d'accueil et en valorisant les métiers de la petite enfance.
3. **La promotion de l'égalité des chances dès le plus jeune âge** en tendant vers un droit universel à l'éveil et à la socialisation, en développant une politique de prévention à destination des familles et de soutien à la parentalité et en reconnectant le tout petit à la nature et à son environnement.

Ces axes de développement sont ainsi au cœur du Projet Educatif Petite Enfance élaboré par la Ville avec l'ensemble des acteurs (institutionnels et associatifs) et adopté au Conseil Municipal du 10 Octobre 2023, qui s'inscrivent dans le service montpelliérain de la petite enfance.

Ils fondent également le partenariat que la Ville souhaite consolider avec les gestionnaires associatifs qui poursuivent également des missions d'intérêt général pour répondre aux besoins du territoire et dont le projet associatif librement défini vise à répondre à des obligations de service public. La Ville entend ainsi renforcer son soutien à ces initiatives associatives à travers une contractualisation pluriannuelle visant :

- le soutien et le développement d'une offre d'accueil diversifiée permettant de lutter contre les inégalités, de construire des réponses adaptées aux besoins de toutes les familles montpelliéraines ;
- l'accompagnement qualitatif de la parentalité et une structuration d'un service harmonisé via la mise en place d'un guichet unique.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention définit le partenariat conclu entre la Ville et l'association xxx dans le cadre du Service Montpelliérain de la Petite Enfance (SMPE) pour la période couvrant la contractualisation passée entre la CAF et la Ville de Montpellier.

Dans ce cadre, elle vise à préciser les engagements réciproques auxquels s'obligent les cosignataires pour contribuer réciproquement aux objectifs du Projet Educatif de la Petite Enfance.

L'association **L'arbre à chouette** contribue au SMPE en gérant les établissements d'accueil du jeune enfant suivants :

- EAJE L'arbre à chouette (29 places)

TITRE 1 –OBJECTIFS ET ENGAGEMENTS RECIPROQUES

ARTICLE 2 – LES OBJECTIFS GENERAUX DU PARTENARIAT

2.1. Le soutien à l'accueil des enfants montpelliérains

Soutenir l'activité des Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant par le versement d'une prestation annuelle de fonctionnement pour l'accueil des enfants âgés de moins de trois ans dont les parents sont domiciliés à Montpellier à raison de 1€10 par heure facturée.

2.2 Soutien au projet stratégique et à l'initiative associative dans le champ de la petite enfance :

☐ **1^{er} objectif : Partenariat autour d'un guichet unique**

(Paliers cumulatifs à préciser par l'association dans le cadre de la stratégie associative)

- Palier 1 Valeurs partagées du service public montpelliérain de la petite enfance (Inscription dans la démarche et création d'une bannière commune / participation aux réunions d'informations aux familles)
- Palier 2 Convergence sur les critères d'admission avec des objectifs de mixité et d'inclusion
- Palier 3 Création d'une liste unique et d'outils informatiques communs
- Palier 4 Participation à une commission unique d'attribution des places d'accueil en EAJE

☐ **2^{ème} objectif : Développement et enjeux spécifiques**

- Les projets associatifs en lien avec les besoins du territoire (lien avec le PEPE et la CTG)
- Les engagements dans le champ de la qualité
- Les actions mutualisées et les coopérations territoriales
- Les particularités et difficultés spécifiques de l'association
- Le soutien à la parentalité, démarches de prévention/santé
- Les initiatives en lien avec le festival de l'éveil, la candidature CEC 28 et la Ville à hauteur d'enfant
- Les projets à enjeux spécifiques
- Les projets de développement de l'offre

Sur la base de ces objectifs généraux, la présentation précise du projet associatif est détaillée dans l'article 7.

ARTICLE 3 – LES ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association participe à l'accueil des enfants âgés de 10 semaines jusqu'à 5 ans révolus. Pour ce faire, elle doit être agréée par la Protection Maternelle et Infantile, service du Département de l'Hérault et adhérer au principe de la Prestation de Service Unique dont les nouvelles dispositions figurent dans les circulaires n°2014-009 du 26 mars 2014 et n°2019-005 du 5 juin 2019.

L'association s'engage à garantir un accueil de qualité pour toutes les familles en appliquant les 10 principes de la charte nationale d'accueil du jeune enfant, sise en annexe à la présente convention.

L'association s'engage également à assurer une gestion rigoureuse de l'établissement, dans le respect des dispositions réglementaires applicables et plus particulièrement :

- Se conformer à la législation en vigueur dans le domaine du droit du travail et du droit de la santé publique, en matière d'équipements recevant du public et de mode de garde d'enfants ;
- Souscrire les assurances nécessaires à la couverture des risques en matière de responsabilité civile et de responsabilité professionnelle ;
- Animer la structure par un projet social décrit dans le projet d'établissement tel que défini dans le décret du 30 août 2021 ;
- Maintenir un taux d'encadrement, au minimum, conforme aux dispositions du décret du 30 août 2021 ;
- Maintenir un taux d'occupation des places satisfaisant et reflétant une utilisation optimale du nombre de places agréées par le président du Conseil Départemental ;
- Maintenir les coûts d'exploitation à un niveau équivalent à la moyenne des équipements associatifs de type similaire. Un accompagnement spécifique par la Ville et la CAF pourra être mis en œuvre en cas de dépassement des prix de revient moyens transmis par la CNAF.

Enfin, l'association s'engage :

1. A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;
2. A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;
3. A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.
4. A mettre en œuvre la charte de la laïcité dans les EAJE (CNAF) selon les modalités définies dans le RI de chaque structure et communiquées à la Ville.

ARTICLE 4 – LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE

La Ville s'engage à intégrer l'association dans l'animation et la mise en œuvre du Projet Educatif Petite Enfance.

Elle s'engage également à apporter un soutien financier et logistique à l'association pour la mise en œuvre de son projet d'établissement :

- Attribution d'une aide pour l'accueil des montpelliérains âgés de moins de trois ans,
- Attribution d'une aide annuelle complémentaire de fonctionnement permettant d'accompagner le projet éducatif développé par l'association,

ARTICLE 5 – LES ASPECTS QUALITATIFS DU PARTENARIAT

Les structures petite enfance associatives et municipales participent pleinement au rayonnement du service montpelliérain de la petite enfance mais également à l'élaboration et à la mise en œuvre du Projet Educatif de Petite Enfance.

Dans ce cadre, la Ville souhaite promouvoir un accueil de qualité pour tous les enfants montpelliérains au sein des structures d'accueil petite enfance et ainsi améliorer la visibilité et l'attractivité de cette offre de service.

Des groupes d'échange de pratiques seront mis en place afin de renforcer le partenariat entre des structures municipales et associatives et faire émerger des projets communs visant notamment à garantir un accueil de qualité pour tous les enfants (accueil inclusif, prévention, santé...), à développer la Ville à Hauteur d'Enfant, à soutenir la parentalité, à renforcer l'accès à la culture

pour tous via l'éveil artistique et culturel, un environnement sain en intégrant la démarche de transition écologique portée par la ville de Montpellier.

De plus, l'association sera invitée à participer aux différentes actions menées par la Ville de Montpellier parmi lesquelles celles inscrites dans Montpellier Capitale Européenne de la Culture.

Le réseau constitué par les associations et la Ville peut également être sollicité lorsque l'un ou l'autre rencontre des difficultés de recrutement, afin de proposer d'éventuelles candidatures.

TITRE 2 – LES MODALITES FINANCIERES DU PARTENARIAT

ARTICLE 6 – LE SOUTIEN DE LA VILLE POUR L'ACCUEIL DES PETITS MONTPELLIERAINS

La Ville attribuera à l'association **une participation annuelle variable** pour l'accueil des **enfants âgés de moins de trois ans** dont les parents sont **domiciliés à Montpellier**. La participation annuelle variable n'est pas versée pour les enfants accueillis sur des places qui font l'objet d'une réservation de berceaux rétribuée.

A titre dérogatoire, la participation annuelle de fonctionnement pour l'accueil de la Ville peut être également versée pour :

- **Les enfants non domiciliés à Montpellier** remplissant les conditions suivantes :
 - L'enfant accueilli souffre d'un handicap compatible avec la vie en collectivité pour lequel la commune de résidence ne propose pas d'accueil adapté ;
 - Les enfants du personnel de la structure ;
 - Les enfants dont les parents sont inscrits au rôle des contributions directes à Montpellier à titre personnel ;
 - Les enfants dont les familles déménagent hors Montpellier en cours de contrat : la participation annuelle de fonctionnement pourra être versée jusqu'au 31 décembre au plus tard pour un déménagement entre le 01/01 et le 31/08 ou jusqu'à la fermeture d'été de l'établissement pour un déménagement entre le 01/09 et le 31/12.
- **Les enfants de plus de trois ans** dans les cas suivants :
 - Les enfants dont l'état de santé justifie un maintien en structure d'accueil petite enfance, sur justification médicale validée par la Protection Maternelle Infantile.
 - Les enfants scolarisés qui peuvent être accueillis sur des temps extra-scolaires.

Afin d'assurer une égalité de traitement pour l'ensemble des gestionnaires inscrits dans le partenariat, la prestation annuelle de fonctionnement tient compte de la présence des enfants sur la base d'un montant forfaitaire par heure facturée, montant arrêté annuellement après l'adoption du Budget Primitif de la Ville. Cette aide financière est plafonnée à un taux d'occupation en heures facturées de 100 %.

Sous réserve du vote du Budget et des crédits afférents, la prestation annuelle de fonctionnement est projetée à 1,10 € par heure facturée.

Cette aide financière annuelle de fonctionnement pour l'accueil des enfants est évaluée sur la base d'un prévisionnel de présences établi par l'Association et transmis à la Ville avant le 31 juillet de

l'année N-1. Ensuite, il pourra être réajusté en fonction du relevé d'heures effectivement facturées, constaté après la clôture de l'exercice.

ARTICLE 7 – LE SOUTIEN AU PROJET STRATEGIQUE ET A L'INITIATIVE ASSOCIATIVE DANS LE CHAMP DE LA PETITE ENFANCE

7.1. Le projet associatif

Le projet associatif et éducatif proposé par l'association vise des objectifs communs à ceux portés par la Ville dans le Projet éducatif Petite Enfance.

□ 1^{er} objectif : Partenariat autour d'un guichet unique

Nous souhaitons nous engager sur les 3 premiers paliers.

□ 2^{ème} objectif : Développement et enjeux spécifiques Les projets associatifs en lien avec les besoins du territoire

Notre établissement est implanté entre le quartier des Beaux-arts et Aiguelongue. Nous ne rencontrons pas de grosses problématiques avec le public accueilli du quartier. Les enfants sont globalement suivis au niveau de leur santé, les parents sont assez attentifs et demandeurs de conseils. Il y a peu de famille en situation de précarité. Pour cette raison, nous avons d'autant plus la possibilité d'accueillir des enfants porteurs de handicap ou des familles dans des situations précaires ou difficiles. Lors de nos dernières commissions, nous avons donc appliqué les critères d'attribution de la Ville de Montpellier (Bien longtemps notre principal critère restait l'implantation de la famille dans le quartier). Ces choix nous amènent à plus de mixité sociale.

Notre projet pédagogique s'articule autour des axes suivants :

□ Une thématique abordée chaque année

Chaque année, nous déterminons en équipe une thématique qui nous servira de fil conducteur pour les activités que nous proposons aux enfants.

Pour illustrer ce projet, nous avons choisi cette année le thème des couleurs. Chaque mois, nous avons découvert avec les enfants une nouvelle couleur. Le mois du jaune par exemple, nous avons organisé un goûter et un repas avec des aliments jaunes, nous avons mis en place du transvasement avec des objets jaunes, nous avons confectionné de la pâte à sel jaune, nous avons proposé de la peinture jaune, nous avons repéré la couleur jaune dans les livres, nous avons demandé aux enfants de venir avec un accessoire jaune de la maison, etc.

□ Des semaines/journées à thème

Nous organisons tout au long de l'année des journées à thème : journée pyjamas, journée plage, semaine des olympiades avec des activités motrices, semaine du goût, semaine de la Petite Enfance,

Nous marquons également les dates du calendrier avec la chasse aux œufs, la chandeleur avec des ateliers crêpes, des ateliers galettes des rois, des ateliers autour de l'hiver, la fête de la musique, les saisons, etc.

□ Les sorties natures et à l'extérieur

Chaque jour, nous organisons une sortie avec les groupes d'enfants : Dans notre jardin, au potager que nous avons créé dans un espace juxtaposé à la crèche, au parc Edith Piaf, au sein des espaces autour de notre établissement, à la boulangerie, à l'Orangerie, à l'Ecolothèque, à la maison pour tous.

□ Un projet pédagogique orienté vers la nature

Notre projet pédagogique est orienté autour de la nature. Nous organisons très régulièrement les repas et les siestes à l'extérieur (Dans le jardin ou sous le porche). Nous utilisons quotidiennement les espaces extérieurs et organisons une sortie quasiment tous les jours. Nous ramassons les objets que nous pouvons trouver dans les espaces verts pour les intégrer dans nos propositions

d'activités. Nous avons un potager que nous entretenons avec les enfants. Nous avons également un bac de terre pour faire du transvasement. Nous organisons des jeux d'eau toute l'année (été comme hiver, intérieur ou extérieur).

□ Un projet orienté autour de la motricité libre et de l'autonomie

Nous avons aménagé notre établissement et organisé nos journées de manière à ce que les enfants puissent évoluer le plus librement possible et de manière autonome : self-service à table, mettre la table et la débarrasser, changes debout, coucher et lever des siestes autonomes, libre circulation dans les différents espaces, itinérance ludique, les enfants sont pieds nus, achats de matériels de motricité pour les différents groupes d'âges, etc.

Les points abordés par la suite sont également des points clés de notre projet associatif.

Les engagements dans le champ de la qualité

Projets à destination de l'équipe et des stagiaires/apprentis

□ Des formations, colloques et conférences proposés à l'ensemble de l'équipe

Chaque année, nous proposons 2 journées pédagogiques à l'ensemble de l'équipe. Nous recueillons les besoins et proposons des thématiques que nous souhaiterions aborder en équipe. Les formations sont organisées au sein de notre établissement.

Nous proposons à chaque professionnel de l'équipe de partir chaque année sur une formation, une conférence, un colloque afin de pouvoir enrichir ses connaissances, prendre du recul sur ses pratiques et partager.

□ Des réunions mensuelles

Nous organisons chaque mois une réunion par secteur afin de pouvoir échanger sur nos organisations, les familles, les enfants, les réajustements à opérer, les difficultés rencontrées, etc.

Nous mettons en place en début de réunion des « points pédagogiques » pour aborder les sujets sur lesquels l'équipe nous sollicite, des points qui nous semblent important d'aborder, etc.

□ Des séances d'analyse de pratiques professionnelles

Chaque professionnel bénéficie de 4 séances de 2h par an d'analyse de pratiques professionnelles conduites par une psychologue.

□ Apprentissage

Chaque année depuis 2020, nous accueillons deux apprentis préparant le CAP Accompagnant Educatif Petite Enfance en partenariat avec le GRETA.

□ Accueil de stagiaires

Nous accueillons également chaque année de nombreux stagiaires préparant un diplôme en lien avec la Petite enfance : EJE, AP, IPDE, IDE, psychomotricien, orthophoniste, CAP AEPE, BAC ASSP, etc. Nous déterminons pour chaque stagiaire un tuteur de stage et des rdv de suivi afin de proposer un accompagnement qualitatif.

Projets concernant la qualité de vie au travail et la prévention des TMS

□ Des moments conviviaux pour renforcer la cohésion d'équipe

Nous organisons des repas et des jeux d'équipe afin de renforcer la cohésion tout au long de l'année.

□ Mise à jour du DUERP de notre établissement

Ce travail sur le DUERP nous a permis de faire l'achat de sièges au sol ergonomiques, tabourets roulants, chaises adaptées aux adultes permettant une hauteur adaptée au travail avec le public accueilli (enfants), et d'une pince ergonomique pour attraper les objets au sol sans se baisser. Nous avons installé une barrière adaptée permettant la séparation des deux secteurs de vie, nous limitons les produits chimiques. Nous avons également créé un espace repos extérieur pour les professionnels.

Projets concernant l'accueil des enfants

☐ Prestation du traiteur

Depuis le 1^{er} janvier 2022, les repas traiteur sont composés d'une part de 50% de produits alimentaires de qualité et durables, dont 20% de BIO.

☐ Vaisselle en Inox

Nous investissons progressivement dans de la vaisselle en INOX pour les enfants : assiettes compartimentées, verres, saladiers, brocs d'eau, etc.

Les actions mutualisées et les coopérations territoriales

☐ L'écolothèque

Nous organisons une fois par mois des sorties à l'écolothèque avec un petit groupe d'enfants accompagné d'un parent. Nous nous y rendons en tram et pique-niquons sur le temps du midi dans les espaces dédiés.

☐ L'Orangerie

Depuis 2 ans, nous rendons régulièrement visite aux résidents de l'Orangerie (Résidence services séniors). Nous organisons des ateliers intergénérationnels, des moments conviviaux, des chasses aux œufs avec le concours de l'animatrice.

☐ Médiathèque

Chaque année, nous créons une carte médiathèque afin de pouvoir emprunter des ouvrages et alimenter nos thèmes.

☐ La maison pour tous Frédéric Chopin

Lors des vacances scolaires, nous nous rendons à la Maison pour tous Frédéric Chopin pour participer aux divers ateliers proposés par les intervenants.

☐ L'école des loisirs

Chaque année, nous proposons aux familles de bénéficier de tarifs préférentiels aux abonnements à l'Ecole des loisirs.

☐ Musée Fabre

Nous souhaiterions pour l'année 2024-2025 (et plus) organiser des sorties au musée Fabre.

☐ Le CFA Sanitaire et Social et l'ITEV

En 2024, nous avons monté un projet en partenariat avec le CFA et l'ITEV. L'objectif était d'organiser avec les étudiants en 3^{ième} année d'EJE au CFA un atelier intergénérationnel profitant aux deux publics (personnes âgées et enfants). Nous avons mis en place un atelier plantation au sein de l'Orangerie.

Le soutien à la parentalité, démarche de prévention santé

Nos démarches de soutien à la parentalité

☐ Café des parents animés par l'équipe crèche ou par un intervenant extérieur

Nous mettons en place des « cafés des parents » à destination des familles une fois par trimestre au sein de notre établissement.

Au préalable, nous distribuons un questionnaire aux familles afin de les interroger sur leur intérêt pour ce projet puis leurs besoins et leurs disponibilités. Nous proposons ces temps sur des moments où l'établissement est ouvert (Proposant ainsi un mode de garde assuré pour les enfants) ou après la fermeture de l'établissement.

☐ La « Minute Papotage »

Nous avons identifié que les temps de transmissions n'étaient pas toujours idéals pour échanger et être complètement disponible pour les familles. Les professionnels sont afférés avec le groupe d'enfant, gère les séparations, recueillent ou transmettent les informations concernant l'enfant. Ainsi, lors des « Minute papotage » nous positionnons des professionnels sur les temps d'accueil à l'entrée de l'établissement et ces derniers se mettent à disposition des familles pour échanger si elles le souhaitent. La discussion peut être ouverte ou ciblée sur un thème particulier que nous

proposons aux familles en fonction de ce que nous observons et des sujets abordés lors des transmissions. Les parents peuvent prendre le temps d'échanger 1,5 10 minutes ou pas du tout à leur convenance en présence de leur enfant ou pas.

□ Les temps d'échange avec les membres de la Direction et/ou les EJE

Ces moments s'organisent à la demande des familles ou de l'équipe lorsque le besoin s'en fait ressentir ou lorsqu'une problématique particulière doit être abordée. Ils sont spontanés ou sur RDV.

□ Une soirée porte ouverte

Chaque année, nous proposons aux nouvelles familles de venir découvrir notre établissement le temps d'une porte ouverte de 18h à 19h30 avec leur enfant avant la grande rentrée de septembre.

□ *Ateliers parents/enfants sur l'établissement*

Nous proposons au cours de l'année aux parents qui le souhaitent de venir partager des moments avec leur enfant sur l'établissement. Nous organisons des ateliers parents/enfants autour de journée à thème (Olympiades, sorties à l'extérieur, carnaval, fête de Noël/fin d'année, etc.) Nous proposons également aux parents d'animer eux même des ateliers s'ils le souhaitent en fonction des envies de chacun (musique, cuisine, etc).

□ La plateforme Babily

A compter de septembre 2024, nous mettons à disposition des familles la plateforme Babily. Cette dernière permettra aux familles de pouvoir réserver des créneaux disponibles pour leurs enfants sur l'établissement la veille pour le lendemain en un simple clic. Ils pourront désormais voir tous les créneaux disponibles sur notre établissement et réserver à plus ou moins long terme.

□ Le magazine « Parents »

Le magazine « Parents » est en libre accès aux familles à l'accueil de notre établissement.

Nos démarches de prévention en santé

□ Une infirmière puéricultrice à temps plein

Nous avons fait le choix sur notre établissement d'embaucher une Puéricultrice à temps plein en tant que Directrice adjointe. Cette dernière se rend disponible quotidiennement auprès des familles pour tout ce qui concerne le domaine de la santé, de l'hygiène et du développement de l'enfant. Elle assure les missions du référent santé, accompagne l'équipe, fait le lien avec les différents professionnels de santé.

□ L'intervention d'étudiantes en dentaire

Chaque année, des étudiants en dentaire en 4^{ième} année viennent proposer aux familles un temps d'échange sur la santé dentaire. Ils sensibilisent les familles sur l'importance d'une bonne hygiène buccodentaire. Puis, une sensibilisation auprès des enfants est proposée avec des supports ludiques adaptés.

Dans la continuité de cette intervention, nous proposons aux familles d'amener une brosse à dents pour la mise en place du brossage des dents après le repas du midi.

□ Bilan d'acquisitions

Notre infirmière a créé un outil permettant de réaliser un bilan d'acquisition avant l'entrée à l'école. Ce test permet d'évaluer les acquisitions au niveau du langage, du graphisme et de la motricité et de faire un dépistage de l'audition et de la vue. Ce test permet d'orienter précocement avant l'école vers les professionnels spécialisés si besoin.

□ La prévention solaire

Chaque année, nous participons au programme de prévention solaire organisé par le centre Epidaure en envoyant 1 professionnel se former. Nous communiquons ensuite aux familles et à l'ensemble de l'équipe les informations essentielles sous forme d'affichage et/ou de quizz.

□ Prévention en lien avec l'actualité

Tout au long de l'année, nous effectuons de la prévention auprès des familles. Nous nous saisissons de l'actualité et diffusons de l'information sur divers sujets. Exemple : Les vaccinations, la déshydratation en cas de forte chaleur, les épidémies, la chaleur en voiture, etc.

☐ Sensibilisation sur l'alimentation et le sucre

Nous réalisons nous même les gâteaux d'anniversaire des enfants afin de maîtriser la quantité de sucre que nous mettons. Nous n'utilisons pas de colorant alimentaire pour les gâteaux. Nous servons des jus de fruits pressés que nous réalisons avec les enfants. Nous tentons de proposer le moins possible d'aliments transformés. Nous sensibilisons les enfants et les familles à l'importance d'une bonne hygiène alimentaire dès le plus jeune âge.

Les initiatives en lien avec le festival de l'éveil, la candidature CEC 28 et la Ville à hauteur d'enfants

- ☐ Participation au Festival de l'éveil sur les ateliers organisés dans le quartier.
- ☐ Communication aux familles des événements organisés dans le cadre du Festival
- ☐ Accueil d'exposition du Festival de l'éveil

Les projets à enjeux spécifiques

☐ L'accueil d'enfants porteur de handicap

Nous accueillons chaque année des enfants porteur de handicap et/ou avec une spécificité. Nous tentons de mener un travail de collaboration avec les divers professionnels accompagnant les enfants afin de proposer une prise en charge adaptée aux besoins spécifiques des enfants (MPEA, spécialistes de ville, orthophonistes, kinésithérapeutes, psychomotriciens, etc.)

Depuis le 1^{er} juin 2024, nous travaillons en collaboration avec le CESSAD pour la prise en charge d'un enfant porteur de troubles autistiques. Nous rencontrerons chaque trimestre avec l'équipe pluridisciplinaire afin de définir des objectifs de travail. Les éducateurs du CESSAD viendront 1 à 2 fois par semaine en observation et soutien sur notre établissement en fonction des besoins de l'enfant.

☐ L'embauche d'un Accompagnant Educatif et Social

Notre projet pédagogique se souhaite depuis toujours inclusif. Depuis 2021, nous avons embauché sur notre établissement un professionnel titulaire du diplôme d'Accompagnant Educatif et Social. Nous souhaitons pouvoir prendre en charge de manière optimale avec le concours de l'IPDE les enfants porteurs de handicap et/ou avec des spécificités.

☐ L'accueil de stagiaire porteur de handicap

Nous travaillons chaque année avec l'UGECAM qui nous adresse des stagiaires porteurs de handicap qui souhaitent valider leur projet professionnel dans la petite enfance. Nous réalisons des périodes immersives de 2 semaines afin de valider le fait que le handicap soit compatible avec l'ensemble des missions du diplôme souhaitant être préparé.

Les projets de développement de l'offre

- ☐ Nous commençons à étudier la faisabilité d'un projet d'agrandissement de nos locaux.

7.2. Le soutien financier de la Ville

Au regard de l'intérêt qu'elle porte à ces projets et à leur mise en œuvre pour les petits Montpelliérains, la Ville s'engage à soutenir financièrement l'association par une aide complémentaire au fonctionnement général qui sera adopté par le conseil municipal au titre de chacune des années budgétaires concernées et qui fera l'objet d'une notification à l'association.

Pour l'année N, le montant global du soutien financier de la Ville pour l'ensemble des projets de l'association dans le champ de la petite enfance s'établit à XXX €

Sous réserve du vote des crédits afférents dans le cadre de l'adoption du Budget Primitif, et sous réserve de mise en œuvre effective des projets et d'évolution des orientations arrêtées sur lesquels elles s'entendent, la Ville et l'association établissent une projection pluriannuelle et prévisionnelle du soutien financier inscrite en annexe 2 à la présente convention.

ARTICLE 8 – LE SUIVI ADMINISTRATIF ET COMPTABLE DE L'ASSOCIATION

Le versement de la participation financière accordée par la Ville (pour l'accueil des petits montpelliérains et le soutien au projet éducatif tel que défini dans les articles 6 et 7) est conditionné à la transmission par l'Association des documents suivants :

8.1. Au démarrage du partenariat

A la date de la signature de la convention (et pendant la durée de la convention en cas de changement), l'association transmet l'ensemble des documents suivants :

- Statuts à jours,
- Composition à jour du bureau de l'association et procès-verbal électif,
- Composition à jour du Conseil d'administration et procès-verbal électif,
- Organigramme de la structure faisant apparaître le nom la fonction occupée et le statut (bénévole ou salarié) de chaque personne mentionnée dont le directeur de l'association,
- Nombre de salariées (nombre en équivalent temps plein et nombre de personnes physiques) et de bénévoles œuvrant au sein de l'association,
- Derniers comptes arrêtés détaillés, ainsi que les rapports du commissaire aux comptes (le cas échéant), et le dernier rapport d'audit portant sur le contrôle interne (organisation et procédures au sein de l'association)
- Les budgets prévisionnels de l'association.

8.2. Annuellement, pour le versement de la prestation annuelle variable pour l'accueil des petits montpelliérains prévue à l'article 6

- Transmission d'un relevé des heures facturées et des heures réelles des enfants accueillis, comportant la date de naissance de l'enfant ainsi que l'identité et l'adresse des parents, sur la base du modèle communiqué par la Ville :
 - Avant le 31 juillet pour le 1^{er} semestre de l'année N ;
 - Avant le 31 janvier de l'année N+1 pour l'année N.Les enfants bénéficiant d'une dérogation devront être signalés en indiquant le motif comme définis à l'article 6.
- Transmission d'une attestation, signée, datée et tamponnée par le président ou le responsable d'établissement :
 - Avant le 31 juillet avec le nombre prévisionnel d'heures facturées pour l'exercice suivant, sur la base du modèle communiqué par la Ville ;
 - Avant le 31 janvier avec le nombre d'heures facturées consolidées de l'année écoulée, ce nombre devant prendre en compte les critères définis à l'article 6.

8.3. Annuellement pour le versement de la prestation annuelle complémentaire contribuant à la mise en œuvre du projet éducatif

- Demande annuelle de soutien financier au titre du projet éducatif sur la base d'un dossier communiqué par la Ville

8.4 Informations comptables annuelles

Dans les 6 mois de la dernière clôture comptable N, l'association transmet ses comptes annuels détaillés établis par l'expert-comptable (bilan, compte de résultat et annexes), ainsi que le rapport général et spécial du Commissaire aux comptes le cas échéant.

En mars de l'année N+1 elle communique la copie de la déclaration des données réelles de l'exercice précédent établi pour la Caf.

ARTICLE 9 – MODALITES DE PAIEMENT DE L'AIDE FINANCIERE LIEE A L'ACTIVITE

Le paiement de la prestation s'effectuera en 2 versements :

1- Un premier versement égal à :

- 80% du montant total de l'aide liée à l'accueil des petits montpelliérains, plus ou moins le solde de l'année N-1 constaté après la clôture de l'exercice. Sous réserve de transmission des documents nécessaires par l'association, ce versement sera effectué au cours du 1^{er} trimestre de l'année).
- 50% de l'aide financière complémentaire lié à la mise en œuvre du projet éducatif, sous réserve que la rencontre association-Ville prévue à l'article 11 ait eu lieu et que le montant de l'aide financière ait été votée par le conseil municipal.

2- Un deuxième versement égal à :

- 20% du montant total de l'aide liée à l'accueil des petits montpelliérains
- 50% de l'aide financière complémentaire lié à la mise en œuvre du projet éducatif.

ARTICLE 10 – MODALITES D'INFORMATION ET DE CONTROLE

10.1. Droit de contrôle sur pièces et ou sur place

En plus des pièces listées à l'article 8, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de prestations allouées. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

10.2. Respect de la réglementation sur la protection des données

La Ville de Montpellier s'engage à une application stricte des dispositions relatives à la protection des données personnelles qui lui seront transmises dans le cadre de ce contrôle, notamment en limitant leur accès aux seules personnes directement en charge du contrôle, en veillant à la sécurisation de leur conservation et en ne les conservant que pour la durée de validité dudit contrôle.

10.3. Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (modification d'agrément, changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

10.4. Assurer une communication des partenariats

L'association doit mentionner les aides apportées par la Ville et la CAF dans toutes les interventions, déclarations publiques, communiqués, articles d'information ou brochures concernant l'équipement. L'information sur le concours financier de la Ville et de la CAF doit être également affichée dans le hall d'accueil des parents.

TITRE 3 – LE SUIVI DU PARTENARIAT

ARTICLE 11 – INSTANCES DE SUIVI DE LA CONVENTION

Afin d'assurer le suivi régulier de cette convention et de veiller à la qualité du partenariat, la Ville et l'association s'accordent sur la mise en œuvre de rencontres régulières associant le.la président.e et le.la directeur.trice de l'association et des professionnels du pôle petite enfance de la Ville.

Une fois par an à minima, cette instance se réunira pour effectuer un bilan partagé de la mise en œuvre du projet éducatif. Ce dialogue de gestion annuel sera organisé au cours du troisième trimestre.

ARTICLE 12 – GOUVERNANCE PARTICIPATIVE DE LA POLITIQUE PUBLIQUE

La Ville, dans sa volonté de refonder la gouvernance participative de la politique publique de la petite enfance, s'engage dans la mise en place d'un comité de pilotage de la petite enfance, présidé par le Maire ou le cas échéant l'adjointe en charge de la Petite Enfance.

Ce comité de pilotage intitulé « instance locale de concertation » associe les acteurs intervenant dans le SMPE parmi lesquels la CAF, la PMI et les acteurs associatifs qui interviennent dans la mise en œuvre de cette politique ambitieuse pour les petits montpelliérains.

Réuni deux fois par an, ce comité de pilotage veille notamment à la mise en œuvre du Projet Educatif de la Petite Enfance et au suivi des objectifs de la CTG et du Schéma départemental des services aux familles. Il permet de décliner à l'échelle de la Ville de Montpellier, l'organisation du CDSF ;

ARTICLE 13 – DUREE

La présente convention est conclue du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2026. Elle abroge les conventions de partenariat précédemment conclues le 9 mars 2023 entre les deux cosignataires.

Afin d'assurer la continuité du financement des actions, cette convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens pourra produire des effets jusqu'au 31 décembre 2027 en ce qui le soutien à l'accueil des enfants montpelliérains comme prévu à l'article 6.

Cette option est néanmoins conditionnée à un accord express des deux signataires et jusqu'à la conclusion d'une nouvelle contractualisation avec la CAF venant se substituer à la CTG.

ARTICLE 14 - RESILIATION

En cas de non-respect par l'Association de ses engagements contractuels, ainsi qu'en cas de faute grave de sa part, et sous réserve de l'accord de la CAF, la Ville pourra résilier de plein droit la présente convention, à l'expiration d'un délai de 3 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation dans les conditions présentées implique la restitution des prestations versées par la Ville.

La résiliation de cette convention d'un commun accord des parties peut intervenir pendant toute la durée de la convention en cas de modification de l'offre d'accueil.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Le Maire de la Ville de Montpellier,

Le Président de l'Association,

Michaël DELAFOSSE

ANNEXE 1 : Charte nationale d'accueil du jeune enfant (arrêté du 23 septembre 2021)

DIX GRANDS PRINCIPES POUR GRANDIR EN TOUTE CONFIANCE

1. Pour grandir sereinement, j'ai besoin que l'on m'accueille quelle que soit ma situation ou celle de ma famille.
2. J'avance à mon propre rythme et je développe toutes mes facultés en même temps : pour moi, tout est langage, corps, jeu, expérience. J'ai besoin que l'on me parle, de temps et d'espace pour jouer librement et pour exercer mes multiples capacités.
3. Je suis sensible à mon entourage proche et au monde qui s'offre à moi. Je me sens bien accueilli quand ma famille est bien accueillie, car mes parents constituent mon point d'origine et mon port d'attache.
4. Pour me sentir bien et avoir confiance en moi, j'ai besoin de professionnels qui encouragent avec bienveillance mon désir d'apprendre, de me socialiser et de découvrir.
5. Je développe ma créativité et j'éveille mes sens grâce aux expériences artistiques et culturelles. Je m'ouvre au monde par la richesse des échanges interculturels.
6. Le contact réel avec la nature est essentiel à mon développement.
7. Fille ou garçon, j'ai besoin que l'on me valorise pour mes qualités personnelles, en dehors de tout stéréotype. Il en va de même pour les professionnels qui m'accompagnent. C'est aussi grâce à ces femmes et à ces hommes que je construis mon identité.
8. J'ai besoin d'évoluer dans un environnement beau, sain et propice à mon éveil.
9. Pour que je sois bien traité, il est nécessaire que les adultes qui m'entourent soient bien traités. Travailler auprès des tout-petits nécessite des temps pour réfléchir, se documenter et échanger entre collègues comme avec d'autres intervenants.
10. J'ai besoin que les personnes qui prennent soin de moi soient bien formées et s'intéressent aux spécificités de mon très jeune âge et de ma situation d'enfant qui leur est confié par mon ou mes parents.



ANNEXE 2 : CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi no 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N°1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N°2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N°3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N°4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.

Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.

Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N°5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.

Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N°6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.

Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.

Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N°7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

ANNEXE 3 : Indicateurs d'évaluation

L'association s'engage à mettre en œuvre les projets suivants, pouvant comporter des obligations de service public, tels que spécifiés dans l'article 7

Actions (article 7)	Obligations de service public	Date de démarrage	Indicateurs associés	Valeurs cibles		
				2024	2025	2026

ANNEXE 4: LES BUDGETS PREVISIONNELS DE CHACUN DES EAJE

Etablissement xxx / Année 2024

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services			
Achats matières et fournitures		74- Subventions d'exploitation	
Autres fournitures		État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs		-	
Locations		-	
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance		-	
Documentation		Département(s) :	
		-	
62 - Autres services extérieurs		Intercommunalité(s) : EPCI ¹	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		-	
Publicité, publication		Commune(s) :	
Déplacements, missions		-	
Services bancaires, autres			
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes		-	
Impôts et taxes sur rémunération,		Fonds européens	
Autres impôts et taxes		-	
64- Charges de personnel		L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	
Rémunération des personnels		Autres établissements publics	
Charges sociales			
Autres charges de personnel		75 - Autres produits de gestion courante	
65- Autres charges de gestion courante		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
		Aides privées	
66- Charges financières		76 - Produits financiers	
67- Charges exceptionnelles		77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES		TOTAL DES PRODUITS	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ²			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			

864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL		TOTAL	
L'aide financière de la Ville d'un montant de.....€ représente% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.			

Etablissement xxx / Année 2025

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services			
Achats matières et fournitures		74- Subventions d'exploitation	
Autres fournitures		État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs		-	
Locations		-	
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance		-	
Documentation		Département(s) :	
		-	
62 - Autres services extérieurs		Intercommunalité(s) : EPCI ³	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		-	
Publicité, publication		Commune(s) :	
Déplacements, missions		-	
Services bancaires, autres			
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes		-	
Impôts et taxes sur rémunération,		Fonds européens	
Autres impôts et taxes		-	
64- Charges de personnel		L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	
Rémunération des personnels		Autres établissements publics	
Charges sociales			
Autres charges de personnel		75 - Autres produits de gestion courante	
65- Autres charges de gestion courante		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
		Aides privées	
66- Charges financières		76 - Produits financiers	
67- Charges exceptionnelles		77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES		TOTAL DES PRODUITS	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES⁴			
86- Emplois des contributions		87 - Contributions	

volontaires en nature		volontaires en nature	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL		TOTAL	
L'aide financière de la Ville d'un montant de.....€ représente% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.			

Etablissement xxx / Année 2026

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services			
Achats matières et fournitures		74- Subventions d'exploitation	
Autres fournitures		État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs		-	
Locations		-	
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance		-	
Documentation		Département(s) :	
		-	
62 - Autres services extérieurs		Intercommunalité(s) : EPCI ⁵	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		-	
Publicité, publication		Commune(s) :	
Déplacements, missions		-	
Services bancaires, autres			
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes		-	
Impôts et taxes sur rémunération,		Fonds européens	
Autres impôts et taxes		-	
64- Charges de personnel		L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	
Rémunération des personnels		Autres établissements publics	
Charges sociales			
Autres charges de personnel		75 - Autres produits de gestion courante	
65- Autres charges de gestion courante		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
		Aides privées	
66- Charges financières		76 - Produits financiers	
67- Charges exceptionnelles		77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			

TOTAL DES CHARGES		TOTAL DES PRODUITS	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES⁶			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL		TOTAL	
L'aide financière de la Ville d'un montant de.....€ représente% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.			

ANNEXE 5 : Soutien financier prévisionnel

Afin de soutenir la mise en œuvre par l'association du projet éducatif et d'établissement qui concourt aux orientations du Projet Educatif Petite Enfance de la Ville de Montpellier, la Ville s'engage à soutenir financièrement l'association, sous réserve du vote annuel du Budget Primitif.

Sans que l'association ne puisse faire valoir des droits sur les montants ci-après mentionnés, la Ville et l'association s'entendent sur un soutien financier correspondant à la trajectoire suivante :

Année	Pour l'accueil des petits montpelliérains	Pour la mise en œuvre des projets spécifiques (guichet unique et projets)	Total
2024	EAJE « xxx » : 1,10 x xxx = xxx € EAJE « xxx » : 1,10 x xxx = xxx €	... €	... €
2025	EAJE « xxx » : 1,10 x xxx = xxx € EAJE « xxx » : 1,10 x xxx = xxx €	... €	... €
2026	EAJE « xxx » : 1,10 x xxx = xxx € EAJE « xxx » : 1,10 x xxx = xxx €	... €	... €
Total	€	... €	... €

**CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
2024 – 2026**

**INSCRIPTION DANS LE SERVICE MONTPELLIERAIN DE LA PETITE ENFANCE
(SMPE)**

ENTRE :

La Ville de MONTPELLIER, représentée par Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire de MONTPELLIER, habilité à cet effet par délibération du Conseil Municipal en date du 15/10/2024, ci-après désignée « La Ville »,

ET

L'association LA GERBE, dont le siège est au 19 rue Chaptal 34000 Montpellier, représentée par son Président Monsieur Guy CASTELNAU agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été confiés par le Conseil d'Administration en date du 13/06/2023, en tant que gestionnaire d'établissement d'accueil du jeune enfant.

ci-après désignée « L'association ».

PREAMBULE :

La Ville de Montpellier est fortement engagée dans le secteur de la Petite Enfance et tout particulièrement dans sa volonté de faire de Montpellier une Ville à hauteur d'enfant et de développer et soutenir une offre d'accueil diversifiée pour les jeunes enfants montpelliérains.

Elle entend ainsi participer activement à la mise en place du Service Public de la Petite Enfance sur son territoire, et jouer pleinement son rôle « d'autorité organisatrice de l'accueil du jeune enfant » défini par la Loi.

Cette ambition passe par la mise en œuvre d'une politique d'accueil du jeune enfant qui doit pouvoir répondre aux impératifs de conciliation entre vie familiale et vie professionnelle et tendre vers le principe d'universalité en assurant à chaque famille l'opportunité de pouvoir trouver une offre d'accueil adaptée pour leur(s) enfant(s) et à lutter contre les inégalités sociales et la pauvreté des enfants.

Acteur majeur de cette politique ambitieuse pour les petits montpelliérains, le tissu associatif représente près de 25% de l'offre montpelliéraine, soit en 2023, plus de 700 places d'accueil régulier ou occasionnel régies par les dispositions du code de la Santé Publique et du décret n°2021-1131 du 30 août 2021.

La Convention territoriale globale (CTG) conclue entre la Ville de Montpellier et la Caf de l'Hérault pour la période 2022-2026 renforce encore ce partenariat, autour des 3 grands axes principaux suivants :

1. **L'accroissement substantiel du nombre de places d'accueil** : + 449 places dont plus de

300 places portées par la Ville et l'inclusion de l'enfant dans la Ville pour faire de Montpellier une Ville à hauteur d'enfant et du petit enfant.

2. **L'égalité d'accès à un mode d'accueil de qualité**, adapté à chaque famille en informant, accompagnant, et facilitant la démarche des familles ; en diversifiant les modalités d'accueil et en valorisant les métiers de la petite enfance.
3. **La promotion de l'égalité des chances dès le plus jeune âge** en tendant vers un droit universel à l'éveil et à la socialisation, en développant une politique de prévention à destination des familles et de soutien à la parentalité et en reconnectant le tout petit à la nature et à son environnement.

Ces axes de développement sont ainsi au cœur du Projet Educatif Petite Enfance élaboré par la Ville avec l'ensemble des acteurs (institutionnels et associatifs) et adopté au Conseil Municipal du 10 Octobre 2023, qui s'inscrivent dans le service montpelliérain de la petite enfance.

Ils fondent également le partenariat que la Ville souhaite consolider avec les gestionnaires associatifs qui poursuivent également des missions d'intérêt général pour répondre aux besoins du territoire et dont le projet associatif librement défini vise à répondre à des obligations de service public. La Ville entend ainsi renforcer son soutien à ces initiatives associatives à travers une contractualisation pluriannuelle visant :

- le soutien et le développement d'une offre d'accueil diversifiée permettant de lutter contre les inégalités, de construire des réponses adaptées aux besoins de toutes les familles montpelliéraines ;
- l'accompagnement qualitatif de la parentalité et une structuration d'un service harmonisé via la mise en place d'un guichet unique.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention définit le partenariat conclu entre la Ville et l'association xxx dans le cadre du Service Montpelliérain de la Petite Enfance (SMPE) pour la période couvrant la contractualisation passée entre la CAF et la Ville de Montpellier.

Dans ce cadre, elle vise à préciser les engagements réciproques auxquels s'obligent les cosignataires pour contribuer réciproquement aux objectifs du Projet Educatif de la Petite Enfance.

L'association xxx contribue au SMPE en gérant les établissements d'accueil du jeune enfant suivants :

- EAJE de l'association La Gerbe (20 places)

TITRE 1 –OBJECTIFS ET ENGAGEMENTS RECIPROQUES

ARTICLE 2 – LES OBJECTIFS GENERAUX DU PARTENARIAT

2.1. Le soutien à l'accueil des enfants montpelliérains

Soutenir l'activité des Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant par le versement d'une prestation annuelle de fonctionnement pour l'accueil des enfants âgés de moins de trois ans dont les parents sont domiciliés à Montpellier à raison de 1€10 par heure facturée.

2.2 Soutien au projet stratégique et à l'initiative associative dans le champ de la petite enfance :

□ **1^{er} objectif : Partenariat autour d'un guichet unique**

(Paliers cumulatifs à préciser par l'association dans le cadre de la stratégie associative)

- Palier 1 Valeurs partagées du service public montpelliérain de la petite enfance (Inscription dans la démarche et création d'une bannière commune / participation aux réunions d'informations aux familles)
- Palier 2 Convergence sur les critères d'admission avec des objectifs de mixité et d'inclusion
- Palier 3 Création d'une liste unique et d'outils informatiques communs
- Palier 4 Participation à une commission unique d'attribution des places d'accueil en EAJE

□ **2^{ème} objectif : Développement et enjeux spécifiques**

- Les projets associatifs en lien avec les besoins du territoire (lien avec le PEPE et la CTG)
- Les engagements dans le champ de la qualité
- Les actions mutualisées et les coopérations territoriales
- Les particularités et difficultés spécifiques de l'association
- Le soutien à la parentalité, démarches de prévention/santé
- Les initiatives en lien avec le festival de l'éveil, la candidature CEC 28 et la Ville à hauteur d'enfant
- Les projets à enjeux spécifiques
- Les projets de développement de l'offre

Sur la base de ces objectifs généraux, la présentation précise du projet associatif est détaillée dans l'article 7.

ARTICLE 3 – LES ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association participe à l'accueil des enfants âgés de 10 semaines jusqu'à 5 ans révolus. Pour ce faire, elle doit être agréée par la Protection Maternelle et Infantile, service du Département de l'Hérault et adhérer au principe de la Prestation de Service Unique dont les nouvelles dispositions figurent dans les circulaires n°2014-009 du 26 mars 2014 et n°2019-005 du 5 juin 2019.

L'association s'engage à garantir un accueil de qualité pour toutes les familles en appliquant les 10 principes de la charte nationale d'accueil du jeune enfant, sise en annexe à la présente convention.

L'association s'engage également à assurer une gestion rigoureuse de l'établissement, dans le respect des dispositions réglementaires applicables et plus particulièrement :

- Se conformer à la législation en vigueur dans le domaine du droit du travail et du droit de la santé publique, en matière d'équipements recevant du public et de mode de garde d'enfants ;
- Souscrire les assurances nécessaires à la couverture des risques en matière de responsabilité civile et de responsabilité professionnelle ;
- Animer la structure par un projet social décrit dans le projet d'établissement tel que défini dans le décret du 30 août 2021 ;
- Maintenir un taux d'encadrement, au minimum, conforme aux dispositions du décret du 30 août 2021 ;
- Maintenir un taux d'occupation des places satisfaisant et reflétant une utilisation optimale du nombre de places agréées par le président du Conseil Départemental ;
- Maintenir les coûts d'exploitation à un niveau équivalent à la moyenne des équipements associatifs de type similaire. Un accompagnement spécifique par la Ville et la CAF pourra être mis en œuvre en cas de dépassement des prix de revient moyens transmis par la CNAF.

Enfin, l'association s'engage :

1. A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;
2. A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;
3. A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.
4. A mettre en œuvre la charte de la laïcité dans les EAJE (CNAF) selon les modalités définies dans le RI de chaque structure et communiquées à la Ville.

ARTICLE 4 – LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE

La Ville s'engage à intégrer l'association dans l'animation et la mise en œuvre du Projet Educatif Petite Enfance.

Elle s'engage également à apporter un soutien financier et logistique à l'association pour la mise en œuvre de son projet d'établissement :

- Attribution d'une aide pour l'accueil des montpelliérains âgés de moins de trois ans,
- Attribution d'une aide annuelle complémentaire de fonctionnement permettant d'accompagner le projet éducatif développé par l'association,

ARTICLE 5 – LES ASPECTS QUALITATIFS DU PARTENARIAT

Les structures petite enfance associatives et municipales participent pleinement au rayonnement du service montpelliérain de la petite enfance mais également à l'élaboration et à la mise en œuvre du Projet Educatif de Petite Enfance.

Dans ce cadre, la Ville souhaite promouvoir un accueil de qualité pour tous les enfants montpelliérains au sein des structures d'accueil petite enfance et ainsi améliorer la visibilité et l'attractivité de cette offre de service.

Des groupes d'échange de pratiques seront mis en place afin de renforcer le partenariat entre des structures municipales et associatives et faire émerger des projets communs visant notamment à garantir un accueil de qualité pour tous les enfants (accueil inclusif, prévention, santé...), à développer la Ville à Hauteur d'Enfant, à soutenir la parentalité, à renforcer l'accès à la culture pour tous via l'éveil artistique et culturel, un environnement sain en intégrant la démarche de transition écologique portée par la ville de Montpellier.

De plus, l'association sera invitée à participer aux différentes actions menées par la Ville de Montpellier parmi lesquelles celles inscrites dans Montpellier Capitale Européenne de la Culture.

Le réseau constitué par les associations et la Ville peut également être sollicité lorsque l'un ou l'autre rencontre des difficultés de recrutement, afin de proposer d'éventuelles candidatures.

TITRE 2 – LES MODALITES FINANCIERES DU PARTENARIAT

ARTICLE 6 – LE SOUTIEN DE LA VILLE POUR L'ACCUEIL DES PETITS MONTPELLIERAINS

La Ville attribuera à l'association **une participation annuelle variable** pour l'accueil des **enfants âgés de moins de trois ans** dont les parents sont **domiciliés à Montpellier**. La participation annuelle variable n'est pas versée pour les enfants accueillis sur des places qui font l'objet d'une réservation de berceaux rétribuée.

A titre dérogatoire, la participation annuelle de fonctionnement pour l'accueil de la Ville peut être également versée pour :

- ☐ **Les enfants non domiciliés à Montpellier** remplissant les conditions suivantes :
 - L'enfant accueilli souffre d'un handicap compatible avec la vie en collectivité pour lequel la commune de résidence ne propose pas d'accueil adapté ;
 - Les enfants du personnel de la structure ;
 - Les enfants dont les parents sont inscrits au rôle des contributions directes à Montpellier à titre personnel ;
 - Les enfants dont les familles déménagent hors Montpellier en cours de contrat : la participation annuelle de fonctionnement pourra être versée jusqu'au 31 décembre au plus tard pour un déménagement entre le 01/01 et le 31/08 ou jusqu'à la fermeture d'été de l'établissement pour un déménagement entre le 01/09 et le 31/12.
- ☐ **Les enfants de plus de trois ans** dans les cas suivants :
 - Les enfants dont l'état de santé justifie un maintien en structure d'accueil petite enfance, sur justification médicale validée par la Protection Maternelle Infantile.
 - Les enfants scolarisés qui peuvent être accueillis sur des temps extra-scolaires.

Afin d'assurer une égalité de traitement pour l'ensemble des gestionnaires inscrits dans le partenariat, la prestation annuelle de fonctionnement tient compte de la présence des enfants sur la base d'un montant forfaitaire par heure facturée, montant arrêté annuellement après l'adoption du Budget Primitif de la Ville. Cette aide financière est plafonnée à un taux d'occupation en heures facturées de 100 %.

Sous réserve du vote du Budget et des crédits afférents, la prestation annuelle de fonctionnement est projetée à 1,10 € par heure facturée.

Cette aide financière annuelle de fonctionnement pour l'accueil des enfants est évaluée sur la base d'un prévisionnel de présences établi par l'Association et transmis à la Ville avant le 31 juillet de l'année N-1. Ensuite, il pourra être réajusté en fonction du relevé d'heures effectivement facturées, constaté après la clôture de l'exercice.

ARTICLE 7 – LE SOUTIEN AU PROJET STRATEGIQUE ET A L'INITIATIVE ASSOCIATIVE DANS LE CHAMP DE LA PETITE ENFANCE

7.1. Le projet associatif

Le projet associatif et éducatif proposé par l'association vise des objectifs communs à ceux portés par la Ville dans le Projet éducatif Petite Enfance.

□ **1^{er} objectif : Partenariat autour d'un guichet unique**

L'association s'engage sur les paliers suivants :

Palier 1 : Mettre en commun nos valeurs et celles du service public montpelliérain de la petite enfance; S'inscrire dans la démarche et la création d'une bannière commune, Participer aux réunions d'informations aux familles;

Palier 2 : Se diriger vers des critères communs d'admission avec des objectifs de mixité et d'inclusion en participant aux groupe de travail impulsé par le Service public petite enfance.

□ **2^{ème} objectif : Développement et enjeux spécifiques**

Développement et enjeux spécifiques selon trois grands axes :

Partenariat familles/parents :

- Principe de coéducation inscrit dans le projet éducatif. Dès le premier accueil des parents : écoute de la demande, respect de la parole des parents considérés comme les premiers éducateurs de leur enfant. Il est nécessaire que la demande du parent rencontre pleinement la proposition de la crèche.
- Familiarisation : elle se déroule sur une semaine, plus si nécessaire. Le(s) parent(s) reste(nt) a minima deux heures par jour les trois premiers jours sans séparation puis séparation à l'initiative du parent le quatrième jour et séparation confortée le cinquième jour. L'idée est que le parent sache exactement ce qu'il se passe à la crèche quand il n'est pas là. Pas de questionnaire standard, relation et informations individualisées sur la base de la parole du parent permettant ensuite de nous passer le relai.
- Transmission : elles sont individualisées le matin et le soir entre le parent et une des professionnelles de l'équipe. Au delà de l'aspect physiologique, elles veulent donner le tempo et la coloration de la journée de chacun des enfants.
- Rencontre parents/professionnelles : chaque fois que nécessaire, à la demande des parents ou de l'équipe, si questionnement dans l'accompagnement de l'enfant. Temps de regard croisé qui a permis une solution rapide et satisfaisante chaque fois que ce dispositif a été utilisé.
- Temps conviviaux : quatre fois dans l'année. Une réunion de rentrée, adultes seulement. Fête de Noël adultes et enfants, Carnaval avec préparation avec les parents et fête enfants/parents/équipe et fête de fin d'année où nous vivons tous ensemble des temps et des situations de jeux emblématiques de la crèche. Les parents qui se rencontrent ainsi forment ensemble des liens (réseau Whatsapp et accueil des nouveaux parents par les anciens).
- Mixité sociale : elle est souhaitée et recherchée. Réflexion active dans un quartier en pleine évolution sociale. Mixité visée lors de la constitution de la liste de rentrée chaque année en septembre. Accueil des familles indépendamment de leur situation de travail. Accueil inconditionnelle des différents types de parentalité...

Accompagnement des enfants :

- Bienveillance au quotidien
- Ecoute active et observation en positionnement de base
- Relation la plus individualisée possible au sein d'un collectif
- Jeux et activités de l'enfant soutenus et accompagnés par l'adulte. Positionnement en « phare » (Anne Marie Fontaine)
- Propositions éducatives et de jeux basés sur l'observation des enfants et les demandes qui émanent de ceux-ci.

- Equité pour une offre d'accueil pour tous : la crèche est signataire de la charte de l'accueil de l'enfant en situation de handicap (à la demande des parents ou de la PMI).
- Respect de la laïcité : chaque enfant et sa famille sont accueillis dans le respect de leur réalité

Travail d'équipe :

- Qualité pédagogique : le personnel est formé à 100% (deux EJE, deux auxiliaire de puériculture et personne avec CAP Petite Enfance). Le nombre d'adultes accompagnants est au delà du minimum requis par les textes.
- Logique de formation chaque année (formations individuelles ou en équipe complète). Par ex : premiers secours et urgences en crèche, communication gestuelle associée à la parole...
- Analyse des pratiques professionnelles : une fois par trimestre deux heures avec une psychologue. Nous sommes actuellement à la recherche d'un.e psychologue pour prendre le relai de la personne qui intervenait jusque là.

Ouverture sur l'extérieur ou l'extérieur qui s'invite à la crèche :

- Découverte d'une école, actuellement Francis Garnier avec l'ensemble des enfants qui partent à l'école en septembre suivant. Accueil des enfants en demi groupe deux fois chacun.
- Intervention d'une musicienne sur dix séances. Intervention directe auprès des enfants (chansons, manipulation des instruments, poésie...). Enregistrement d'un CD pour utilisation ultérieure des chansons dans notre pratique quotidienne.
- Partage de compétences avec les familles à notre demande ou selon leur proposition : une fois ou sur plusieurs ateliers...ex : musique, lecture, chansons, cuisine.

7.2. Le soutien financier de la Ville

Au regard de l'intérêt qu'elle porte à ces projets et à leur mise en œuvre pour les petits Montpelliérains, la Ville s'engage à soutenir financièrement l'association par une aide complémentaire au fonctionnement général qui sera adopté par le conseil municipal au titre de chacune des années budgétaires concernées et qui fera l'objet d'une notification à l'association.

Pour l'année 2024, le montant global du soutien financier de la Ville pour l'ensemble des projets de l'association dans le champ de la petite enfance s'établit à 8 600 €

Sous réserve du vote des crédits afférents dans le cadre de l'adoption du Budget Primitif, et sous réserve de mise en œuvre effective des projets et d'évolution des orientations arrêtées sur lesquels elles s'entendent, la Ville et l'association établissent une projection pluriannuelle et prévisionnelle du soutien financier inscrite en annexe 2 à la présente convention.

ARTICLE 8 – LE SUIVI ADMINISTRATIF ET COMPTABLE DE L'ASSOCIATION

Le versement de la participation financière accordée par la Ville (pour l'accueil des petits montpelliérains et le soutien au projet éducatif tel que défini dans les articles 6 et 7) est conditionné à la transmission par l'Association des documents suivants :

8.1. Au démarrage du partenariat

A la date de la signature de la convention (et pendant la durée de la convention en cas de changement), l'association transmet l'ensemble des documents suivants :

- Statuts à jours,
- Composition à jour du bureau de l'association et procès-verbal électif,
- Composition à jour du Conseil d'administration et procès-verbal électif,
- Organigramme de la structure faisant apparaître le nom la fonction occupée et le statut (bénévole ou salarié) de chaque personne mentionnée dont le directeur de l'association,

- Nombre de salariés (nombre en équivalent temps plein et nombre de personnes physiques) et de bénévoles œuvrant au sein de l'association,
- Derniers comptes arrêtés détaillés, ainsi que les rapports du commissaire aux comptes (le cas échéant), et le dernier rapport d'audit portant sur le contrôle interne (organisation et procédures au sein de l'association)
- Les budgets prévisionnels de l'association.

8.2. Annuellement, pour le versement de la prestation annuelle variable pour l'accueil des petits montpelliérains prévue à l'article 6

- Transmission d'un relevé des heures facturées et des heures réelles des enfants accueillis, comportant la date de naissance de l'enfant ainsi que l'identité et l'adresse des parents, sur la base du modèle communiqué par la Ville :
 - Avant le 31 juillet pour le 1^{er} semestre de l'année N ;
 - Avant le 31 janvier de l'année N+1 pour l'année N.
 Les enfants bénéficiant d'une dérogation devront être signalés en indiquant le motif comme définis à l'article 6.
- Transmission d'une attestation, signée, datée et tamponnée par le président ou le responsable d'établissement :
 - Avant le 31 juillet avec le nombre prévisionnel d'heures facturées pour l'exercice suivant, sur la base du modèle communiqué par la Ville ;
 - Avant le 31 janvier avec le nombre d'heures facturées consolidées de l'année écoulée, ce nombre devant prendre en compte les critères définis à l'article 6.

8.3. Annuellement pour le versement de la prestation annuelle complémentaire contribuant à la mise en œuvre du projet éducatif

- Demande annuelle de soutien financier au titre du projet éducatif sur la base d'un dossier communiqué par la Ville

8.4 Informations comptables annuelles

Dans les 6 mois de la dernière clôture comptable N, l'association transmet ses comptes annuels détaillés établis par l'expert-comptable (bilan, compte de résultat et annexes), ainsi que le rapport général et spécial du Commissaire aux comptes le cas échéant.

En mars de l'année N+1 elle communique la copie de la déclaration des données réelles de l'exercice précédent établi pour la Caf.

ARTICLE 9 – MODALITES DE PAIEMENT DE L'AIDE FINANCIERE LIEE A L'ACTIVITE

Le paiement de la prestation s'effectuera en 2 versements :

- 1- Un premier versement égal à :
 - 80% du montant total de l'aide liée à l'accueil des petits montpelliérains, plus ou moins le solde de l'année N-1 constaté après la clôture de l'exercice. Sous réserve de transmission des documents nécessaires par l'association, ce versement sera effectué au cours du 1^{er} trimestre de l'année).
 - 50% de l'aide financière complémentaire lié à la mise en œuvre du projet éducatif, sous réserve que la rencontre association-Ville prévue à l'article 11 ait eu lieu et que le montant de l'aide financière ait été votée par le conseil municipal.

2- Un deuxième versement égal à :

- 20% du montant total de l'aide liée à l'accueil des petits montpelliérains
- 50% de l'aide financière complémentaire lié à la mise en œuvre du projet éducatif.

ARTICLE 10 – MODALITES D'INFORMATION ET DE CONTROLE

10.1. Droit de contrôle sur pièces et ou sur place

En plus des pièces listées à l'article 8, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de prestations allouées. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

10.2. Respect de la réglementation sur la protection des données

La Ville de Montpellier s'engage à une application stricte des dispositions relatives à la protection des données personnelles qui lui seront transmises dans le cadre de ce contrôle, notamment en limitant leur accès aux seules personnes directement en charge du contrôle, en veillant à la sécurisation de leur conservation et en ne les conservant que pour la durée de validité dudit contrôle.

10.3. Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (modification d'agrément, changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

10.4. Assurer une communication des partenariats

L'association doit mentionner les aides apportées par la Ville et la CAF dans toutes les interventions, déclarations publiques, communiqués, articles d'information ou brochures concernant l'équipement. L'information sur le concours financier de la Ville et de la CAF doit être également affichée dans le hall d'accueil des parents.

TITRE 3 – LE SUIVI DU PARTENARIAT

ARTICLE 11 – INSTANCES DE SUIVI DE LA CONVENTION

Afin d'assurer le suivi régulier de cette convention et de veiller à la qualité du partenariat, la Ville et l'association s'accordent sur la mise en œuvre de rencontres régulières associant le.la président.e et le.la directeur.trice de l'association et des professionnels du pôle petite enfance de la Ville.

Une fois par an à minima, cette instance se réunira pour effectuer un bilan partagé de la mise en œuvre du projet éducatif. Ce dialogue de gestion annuel sera organisé au cours du troisième trimestre.

ARTICLE 12 – GOUVERNANCE PARTICIPATIVE DE LA POLITIQUE PUBLIQUE

La Ville, dans sa volonté de refonder la gouvernance participative de la politique publique de la petite enfance, s'engage dans la mise en place d'un comité de pilotage de la petite enfance, présidé par le Maire ou le cas échéant l'adjointe en charge de la Petite Enfance.

Ce comité de pilotage intitulé « instance locale de concertation » associe les acteurs intervenant dans le SMPE parmi lesquels la CAF, la PMI et les acteurs associatifs qui interviennent dans la mise en œuvre de cette politique ambitieuse pour les petits montpelliérains.

Réuni deux fois par an, ce comité de pilotage veille notamment à la mise en œuvre du Projet Educatif de la Petite Enfance et au suivi des objectifs de la CTG et du Schéma départemental des services aux familles. Il permet de décliner à l'échelle de la Ville de Montpellier, l'organisation du CDSF ;

ARTICLE 13 – DUREE

La présente convention est conclue du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2026. Elle abroge les conventions de partenariat précédemment conclues le 9 mars 2023 entre les deux cosignataires.

Afin d'assurer la continuité du financement des actions, cette convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens pourra produire des effets jusqu'au 31 décembre 2027 en ce qui le soutien à l'accueil des enfants montpelliérains comme prévu à l'article 6.

Cette option est néanmoins conditionnée à un accord express des deux signataires et jusqu'à la conclusion d'une nouvelle contractualisation avec la CAF venant se substituer à la CTG.

ARTICLE 14 - RESILIATION

En cas de non-respect par l'Association de ses engagements contractuels, ainsi qu'en cas de faute grave de sa part, et sous réserve de l'accord de la CAF, la Ville pourra résilier de plein droit la présente convention, à l'expiration d'un délai de 3 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation dans les conditions présentées implique la restitution des prestations versées par la Ville.

La résiliation de cette convention d'un commun accord des parties peut intervenir pendant toute la durée de la convention en cas de modification de l'offre d'accueil.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Le Maire de la Ville de Montpellier,

Le Président de l'Association,

Michaël DELAFOSSE

ANNEXE 1 : Charte nationale d'accueil du jeune enfant (*arrêté du 23 septembre 2021*)

DIX GRANDS PRINCIPES POUR GRANDIR EN TOUTE CONFIANCE

1. Pour grandir sereinement, j'ai besoin que l'on m'accueille quelle que soit ma situation ou celle de ma famille.
2. J'avance à mon propre rythme et je développe toutes mes facultés en même temps : pour moi, tout est langage, corps, jeu, expérience. J'ai besoin que l'on me parle, de temps et d'espace pour jouer librement et pour exercer mes multiples capacités.
3. Je suis sensible à mon entourage proche et au monde qui s'offre à moi. Je me sens bien accueilli quand ma famille est bien accueillie, car mes parents constituent mon point d'origine et mon port d'attache.
4. Pour me sentir bien et avoir confiance en moi, j'ai besoin de professionnels qui encouragent avec bienveillance mon désir d'apprendre, de me socialiser et de découvrir.
5. Je développe ma créativité et j'éveille mes sens grâce aux expériences artistiques et culturelles. Je m'ouvre au monde par la richesse des échanges interculturels.
6. Le contact réel avec la nature est essentiel à mon développement.
7. Fille ou garçon, j'ai besoin que l'on me valorise pour mes qualités personnelles, en dehors de tout stéréotype. Il en va de même pour les professionnels qui m'accompagnent. C'est aussi grâce à ces femmes et à ces hommes que je construis mon identité.
8. J'ai besoin d'évoluer dans un environnement beau, sain et propice à mon éveil.
9. Pour que je sois bien traité, il est nécessaire que les adultes qui m'entourent soient bien traités. Travailler auprès des tout-petits nécessite des temps pour réfléchir, se documenter et échanger entre collègues comme avec d'autres intervenants.
10. J'ai besoin que les personnes qui prennent soin de moi soient bien formées et s'intéressent aux spécificités de mon très jeune âge et de ma situation d'enfant qui leur est confié par mon ou mes parents.



ANNEXE 2 : CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi no 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N°1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N°2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N°3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N°4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.

Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.

Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N°5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.

Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N°6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.

Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.

Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N°7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

ANNEXE 3 : Indicateurs d'évaluation

L'association s'engage à mettre en œuvre les projets suivants, pouvant comporter des obligations de service public, tels que spécifiés dans l'article 7

Actions (article 7)	Obligations de service public	Date de démarrage	Indicateurs associés	Valeurs cibles		
				2024	2025	2026
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Valeurs communes ➤ Bannières communes 		01-2024	Rapprochement de nos PE et valeurs communes repérés	x	x	x
		01-2024	Logo La Gerbe transmis	X	X	x
		01-2024	Logo mairie déjà sur nos documents	X	X	x
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Information familles 		01-2024	Les familles adhérentes sont informées des actualités petite enfance sur la ville. Les familles cherchant une place en crèche sont informées et dirigées vers le RPE du territoire Présence de La Gerbe aux réunions d'informations communes.	X	X	X
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Critères d'admission 			Participation aux groupes de travail menés par le service enfance de la Ville et les autres EAJE associatifs. Définition des critères cohérents pour une meilleure réponse aux attentes des familles sans mettre en	X	X	x

			difficulté notre EAJE.			
Soutien à la parentalité		01-2024	Principes de la familiarisation	X	X	X
			Rendez vous individuels si besoin avec les familles	X	X	X
			Temps conviviaux nombreux	X	X	X
Mixité sociale Accueil de qualité et accompagnement des jeunes enfants au quotidien		01-2024	Accueil de tous types de famille et de prarentalité	X	X	X
		01-2024	Bienveillance au quotidien	X	X	X
			Ecoute active	X	X	X
Accueil enfant en situation de handicap			Jeux basés sur leurs besoins et leurs demandes	X	X	X
			Réponses aux besoins individuels tout en restant au sein d'une collectivité	X	X	X
		01-2024	Signature de la charte pour l'accueil d'enfant en situation de handicap	X	X	X
Respect de la laïcité Qualité pédagogique		01-2024	L'enfant et sa familles sont accueillis dans le respect de leur réalité	X	X	X
		01-2024	Personnel 100% formé et nombre d'adultes supérieur au minimum requis	X	X	X
		01-2024	Formations individuelles et en équipes	X	X	X
		01-2025	Utiliser le dispositif de		X	X

Partenariat			financement de la CAF pour prévoir des journées de formations supplémentaires			
		01-2024	Analyses des pratiques professionnelles par une psychologue une fois par trimestre	X	X	X
		01-2024	Découverte d'une école pour le groupe des plus grands	X	X	X
			Intervention d'une musicienne	X	X	X
			Amener les parents à intervenir davantage dans la crèche selon leur compétences		X	X
➤ Valeurs communes Bannières communes			Sorties vers l'extérieur, ex : Musée Fabre ?		X	X
		01-2024	Rapprochement de nos PE et valeurs communes repérés	x	x	x
		01-2024	Logo La Gerbe transmis	X	X	x
Information familles Critères d'admission Soutien à la parentalité		01-2024	Logo mairie déjà sur nos documents	X	X	x
		01-2024	Les familles adhérentes sont informées des actualités petite enfance sur la ville. Les familles cherchant une place en crèche sont informées et dirigées vers le RPE du	X	X	X

			territoire Présence de La Gerbe aux réunions d'informations communes.			
			Participation aux groupes de travail menés par le service enfance de la Ville et les autres EAJE associatifs. Définition des critères cohérents pour une meilleure réponse aux attentes des familles sans mettre en difficulté notre EAJE.	X	X	x
		01-2024	Principes de la familiarisation	X	X	X

ANNEXE 4: LES BUDGETS PREVISIONNELS

Etablissement LA GERBE / Année 2024

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	40 531	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	283 958
Prestations de services	24 624		
Achats matières et fournitures	15 907	74- Subventions d'exploitation	63 940
Autres fournitures		État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs	15 466	-	
Locations		-	
Entretien et réparation	12 061	Région(s) :	
Assurance	2 600	-	
Documentation	430	Département(s) :	
Autres	375	-	
62 - Autres services extérieurs	6 620	Intercommunalité(s) : EPCI ¹	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	5 520	-	
Publicité, publication		Commune(s) :	
Déplacements, missions	40	- Ville de Montpellier	53 140
Services bancaires, autres	1 060		
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes	6 280	-	
Impôts et taxes sur rémunération,	4 800	Fonds européens	
Autres impôts et taxes	1 480	-	
64- Charges de personnel	244 290	L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	10 800
Rémunération des personnels	195 490	Autres établissements publics	
Charges sociales	44 000		
Autres charges de personnel	4 800	75 - Autres produits de gestion courante	4 224
65- Autres charges de gestion courante	500	Dont cotisations, dons manuels ou legs	1 125
Autres charges diverses	500	Quote part de subv d'investissement	899
		Rbst frais de formation	2 200
66- Charges financières	55	76 - Produits financiers	
67- Charges exceptionnelles		77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements+ dotation provision	13 058	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement	32 315	Autres	6 990
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	359 115	TOTAL DES PRODUITS	359 115
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES²			
86- Emplois des contributions volontaires en nature	3 000	87 - Contributions volontaires en nature	3 000
860- Secours en nature		870- Bénévolat	3 000
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	

862- Prestations			
864- Personnel bénévole	3 000	875- Dons en nature	
TOTAL	362 115	TOTAL	362 115
L'aide financière de la Ville d'un montant de...41 140.....€ représente ...14.79 % du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.			

Etablissement LA GERBE / Année 2025

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	38 995	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	281 465
Prestations de services	24 748		
Achats matières et fournitures	14 249	74- Subventions d'exploitation	63 580
Autres fournitures		État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs	11 824	-	
Locations		-	
Entretien et réparation	9 054	Région(s) :	
Assurance	2 000	-	
Documentation	770	Département(s) :	
		-	
62 - Autres services extérieurs	6 495	Intercommunalité(s) : EPCI ³	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	4 620	-	
Publicité, publication		Commune(s) :	
Déplacements, missions	40	- Ville de Montpellier	53 580
Services bancaires, autres	1 835		
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes	6 350	-	
Impôts et taxes sur rémunération,	4 800	Fonds européens	
Autres impôts et taxes	1 550	-	
64- Charges de personnel	248 000	L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	10 000
Rémunération des personnels	198 200	Autres établissements publics	
Charges sociales	45 000		
Autres charges de personnel	4 800	75 - Autres produits de gestion courante	3 395
65- Autres charges de gestion courante	500	Dont cotisations, dons manuels ou legs	1 195
		Rbst frais de formation	2 200
66- Charges financières		76 - Produits financiers	
67- Charges exceptionnelles		77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements + dotation provision	14 155	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement	38 800	Autres- Fond propre	16 680
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	365 120	TOTAL DES PRODUITS	365 120
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ⁴			
86- Emplois des contributions	3 000	87 - Contributions	3 000

volontaires en nature		volontaires en nature	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	3 000
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole	3 000	875- Dons en nature	
TOTAL	368 120	TOTAL	368 120
L'aide financière de la Ville d'un montant de...53 580 € représente ...14.67.....% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.			

Etablissement LA GERBE / Année 2026

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	39 239	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	283 688
Prestations de services	24 919		
Achats matières et fournitures	14 320	74- Subventions d'exploitation	63 800
Autres fournitures		État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs	11 820	-	
Locations		-	
Entretien et réparation	9 050	Région(s) :	
Assurance	2 000	-	
Documentation	770	Département(s) :	
		-	
62 - Autres services extérieurs	6 495	Intercommunalité(s) : EPCI ⁵	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	4 620	-	
Publicité, publication		Commune(s) :	
Déplacements, missions	40	- Ville de Montpellier	53 800
Services bancaires, autres	1 835		
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes		-	
Impôts et taxes sur rémunération,	4 800	Fonds européens	
Autres impôts et taxes	1 550	-	
64- Charges de personnel	266 600	L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	10 000
Rémunération des personnels	214 800	Autres établissements publics	
Charges sociales	47 000		
Autres charges de personnel	4 800	75 - Autres produits de gestion courante	3 395
65- Autres charges de gestion courante	500	Dont cotisations, dons manuels ou legs	1 195
		Rbst frais de formation	2 200
66- Charges financières		76 - Produits financiers	
67- Charges exceptionnelles		77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements + dotation provision	14 000	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement	38 861	Autres	26 632
Frais financiers			
Autres			

TOTAL DES CHARGES	377 515	TOTAL DES PRODUITS	377 515
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES⁶			
86- Emplois des contributions volontaires en nature	3 000	87 - Contributions volontaires en nature	3 000
860- Secours en nature		870- Bénévolat	3 000
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole	3 000	875- Dons en nature	
TOTAL	380 515	TOTAL	380 515
L'aide financière de la Ville d'un montant de...55 200.....€ représente14.25...% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.			

ANNEXE 5 : Soutien financier prévisionnel

Afin de soutenir la mise en œuvre par l'association du projet éducatif et d'établissement qui concourt aux orientations du Projet Educatif Petite Enfance de la Ville de Montpellier, la Ville s'engage à soutenir financièrement l'association, sous réserve du vote annuel du Budget Primitif.

Sans que l'association ne puisse faire valoir des droits sur les montants ci-après mentionnés, la Ville et l'association s'entendent sur un soutien financier correspondant à la trajectoire suivante :

Année	Pour l'accueil des petits montpelliérains	Pour la mise en œuvre des projets spécifiques (guichet unique et projets)	Total
2024	EAJE La Gerbe : $1,10 \times 37\,400 = 41\,140 \text{ €}$	8 600 €	49 740 €
2025	EAJE La Gerbe : $1,10 \times 37\,800 = 41\,580 \text{ €}$	8 600 €	50 180 €
2026	EAJE La Gerbe : $1,10 \times 38\,000 = 41\,800 \text{ €}$	8 600 €	50 400 €
Total	124 520 €	25 800 €	150 320 €